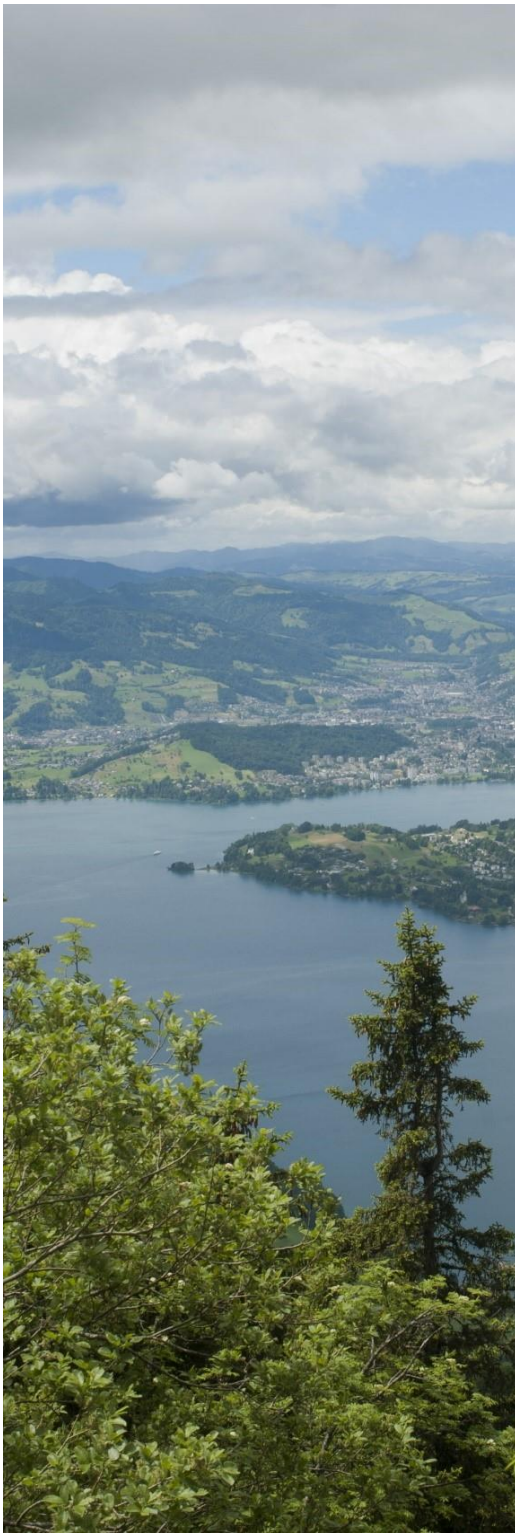
regiosuisse
Netzwerkstelle Regionalentwicklung
Centre du réseau de développement régional
Centro della rete di sviluppo regionale
Center da la rait per il svilup regiunal

Le développement économique régional en Suisse



Rapport de monitoring 2016

APERÇU DE LA TABLE DES MATIÈRES

Table des matières 3
Liste des indicateurs 4
1 Introduction 6
2 Set d'indicateurs et répartition spatiale 11
3 Gros plan sur la Suisse: les divers types d'espace 22
4 Gros plan sur les cantons 62
5 Annexe A: Gros plan sur les régions − les diverses régions MS 84
6 Annexe B: Comparaison avec le développement régional des pays voisins 105
Abréviations et glossaire 113
Bibliographie 114

Sur mandat de
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
npr Nouvelle politique régionale

IMPRESSUM

Auteur:	regiosuisse – Centre du réseau de développement régional
Titre:	Rapport de monitoring 2016
Sous-titre:	Le développement économique régional en Suisse
Mandant:	SECO
Lieu:	Berne
Année:	2017
Téléchargement:	www.regiosuisse.ch/monitoring-fr

Auteurs
Matthias Setz, regiosuisse
Julian Frank, regiosuisse
Stefan Suter, regiosuisse

Editeur
regiosuisse – Centre du réseau de développement régional
Hofjistrasse 5
CH–3900 Brigue

Tél. +41 27 922 40 88
FAX +41 27 922 40 89
info@regiosuisse.ch
www.regiosuisse.ch

Langues
Le rapport de monitoring de regiosuisse paraît en allemand et en français.

Traduction
Félix Glutz, adapteam.ch, Montreux

Le rapport reflète l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle du mandant.

regiosuisse a été lancé en 2008 sur mandat du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) comme mesure d'accompagnement pour la mise en œuvre de la NPR. Le centre du réseau est géré par PLANVAL AG en collaboration avec des partenaires et des sous-traitants de toute la Suisse. Depuis 2016, regiosuisse soutient aussi la gestion des connaissances pour la politique des agglomérations et la politique pour les espaces ruraux et les régions de montagne, sur mandat du SECO et de l'ARE.

Table des matières

Table des matières **3**
Liste des indicateurs **4**
1 Introduction **6**
1.1 Le but du rapport de monitoring de regiosuisse 6
1.2 Procédure et méthode 8
1.3 Structure du rapport 9
1.4 Qu'y a-t-il de nouveau dans le rapport de monitoring 2016? 9
1.5 Evaluations spéciales du monitoring regiosuisse des régions 10
2 Set d'indicateurs et répartition spatiale **11**
2.1 Les indicateurs utilisés 11
2.2 La répartition spatiale 15
2.2.1 Référence spatiale du monitoring 15
2.2.2 Répartition spatiale et types d'espaces du monitoring 15
3 Gros plan sur la Suisse: les divers types d'espaces **22**
3.1 Comment les places de travail et le chômage évoluent-ils? 25
3.2 Quelle est la structure de l'économie et quelle performance fournit-elle? 36
3.3 Comment la population et les revenus évoluent-ils? 46
4 Gros plan sur les cantons **62**
4.1 Comparaison entre les cantons 65
4.2 Les types d'espaces en comparaison cantonale 71
5 Annexe A: Gros plan sur les régions − les diverses régions MS **84**
5.1 Comment les places de travail et le chômage évoluent-ils? 85
5.2 Comment la population et les revenus évoluent-ils? 99
5.3 Qu'en est-il de l'attractivité économique et de l'infrastructure? 104
6 Annexe B: Comparaison avec le développement régional des pays voisins **105**
Abréviations et glossaire **113**
Bibliographie **114**

Remarque à l'attention des lectrices et des lecteurs pressés: les contenus des chapitres 3 et 4 sont à chaque fois résumés en début de chapitre (encadré jaune).

Liste des indicateurs

Groupe	Indicateur	Types d'espaces regiosuisse	Cantons	Régions MS
Marché du travail	**Places de travail, évolution de l'emploi**	Graphique 3-1, p. 25 Graphique 3-2, p. 26 Graphique 3-3, p. 27 Graphique 3-5, p. 31 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81	Tableau 4-2, p. 65 Tableau 4-, p. 67 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81, Section 6-4, p. 109	Graphique 5-1, p. 85 Graphique 5-2, p. 86 Graphique 5-3, p.99. Graphique 5-4, p. 87 Graphique 5-4, p. 88 Graphique 5-8, p. 90 Graphique 5-9, p. 91 Graphique 5-10, p. 91 Graphique 5-11, p. 92 Graphique 5-14, p. 94 Graphique 5-15, p. 95 Graphique 5-16, p. 96
	Emplois nouvellement créés	Graphique 3-4, p. 28	Graphique 6-6, p. 111	Graphique 5-5, p. 89
	Taux de chômage	Graphique 3-6, p. 32		Graphique 5-6, p. 89 Graphique 5-7, p. 90
	Niveau de formation de la population	Graphique 3-7, p. 34		
Structures et capacités économiques (incl. focalisation sur le tourisme et l'industrie)	**Produit intérieur brut (PIB)**		Tableau 4-2, p. 65 Tableau 4-3, p. 67 Graphique 6-1, p. 107 Graphique 6-2, p. 108	
	Valeur ajoutée brute par place de travail (productivité)		Graphique 6-5, p. 110	Graphique 5-12, p. 92 Graphique 5-13, p. 93 Graphique 5-14, p. 94 Graphique 5-15, p. 95 Graphique 5-16, p. 96
	Structure des branches	Graphique 3-8, p. 38 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81	 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81	
	Nuitées dans l'hôtellerie	Graphique 3-10, p. 42		Graphique 5-19, p. 98 Graphique 5-20, p. 98 Graphique 6-7, p. 112*
	Capacité en lits et occupation des lits dans l'hôtellerie	Graphique 3-9, p. 40		Graphique 5-17, p. 97 Graphique 5-18, p 97
	Entreprises innovantes	Graphique 3-11, p. 44**		

Groupe	Indicateur[1]	Types d'espaces regiosuisse	Cantons	Régions MS
Population et bien-être	**Population résidante**	Graphique 3-12, p. 46 Graphique 3-13, p. 48 Graphique 3-15, p. 51 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81	Tableau 4-2, p. 65 Tableau 4-3, p. 67 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81	Graphique 5-21, p. 99 Graphique 5-25, p. 101 Graphique 5-26, p. 102 Graphique 5-27, p. 102 Graphique 5-28, p. 103
	Pendulaires	Graphique 3-16, p. 52		
	Evolution du parc de logements	Graphique 3-14, p. 49		Graphique 5-22, p. 99
	Revenu net	Graphique 3-17, p. 53 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81	Tableau 4-2, p. 65 Tableau 4-3, p. 67 Section 4.2a), p. 72 Section 4.2b), p. 75 Section 4.2c), p. 78 Section 4.2d), p. 81	Graphique 5-23, p. 100 Graphique 5-24, p. 101
	Aide sociale	Graphique 3-18, p. 56		Graphique 5-29, p. 103 Graphique 5-30, p. 104
Economie et infrastructure	**Couverture en services**			
	Desserte	Graphique 3-19, p. 58 Graphique 3-20, p. 59		
	Dettes communales	Graphique 3-21, p. 61	Graphique 5-31, p. 104	

1 Introduction

1.1 Le but du rapport de monitoring de regiosuisse

Le monitoring de regiosuisse a pour **but** de décrire et d'expliquer le développement de l'économie régionale en Suisse. Ce monitoring repose pour l'essentiel sur un ensemble d'indicateurs clés spécifiques. Il est complété par une analyse détaillée et une évaluation des publications consacrées au thème du développement régional en Suisse.

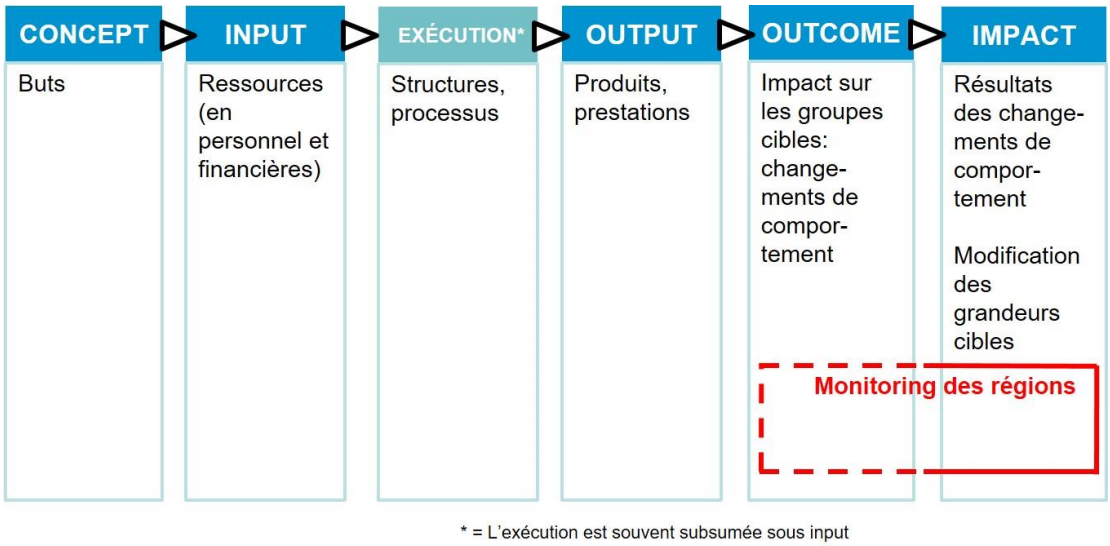
Concrètement, il s'agit également de présenter les évolutions les plus importantes et de les traduire en propositions synthétiques aisément compréhensibles. Le thème abordé dans ce contexte est le développement économique régional. Toutefois, il sera également question d'indicateurs qui ne concernent pas spécifiquement ce domaine.

La présentation détaillée et l'analyse de la situation actuelle fournissent aux acteurs pertinents de la Nouvelle politique régionale (Confédération, cantons, régions) des bases de décision qui leur permettent d'évaluer les besoins en matière de politique régionale et d'orienter les contenus des stratégies et des mesures y relatives. Ce rapport offre enfin à toutes les autres parties intéressées une vue d'ensemble détaillée du développement économique régional en Suisse, ainsi qu'une base pour des analyses ultérieures.

Le présent rapport de monitoring n'a en revanche **pas pour but** d'affirmer quoi que ce soit sur le lien de causalité qui pourrait exister entre les mesures prises en matière de politique régionale et le développement de l'économie régionale. L'analyse de ce rapport était et est l'objet d'**évaluations** séparées[1]. Le monitoring de regiosuisse décrit le contexte général du développement à des fins d'évaluation. Il se concentre donc pour l'essentiel au niveau de l'**impact** (voir Graphique 1-1).

[1] Voir p. ex. SECO (2011): Zwischenbewertung Neue Regionalpolitik (NRP) des SECO; regiosuisse (2013): Mesure de l'efficacité des projets NPR 2012; Sager Fritz, Hügli Eveline (2013): Evaluation des Mehrjahresprogramms 2008−15 zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik (NRP); Zumbusch Kristina et al. (2013): Evaluation der Schweizer Beteiligung an den ETZ-Programmen im Rahmen der NRP.

Graphique 1.1 Positionnement du monitoring des régions dans la chaîne d'impacts



Le monitoring de regiosuisse se distingue donc aussi clairement des systèmes de controlling et de monitoring des cantons ainsi que des rapports sur la mise en œuvre de la NPR à l'attention de la Confédération. Les cantons peuvent toutefois utiliser le monitoring de regiosuisse pour replacer la mise en œuvre de la NPR dans un contexte global et pouvoir ainsi mieux l'évaluer.

Le pouvoir explicatif du monitoring des régions peut être renforcé par le biais d'une différenciation des indicateurs au niveau de l'impact (p. ex. l'analyse de l'évolution des emplois, différenciée en fonction des branches) et via la prise en compte de divers indicateurs au niveau de l'outcome (p. ex. nombre d'entreprises innovantes). Comme nous l'avons déjà mentionné, ce rapport n'a nullement la prétention d'établir des liens de causalité dans la chaîne d'impacts.

1.2 Procédure et méthode

Le présent rapport comporte deux formes de monitoring: un monitoring quantitatif, ainsi qu'une partie d'analyse qualitative.

Pour ce qui est du **monitoring quantitatif**, nous avons opté pour une évaluation quantitative d'un set donné d'indicateurs clés (voir chapitre 2). Divers types d'évaluations ont été effectués dans ce contexte:

- valeurs nominales (partiellement indexées) dans le temps pour les divers types d'espaces
- valeurs nominales (partiellement indexées) dans le temps pour des cantons sélectionnés appartenant à un type d'espace spécifique
- valeurs nominales et taux de variation par région MS [2]
- valeurs nominales et taux de variation par canton (globalement) et par région des pays limitrophes (année la plus récente disponible)

Les données utilisées pour ces évaluations reposent sur des données officielles fournies par les organes compétents des pouvoirs publics, la plupart d'entre elles provenant toutefois de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Aucune donnée en propre n'a été relevée pour le présent rapport.

Outre l'évaluation quantitative faite sur la base des indicateurs clés, ce rapport de monitoring propose également une **analyse qualitative**. Il s'agit en l'occurrence du *screening*, de la préparation et de la synthèse d'informations provenant de sources multiples et concernant le développement économique régional en Suisse. Concrètement, nous avons tenu compte ici aussi bien des publications d'organisations actives dans le domaine en question (p. ex. OCDE, SAB, chambres de commerce) que des publications scientifiques et d'études réalisées sur mandat et portant sur le thème du développement économique régional. Les connaissances pertinentes tirées de la littérature sont ensuite traitées et intégrées dans les explications relatives aux évaluations quantitatives. Ces connaissances contiennent aussi bien des informations de base sur le développement présenté que des informations plus spécifiques qui se rapportent à un contexte en lien avec le développement régional, comme par exemple les aspects écologiques et sociaux. Les sources exploitées sont indiquées dans la bibliographie. Lorsque nous renvoyons à des études ou à des publications concrètes, ces dernières sont mentionnées explicitement en sus.

[2] MS = Mobilité Spatiale, région MS = espace à marché de travail restreint.

1.3 Structure du rapport

Le présent rapport de monitoring est subdivisé en trois grands chapitres et deux annexes:

- Le **chapitre 2** décrit le **set d'indicateurs utilisé** et la **répartition spatiale** sur lesquels se base le monitoring des régions.
- Dans le **chapitre 3**, nous examinons comment les **divers types d'espacess de la Suisse** se développent les uns par rapport aux autres.
- Le **chapitre 4** compare le niveau et le développement des **26 cantons**. Il décrit en outre comment le **même type d'espace se développe différemment dans les divers cantons**. Pour des raisons visuelles et étant donné que tous les types d'espacess ne se retrouvent pas dans tous les cantons, la présentation de cette deuxième partie ne porte que sur certains cantons. Le set de données couvre toutefois en principe tous les cantons.
- Les **annexes** sont encore plus spécifiques. L'annexe A donne **un aperçu des développements des diverses régions MS** de la Suisse. L'annexe B propose une comparaison des cantons avec des **régions sélectionnées des pays voisins**[3]**.**

Les résultats tirés de l'**analyse qualitative** sont pris ponctuellement en compte dans les **chapitres 3 et 4 consacrés à l'évaluation**.

1.4 Qu'y a-t-il de nouveau dans le rapport de monitoring 2016?

Le présent rapport est une mise à jour du troisième rapport de monitoring publié en 2013[4]. Toutes les illustrations ont été actualisées sur la base des données les plus récentes disponibles. La nouvelle **liste des indicateurs** (pages 4 et 5) donne aux lectrices et lecteurs une vue d'ensemble des différents indicateurs et montre où, dans le présent rapport de monitoring, ces derniers peuvent être trouvés en fonction des différentes répartitions spatiales (types d'espaces regiosuisse, cantons, régions MS).

Comparé au rapport de monitoring 2013, les adaptations décrites ci-après ont été faites sur la base d'un concept détaillé du set d'indicateurs:

- Légère restructuration des domaines existants et prise en compte d'un nouveau domaine. On donnera désormais des indicateurs dans les quatre domaines suivants:
  - Marché du travail (jusqu'ici: Places de travail et chômage)
  - Structures et capacités économiques (jusqu'ici: Capacités économiques)
  - Population et bien-être (jusqu'ici: Population et revenu)
  - Economie et infrastructure (nouveau domaine)

[3] Des comparaisons sont faites sur la base des niveaux régionaux «NUTS 3». Voir http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview.

[4] Voir regiosuisse (2014): Rapport de monitoring 2013. Le développement économique régional en Suisse. www.regiosuisse.ch/monitoring-fr.

- **Différenciation des indicateurs existants**. Le but de la différenciation en fonction d'autres caractéristiques[5] est d'affiner la profondeur d'analyse, et donc d'augmenter le pouvoir explicatif du monitoring des régions.
- **Intégration de nouveaux indicateurs**. Enfin, plusieurs nouveaux indicateurs ont été intégrés dans le set d'indicateurs regiosuisse (p. ex. la couverture en services). D'une part, pour augmenter le pouvoir explicatif du monitoring des régions, mais aussi, en particulier, pour garantir la couverture de thématiques nouvelles et/ou modifiées dans la NPR.

Afin d'assurer une meilleure comparabilité des différents indicateurs, la période durant laquelle les données sont enregistrées est présentée de manière uniforme dans les illustrations, et ce, à partir de l'année 2000 (ou à partir de la première année disponible après 2000). Les données relevées avant l'année 2000 sont toutefois encore disponibles dans les bases de données relatives au monitoring des régions[6].

1.5 Evaluations spéciales du monitoring regiosuisse des régions[7]

Le monitoring des régions met également à disposition des évaluations spéciales, qui couvrent d'autres unités territoriales (p. ex. des régions à l'intérieur d'un canton) et d'autres périodes (dans le présent rapport, on se réfère en général à la période 2000−2015), mais qui, du point de vue de la logique de l'évaluation, ne se distinguent pas des évaluations proposées dans le présent rapport.

Pour des raisons de lisibilité, en particulier pour les évaluations cantonales, il n'est pas toujours possible de représenter tous les cantons dans les graphiques proposés dans ce rapport. Nous renvoyons donc également, pour les cantons manquants, à la possibilité d'évaluations spéciales.

[5] Par exemple, la part des habitants de plus de 64 ans pour l'indicateur Population.

[6] Les rapports de monitoring regiosuisse 2013, 2011 et 2009 contiennent en outre des séries chronologiques remontant au-delà. www.regiosuisse.ch/monitoring-fr.

[7] On trouvera d'autres informations sur les évaluations spéciales sous: www.regiosuisse.ch/monitoring-fr.

2 Set d'indicateurs et répartition spatiale

2.1 Les indicateurs utilisés

Le choix des indicateurs repose sur les réflexions suivantes:

- La NPR souhaite améliorer la compétitivité des régions. Sont observés dans ce contexte les **effets sur l'économie régionale** d'une modification de la compétitivité en fonction du nombre des places de travail, des biens et prestations produits (PIB) et de la productivité du travail (création de valeur ajoutée).
- **Les thèmes qui sont soutenus en priorité** par la NPR doivent également se refléter dans les monitorings sur le développement de l'économie régionale. Le programme pluriannuel de la Confédération 2016-2023 contient les priorités suivantes en termes de promotion:
  - Système de valeur ajoutée Industrie, avec focalisation sur l'encouragement de l'innovation dans les PME
  - Système de valeur ajoutée Tourisme, avec focalisation sur le soutien de la branche pour maîtriser les changements structurels

  Ces thématiques prioritaires étant données, le monitoring doit contenir des évaluations spécifiques aux branches, dont certaines présentent un intérêt particulier. On insistera donc en particulier sur le tourisme et, plus concrètement, sur l'hôtellerie. Quant à l'importance que revêt l'**intensité de l'innovation**, il en est tenu compte via l'indicateur «Part d'entreprises innovantes».
- La NPR entend en outre contribuer au maintien d'une **urbanisation décentralisée**. En outre, des indicateurs du domaine «Economie et infrastructure» (p. ex. couverture en services) sont indiqués, lesquels ont également un impact sur le maintien de l'urbanisation décentralisée.

Ces réflexions ont permis de déduire le set d'indicateurs utilisé dans le cadre du monitoring regiosuisse du développement de l'économie régionale; ils ont été explicités dans un concept détaillé concernant le monitoring des régions[8] en collaboration avec le SECO. Il ne s'agit pas ici d'une digression «scientifique», mais plutôt d'une approche pragmatique dont les facteurs suivants ont été déterminants pour le choix des indicateurs:

- pertinence et impact de l'indicateur
- communicabilité: compréhensibilité et bonne connaissance des indicateurs
- source de données et disponibilité à un degré de détail suffisant (par commune)
- coûts du relevé et évaluation

Tableau 2-1 donne une vue d'ensemble des indicateurs clés retenus.

[8] Voir regiosuisse (2016): L4: Monitoring Regionalentwicklung, Detailkonzept Regionenmonitoring 2016+ (Version 1.0 vom 15.09.2016).

Tableau 2-1: Indicateurs du monitoring des régions de regiosuisse[9]

Groupe	Indicateur	Sources	Précisions	Disponibilité des données (années)
Marché du travail	**Places de travail, évolution de l'emploi**	Recensement des entreprises de l'OFS (jusqu'en 2008), Statistique structu-relle des entreprises (STATENT) de l'OFS (2011)	– Emplois en équivalents plein temps (resp. nombre d'actifs pour comparaison avec les pays voisins) – Part de femmes au volume d'occupation	2005, 2008, annuelle à partir de 2011-2014
		Enquête suisse sur la population active (ESPA) de l'OFS	– Taux d'occupation	2000, annuelle, à partir de 2010-2015
	Emplois nouvellement créés	Démographie des entreprises (UDEMO) de l'OFS	– Emplois dans les entreprises nouvellement créées, en équivalents plein temps	annuelle, à partir de 1999-2014
	Taux de chômage	Statistique du marché du travail du SECO	– Chômeurs sur le total de tous les actifs	annuelle, à partir de 1993-2016
	Niveau de formation de la population	Enquête suisse sur la population active (ESPA) de l'OFS	– Niveau de formation achevée selon trois catégories: scolarité obligatoire, degré secondaire II, degré tertiaire	2000, annuelle, à partir de 2010-2015
Structures et capacités économiques (incl. focalisation sur le tourisme et l'industrie)	**Produit intérieur brut (PIB)**	Comptes nationaux (CN) de l'OFS	– PIB par habitant (jusqu'au niveau cantonal)	Niveau Suisse: annuelle, à partir de 1995-2015_{prov} Niveau canton: annuelle, à partir de 2008-2013
	Valeur ajoutée brute par place de travail (productivité)	Comptes nationaux (CN) de l'OFS Recensements des entreprises de l'OFS (jusqu'en 2008), Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'OFS (à partir de 2011)	– Valeur ajoutée brute par place de travail	Niveau Suisse: annuelle, à partir de 1995-2015 Niveau canton: annuelle, à partir de 2008-2014
	Structure des branches	Recensements des entreprises de l'OFS (jusqu'en 2008), Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'OFS (à partir de 2011)	– Mix des branches: emplois par branche (NOGA08, niveau Sections) – Focalisation Branches «à forte valeur ajoutée» – Focalisation Services «à haut niveau de connaissances»	2005, 2008, annuelle, à partir de 2011-2014

[9] En *italique*: ces indicateurs ne sont pas encore disponibles pour le présent rapport de monitoring, ils seront toutefois intégrés dans le set d'indicateurs, resp. le monitoring, à une date ultérieure.

Groupe	Indicateur	Sources	Précisions	Disponibilité des données (années)
	Emplois selon la taille de l'entreprise	Recensements des entreprises de l'OFS (jusqu'en 2008), Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'OFS (à partir de 2011)	– Emplois dans les micro-entreprises (0-9 EPT), petites entreprises (10-49 EPT), moyennes entreprises (50-250 EPT) et grandes entreprises (250+ EPT)	2005, 2008, annuelle, à partir de 2011-2014
	Focalisation Tourisme:			
	Structure des branches	Cf. structure des branches (ci-dessus)	– Focalisation «Branches du tourisme»	Cf. structure des branches (ci-dessus)
	Infrastructures de l'hébergement et utilisation	Statistique de l'hébergement touristique (HESTA) de l'OFS *Statistique de la parahôtellerie (PASTA) de l'OFS*	– Nombre de nuitées par année – Capacité en lits et occupation des lits	annuelle, à partir de 1992-2016 *annuelle, à partir de 2016*
	Focalisation Industrie:			
	Structure des branches	Cf. structure des branches (ci-dessus)	– Focalisation «Secteurs industriels»	Cf. structure des branches (ci-dessus)
	Entreprises innovantes	Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich (KOF)	– Entreprises avec des innovations de produits et de processus – Entreprises avec des innovations d'organisation et de marketing – Entreprises menant des activités de recherche et de développement (R&D) – Entreprises bénéficiant d'une aide à l'innovation des pouvoirs publics	Tous les trois ans à partir de 1999-2011 Tous les deux ans à partir de 2013-2015
	Entrepreneurship	*Global Entrepreneurship Monitor (GEM)*	– *Opportunités saisies de démarrer une entreprise (part des personnes interrogées)* – *Capacités perçues de démarrer une entreprise (part des personnes interrogées)* – *Dissuasion par peur d'échouer (part des personnes interrogées)* – *Intention de créer une entreprise dans les 3 prochaines années (part des personnes interrogées)*	*En cours de clarification*

Groupe	Indicateur	Sources	Précisions	Disponibilité des données (années)
Population et bien-être	**Population résidante**	Statistique annuelle de l'état de la population (ESPOP) de l'OFS (jusqu'en 2009) et STATPOP (à partir de 2010)	– Population résidante permanente (à la fin de l'année) – Rapport de dépendance des jeunes (part d'habitants de moins de 20 ans) – Rapport de dépendance des personnes âgées (part d'habitants de plus de 64 ans)	annuelle, à partir de 1981 jusqu'en 2015
	Pendulaires	Recensement fédéral de la population (jusqu'en 2000) et Relevé structurel (RS) de l'OFS (à partir de 2010)	– Proportion des pendulaires entrants et sortants actifs (travailleurs pendulaires) par rapport à la population résidante permanente	1990, 2000, annuelle à partir de 2010 jusqu'à 2015
	Evolution du parc de logements	Statistique de la construction et des logements de l'OFS, Statistique des bâtiments et des logements (StatBL)	– Proportion des logements nouvellement créés par rapport au parc total des logements	annuelle à partir de 1984 jusqu'à 2015
	Revenu net	Statistique des impôts fédéraux directs, Administration fédérale des contributions (AFC)	– Revenu net des personnes physiques (de l'impôt fédéral direct) par habitant en CHF	annuelle à partir de 2008 jusqu'à 2013
	Aide sociale	Statistique suisse des bénéficiaires de l'aide sociale de l'OFS	– Taux d'aide sociale	annuelle à partir de 2011 jusqu'à 2015
Economie et infrastructure	**Couverture en services**	Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'OFS	– Distance jusqu'aux différents services	2011
	Desserte	Modélisation des transports VM-UVEK (ARE), INFOPLAN-ARE, swisstopo	– Durée de déplacement jusqu'aux agglomérations ou une ville isolée avec les TP ou le TIM	2011
	Dettes communales	Statistique financière de l'AFF	– Dette brute par habitant (communale et cantonale)	annuelle à partir de 2010 jusqu'à 2014

2.2 La répartition spatiale

2.2.1 Référence spatiale du monitoring

Afin de permettre des comparaisons, la référence spatiale du présent rapport de monitoring est l'ensemble de la Suisse et pas seulement le **territoire d'impact de la NPR**[10]: ce dernier comprend en premier lieu les régions de montagne et les autres zones rurales de la Suisse. Ne font pas partie de ces dernières les communes des cinq agglomérations les plus importantes, à savoir: Bâle, Berne, Genève, Lausanne et Zurich, ainsi que les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Bâle-Ville, de Genève, Soleure, de Zoug et de Zurich.

Les cantons peuvent demander une extension du territoire d'impact dans le cadre des programmes cantonaux de mise en œuvre. Si les sept cantons urbains soumettent également à la Confédération un programme de mise en œuvre de la politique régionale, ils doivent fournir la preuve que les territoires à promouvoir présentent les mêmes défis structurels que ceux qui se situent déjà dans le territoire d'impact[11]. De nouveaux territoires des cantons d'Argovie et de Zurich ont été ajoutés dans le territoire d'impact de la NPR, par exemple pour la période 2008-2011. La possibilité de pouvoir participer à des projets Interreg supprime dans les faits la différence entre un domaine NPR et un domaine non-NPR.

Afin de pouvoir faire des comparaisons transversales à l'échelle internationale et nationale, on a également pris en considération dans le monitoring les **régions frontalières des pays voisins** (voir Annexe B), ainsi que les agglomérations.

2.2.2 Répartition spatiale et types d'espaces du monitoring

Compte tenu des arguments ci-dessus, la répartition spatiale institutionnelle de la Suisse par districts et communes ne convient qu'à certaines conditions pour analyser le développement économique régional. Les processus lieu de travail – lieu de résidence génèrent une création de valeur ajoutée supérieure par habitant pour les régions où l'on travaille, étant donné que les personnes y travaillent plus qu'elles n'y vivent (et inversement). Il convient donc de faire intervenir d'autres répartitions spatiales pour le monitoring.

Concrètement, le monitoring de regiosuisse part des trois répartitions spatiales existantes, à savoir:

- types d'espaces regiosuisse
- régions MS
- cantons

[10] Voir l'Ordonnane sur la politique régionale (OPR) du 28 novembre 2007.
[11] Voir également Secrétariat d'Etat à l'économie SECO (2008): La politique régionale de la Confédération.

On abordera les deux premières répartitions spatiales dans les sections a) et b) ci-après.

Cela étant, des évaluations d'autres unités territoriales que les trois nommées ci-dessus sont également possibles dans le cadre du monitoring des régions:

- par périmètre NPR[12]
- par périmètre des six «Systèmes régionaux d'innovation» (RIS), resp. par grandes régions comme approximation pour les RIS[13]

Dans le présent rapport, des évaluations par grandes régions et périmètres NPR ne sont faites que pour des domaines thématiques spécifiques. Ces répartitions spatiales sont utilisées en particulier lorsque les données disponibles ne permettent pas d'évaluation selon les trois répartitions spatiales susmentionnées.

a) Analyse du développement de l'économie régionale dans des types d'espaces comparables

Notre analyse se base sur la typologie des espaces orientée vers les problèmes et les potentiels, typologie élaborée par l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Cette dernière classe les communes de l'**espace rural** en trois types d'espaces territoriaux:

- **l'espace rural périurbain** avec trajets brefs jusqu'à la prochaine agglomération et/ou centre-ville, y compris les centres ruraux périurbains
- **l'espace rural périphérique** avec trajets plus longs jusqu'à la prochaine agglomération et/ou centre-ville, selon le nombre d'habitants
- **centres touristiques alpins** situés dans les régions de montagne, avec au moins 90'000 nuitées (hôtellerie) par année, au moins 20% de postes de travail (équivalents plein temps) dans le secteur touristique[14], sans les agglomérations et les autres communes urbaines

Les centres touristiques alpins forment ici un niveau supplémentaire, qui recouvre la typologie de l'espace rural. Cela signifie que chaque centre touristique alpin pourrait également être attribué à l'espace périurbain ou à l'espace rural périphérique. On peut en outre également proposer une autre subdivision en 10 classes des trois types d'espaces ruraux (voir la colonne du milieu, en jaune, du Tableau 2-2), en distinguant en sus l'accessibilité au niveau des transports et la densité.

Les autres communes, agglomérations et villes forment l'**espace urbain**. Ce dernier n'est pas subdivisé plus avant dans le cadre de la typologie des espaces ARE. Il convient toutefois, du point de vue de la NPR, d'introduire une distinction dans ce contexte: ce sont en effet surtout les agglomérations de moindre importance et les autres communes urbaines qui sont des

[12] Distinguer si une commune se situe dans le périmètre NPR ou en dehors.

[13] Etant donné que le périmètre actuel des RIS montre des recoupements, les analyses sont réalisées au niveau des grandes régions, qui présentent une approximation du périmètre RIS.

[14] Classes NOGA 2008: 55 (Hébergement) et 56 (Gastronomie).

partenaires importants de la NPR. On a donc introduit, pour l'application de la typologie des espaces ARE, une subdivision supplémentaire de la classe 0, à savoir: «Agglomérations et villes isolées» dans les catégories **«régions métropolitaines»** et **«agglomérations et autres communes urbaines»**[15].

La colonne de droite du tableau 2-2 contient les cinq classes qui ont été utilisées pour les évaluations faites dans ce domaine: pour le monitoring, des sous-classes de l'espace rural périurbain et de l'espace rural périphérique tout comme les centres touristiques ont été regroupés à l'intérieur et à l'extérieur des agglomérations. Le regroupement de ces sous-catégories permet des énoncés comparables concernant l'évolution d'un type d'espace dans différents cantons.

Au début mai 2017, l'**OFS** a présenté les résultats de la modernisation de ses répartitions spatiales. Deux typologies ont été entièrement revues, une troisième a été actualisée:

- La **typologie des communes,** qui a été révisée, comprend 9, respectivement 25 catégories. Tandis que les 9 catégories se distinguent sur la base des critères de densité, de taille et d'accessibilité, la répartition des 25 catégories s'est faite sur la base de critères socio-économiques.
- La **typologie urbain-rural** est déduite de la typologie des communes et comprend désormais trois catégories: outre les catégories «urbaines» et «rurales», on a également défini une catégorie «intermédiaires», où l'on retrouve des caractéristiques aussi bien urbaines que rurales.
- La répartition de la Suisse en fonction de ses **régions linguistiques** est la plus ancienne répartition non institutionnelle de la statistique suisse. La détermination des régions linguistiques repose sur la langue nationale qui est parlée par une majorité de la population dans une commune. Les régions linguistiques du pays ont été recalculées pour la première fois depuis le recensement de la population en 2000, à savoir pour l'état des communes au 1er janvier 2017. Il n'y a aucun changement à signaler par rapport à la répartition utilisée jusqu'ici.

La typologie spatiale utilisée dans l'ancien rapport ainsi que dans le présent rapport (voir **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**) sera revue et adaptée dans le cadre de l'élaboration du rapport de monitoring 2018.

[15] Cette subdivision s'oriente vers la définition OFS 2005 des régions métropolitaines et s'applique aux agglomérations attenantes des grandes agglomérations que sont Zurich, Genève-Lausanne et Bâle pour autant que plus de 1/12 des actifs résidant dans une agglomération attenante travaille dans la grande agglomération. Berne et la Regione Insubrica au Tessin illustrent des systèmes d'agglomérations multipolaires; la seule agglomération bernoise est déjà considérée comme une aire métropolitaine alors que Côme-Chiasso-Mendrisio est une agglomération attenante de la métropole milanaise. Les autres communes de l'espace urbain font partie des agglomérations et des autres communes urbaines. Afin d'éviter d'éventuels malentendus, on notera que les régions métropolitaines de l'OFS ne se recoupent pas tout à fait avec les territoires d'action suprarégionaux définis dans le Projet de territoire Suisse de l'ARE.

Tableau 2-2: Typologies des espaces ARE en 3+1 resp. 10+1 classes et typologie utilisée dans le monitoring des régions (5 classes)

	Typologie ARE en 3+1 classes	Typologie ARE en 10+1 classes	Typologie des espaces regiosuisse en 5 classes
Espace urbain	0 Agglomérations et villes isolées	0 Agglomérations et villes isolées[16]	0.1 **Régions métropolitaines** 0.2 **Agglomérations et autres communes urbaines**
Espace rural	1 Espace rural périurbain	11 Bonne accessibilité TP et TIM[a)] 12 Accessibilité TP moyenne et bonne accessibilité TIM[b)] 13 Accessibilité TP et TIM moyenne[c)] 14 Centres ruraux périurbains[d)]	1.1 **Espace rural périurbain** (catégories 11-14 résumées)
	2 Centres touristiques alpins	21 A l'extérieur de l'agglomération 22 A l'intérieur de l'agglomération	2.1 **Centres touristiques alpins** (catégories 21 et 22 résumées)
	3 Espace rural périphérique[e)]	31 Centres périphériques (5'001-10'000 habitants) 32 Petits centres périphériques (2'001-5'000 habitants) 33 A moyenne densité[f)] 34 A faible densité[g)]	3.1 **Espace rural périphérique** (catégories 31-34 résumées)

a) Le temps de transport en TP et TIM jusqu'au centre de l'agglomération la plus proche est inférieur à 20 minutes.

b) Le temps de transport en TP jusqu'au centre de l'agglomération la plus proche se situe entre 20 et 60 minutes, le temps de transport en TIM est inférieur à 20 minutes.

c) Le temps de transport en TP et TIM jusqu'au centre de l'agglomération la plus proche se situe entre 20 et 60 minutes. La commune se trouve à l'intérieur de la région biogéographique «Plateau» (Office fédéral de l'environnement OFEV).

d) La commune se situe dans l'espace rural périurbain. Le nombre d'habitants est supérieur à 5'000. Le temps de transport jusqu'au centre de l'agglomération la plus proche est supérieur à 10 minutes.

e) Le temps de transport en TIM jusqu'au centre de l'agglomération la plus proche est supérieur à 20 minutes. La commune se trouve à l'intérieur de la région biogéographique «Plateau»

f) La densité est supérieure à 10 habitants au kilomètre carré.

g) La densité est inférieure à 10 habitants au kilomètre carré.

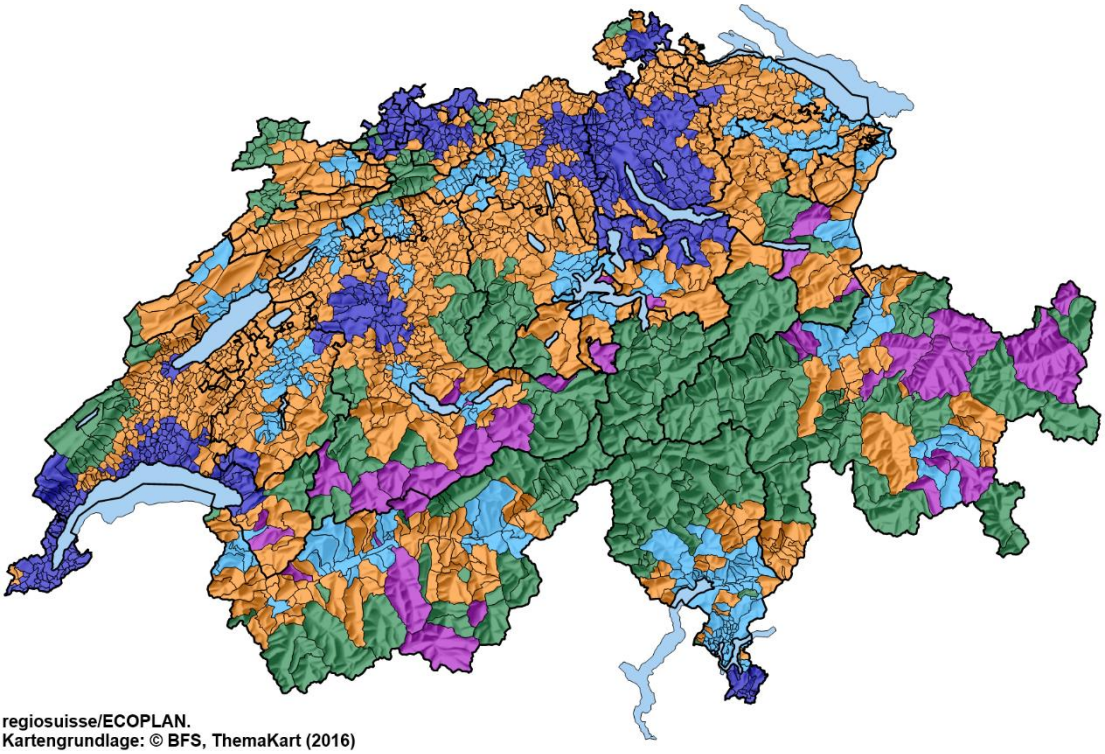
Source: ARE (2005): Typologies des espaces territoriaux utilisées dans le cadre du monitoring de l'espace rural, p.3. Actualisé selon la méthode de calcul 2016 de la typologie de l'espace rural ARE.

[16] Agglomérations et autres communes urbaines: Définition selon l'OFS sur la base des données de l'année 2000.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des communes de Suisse selon la typologie des espaces en cinq classes utilisée par regiosuisse.

Les différents types d'espaces utilisés dans le monitoring des régions seront présentés au chapitre 3 et dans les couleurs utilisées ici.

Graphique 2-3: La typologie des espaces regiosuisse en 5 classes, par commune [17]



regiosuisse/ECOPLAN.
Kartengrundlage: © BFS, ThemaKart (2016)

Régions métropolitaines
Agglomérations et autres communes urbaines
Espace rural périurbain
Centres touristiques alpins
Espace rural périphérique

Le tableau ci-dessous montre la taille et l'importance des divers types d'espaces regiosuisse pour la population suisse et l'économie nationale. Le tableau indique clairement que cinq types d'espaces, dont l'importance pour la Suisse varie considérablement, ont été examinés ci-après. Les **régions métropolitaines** disposent de loin du plus grand nombre d'emplois et d'habitants. Par ailleurs, plus d'un quart de la population suisse habite et travaille dans de plus petites **agglomérations et autres communes urbaines**.

[17] Etat au 1er janvier 2016.

Les parts des autres types d'espaces examinés sont en revanche comparativement modestes: on relève en effet près de 15% des emplois dans l'**espace rural périurbain**, où résident pourtant 21% de la population.

L**'espace rural périphérique** accueille un bon 3% de tous les emplois recensés en Suisse, et les **centres touristiques alpins** totalisent près de 2% des emplois. La part de la population totale est également très faible pour ces deux types d'espaces.

Tableau 2-4: Caractéristiques des cinq types d'espaces regiosuisse

Typologie des espaces regiosuisse en 5 classes	Emplois en chiffres absolus (2014)	Part des emplois (2014)	Nombre d'habitants en chiffres absolus (2015)	Part d'habitants (2015)
Régions métropolitaines	2'162'000	54.5%	3'973'000	47.7%
Agglomérations et autres communes urbaines	1'033'000	26.0%	2'138'000	25.7%
Espace rural périurbain	577'000	14.5%	1'772'000	21.3%
Centres touristiques alpins	71'000	1.8%	119'000	1.4%
Espace rural périphérique	123'000	3.1%	325'000	3.9%

Sources: Statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'OFS (2014), (emplois), Statistique de la population et des ménages STATPOP, OFS (habitants).

b) Analyse du développement économique régional au sein des régions économiques fonctionnelles

Il existe dans les régions économiques fonctionnelles d'étroites interdépendances entre le travail, le capital et le savoir. Les 106 **régions MS** de Suisse constituent le niveau intermédiaire microrégional. Elles présentent une certaine homogénéité spatiale et doivent être comprises comme des zones de marché du travail restreintes avec orientation fonctionnelle vers des centres régionaux. Certaines régions MS sont supracantonales. Le graphique 2-5 montre les 106 régions MS de Suisse.

Graphique 2-5: Les 106 régions MS de Suisse

Numéro et nom des régions MS

1 Zürich
2 Glattal-Furttal
3 Limmattal
4 Knonaueramt
5 Zimmerberg
6 Pfannenstiel
7 Zürcher Oberland
8 Winterthur
9 Weinland
10 Zürcher Unterland
11 Bern
12 Erlach-Seeland
13 Biel/Bienne
14 Jura bernois
15 Oberaargau
16 Burgdorf
17 Oberes Emmental
18 Aaretal
19 Schwarzwasser
20 Thun
21 Saanen-Obersimmental
22 Kandertal
23 Oberland-Ost
24 Grenchen
25 Laufental
26 Luzern
27 Sursee-Seetal
28 Willisau
29 Entlebuch
30 Uri
31 Innerschwyz
32 Einsiedeln
33 March
34 Sarneraatal
35 Nidwalden
36 Glarner Unterland
37 Glarner Hinterland
38 Zug
39 La Sarine
40 La Gruyère
41 Sense
42 Murten/Morat
43 Glâne-Veveyse
44 Olten
45 Thal
46 Solothurn
47 Basel-Stadt
48 Unteres Baselbiet
49 Oberes Baselbiet
50 Schaffhausen
51 Appenzell A.Rh.
52 Appenzell I.Rh.
53 St.Gallen
54 Rheintal
55 Werdenberg
56 Sarganserland
57 Linthgebiet
58 Toggenburg
59 Wil
60 Chur
61 Prättigau
62 Davos
63 Schanfigg
64 Mittelbünden
65 Viamala
66 Surselva
67 Engiadina Bassa
68 Oberengadin
69 Mesolcina
70 Aarau
71 Brugg-Zurzach
72 Baden
73 Mutschellen
74 Freiamt
75 Fricktal
76 Thurtal
77 Untersee
78 Oberthurgau
79 Tre Valli
80 Locarno
81 Bellinzona
82 Lugano
83 Mendrisio
84 Lausanne
85 Morges
86 Nyon
87 Vevey
88 Aigle
89 Pays d'Enhaut
90 Gros-de-Vaud
91 Yverdon
92 La Vallée
93 La Broye
94 Goms
95 Brig
96 Visp
97 Leuk
98 Sierre
99 Sion
100 Martigny
101 Monthey
102 Neuchâtel
103 La Chaux-de-Fonds
104 Val-de-Travers
105 Genève
106 Jura

3 Gros plan sur la Suisse: les divers types d'espaces

Le présent chapitre se focalise sur l'ensemble de la Suisse et compare les cinq types d'espaces regiosuisse (voir Tableau 2-2) dans les rubriques marché du travail, force économique, ainsi que population et revenu. L'encadré ci-dessous résume les principaux enseignements énumérés dans ce chapitre.

Marché du travail et emploi

Offre de travail: l'écart augmente entre les espaces urbains et les espaces périphériques
Depuis 2011, le nombre d'emplois (équivalents plein temps) a plus fortement augmenté dans les espaces urbains et périurbains que dans les régions périphériques. Autre différence en sus de cette évolution: le taux des actifs à temps partiel est plus élevé dans l'espace rural périphérique que dans les zones urbaines.

Une dynamique de l'entrepreneuriat qui diminue globalement dans les régions urbaines, avec une tendance à la stabilisation
Depuis 2001, le nombre d'emplois créés dans les nouvelles entreprises a baissé en Suisse. Les données les plus récentes permettent de constater une certaine stabilisation. On observe la diminution la plus forte dans l'espace urbain et dans les centres touristiques alpins. L'espace périphérique affiche certes le plus petit nombre de nouveaux emplois, mais est toutefois moins touché par ce ralentissement.

Fortes fluctuations du chômage dans les villes
Le taux de chômage est non seulement plus élevé dans les espaces métropolitains, autres villes et agglomérations que dans les autres types d'espaces. Mais il est également comparativement davantage soumis aux fluctuations conjoncturelles que dans l'espace rural par exemple.

Forte augmentation du nombre de personnes actives au bénéfice d'une formation tertiaire, en particulier dans l'espace urbain
L'expansion du domaine des hautes écoles entraîne une part toujours plus élevée d'actifs au bénéfice d'une formation tertiaire, en particulier dans l'espace urbain. On observe certes depuis 2010 une augmentation dans tous les types d'espaces, mais la part est nettement plus faible dans l'espace rural que dans l'espace urbain.

Structure de l'économie et performance économique

Productivité du travail en hausse, en particulier dans la périphérie, mais à partir d'un niveau sensiblement inférieur
Ces dernières années, la productivité a le plus augmenté dans les régions rurales, à l'exception de certaines métropoles comme Zurich ou Bâle-Ville. Le retard sur l'espace urbain n'en reste pas moins toujours important.

Mix de branches: plus le type d'espace est urbain et plus les branches sont productives
Plus un type d'espace est urbain et plus sa part aux branches à haute valeur ajoutée (resp. hautement productives) est en principe importante, et donc, plus sa part aux branches à faible valeur ajoutée est faible (et vice versa). Il convient en outre de relever que les entreprises les plus productives au sein d'une branche ont également tendance à occuper les meilleurs emplacements, ce qui parle à nouveau en faveur de la haute productivité du travail dans les agglomérations urbaines.

Branche en observation Tourisme: occupation des lits la plus élevée et en hausse dans les métropoles, en baisse dans les centres touristiques alpins, stabilisation à un niveau très bas dans l'espace rural
Le taux d'occupation des lits est le plus élevé dans les métropoles et les centres touristiques. Il est en revanche très bas, environ 20%, dans l'espace rural périphérique (moins de la moitié du taux constaté dans les espaces métropolitains). Il semble toutefois que nous assistions à une certaine stabilisation.

Branche en observation Tourisme: nuitées dans l'hôtellerie – en hausse uniquement dans les régions métropolitaines et les zones urbaines
Depuis 2000, les espaces métropolitains ont enregistré une hausse de près de 35% des nuitées dans l'hôtellerie. Dans tous les autres types d'espaces, les nuitées ont plus ou moins fortement diminué. Pour les centres touristiques alpins et pour le semestre d'hiver, la comparaison avec des destinations étrangères de l'espace alpin débouche sur un constat décevant: seul Zermatt parvient à se hisser parmi les 15 destinations les plus performantes. Durant le semestre d'été, ce sont deux destinations, à savoir Lucerne et Interlaken.

Fréquence de l'innovation en diminution sur le plan suisse, avec des différences entre les grandes régions
La part des entreprises innovantes fait que la Suisse occupe une position de leader sur le plan international. Depuis 1999, la part des entreprises innovantes a toutefois diminué de plus d'un quart sur l'ensemble de la Suisse. On observe des différences sensibles entre les grandes régions: Zurich et la Suisse orientale s'en tirent particulièrement bien, tandis que la baisse la plus forte concerne l'Espace Mittelland. Le mix de branches et la taille moyenne (modeste) des entreprises représentent pour l'espace rural des conditions moins favorables pour l'activité innovante des entreprises qui y sont établies.

Population et bien-être

Tendance sensible à habiter dans les régions périurbaines, accompagnée d'une forte activité de construction
Les régions périurbaines enregistrent depuis les années 90 une croissance de la population supérieure à la moyenne, accompagnée d'une forte activité de construction. Depuis 2000, la population résidante n'augmente toutefois plus fortement que la moyenne suisse uniquement dans les espaces métropolitains. Les régions périphériques présentent, pour les deux indicateurs, un développement inférieur à la moyenne depuis le début de l'année 2000. La situation était encore différente pour la décennie précédente.

Danger du vieillissement dans les espaces ruraux périphériques et dans les centres touristiques alpins
De plus en plus de personnes vivent dans l'espace rural périphérique et dans les centres touristiques alpins, où l'on observe également une baisse de la part des jeunes plus forte que dans les autres types d'espaces.

Toujours plus de travailleurs pendulaires – en particulier des espaces périphériques vers les espaces urbains
L'espace rural sert de plus en plus de «lieu de résidence» et affiche en conséquence un solde pendulaire négatif. En revanche, les régions urbaines deviennent de plus en plus des «lieux de travail» et affichent un solde pendulaire positif. Les flux des pendulaires ont globalement augmenté dans tous les types d'espaces durant la période observée.

L'écart des revenus entre la ville et la campagne diminue
Durant les années 2008-2013, le revenu net par habitant dans l'espace périphérique a davantage augmenté que dans les régions urbaines. Toutefois, ce revenu est encore près d'un quart plus élevé

que dans les espaces métropolitains. Il en va autrement si l'on considère le «revenu disponible». Dans ce cas, en effet, les cantons ruraux que sont Uri et Glaris s'en tirent le mieux.

Taux d'aide sociale nettement plus élevé dans les zones urbaines que dans l'espace périphérique
Le taux d'aide sociale dans les espaces urbains est 2 à 3 fois plus élevé que dans les régions rurales, resp. les centres touristiques alpins. Rien n'a changé ici depuis 2011.

Economie et infrastructure

Couverture de base préservée, mais pour l'espace rural, diminution notable des offres dans le domaine de la formation supérieure et de la culture
Tous les types d'espaces affichent une bonne couverture de base en services. L'espace rural périphérique présente toutefois des distances nettement plus grandes pour accéder aux offres dans les domaines de la formation et de la culture que les régions urbaines. Il en résulte une situation de départ plus défavorable pour garder et/ou attirer des jeunes et des personnes qui ont des exigences élevées en matière de formation, de culture, etc.

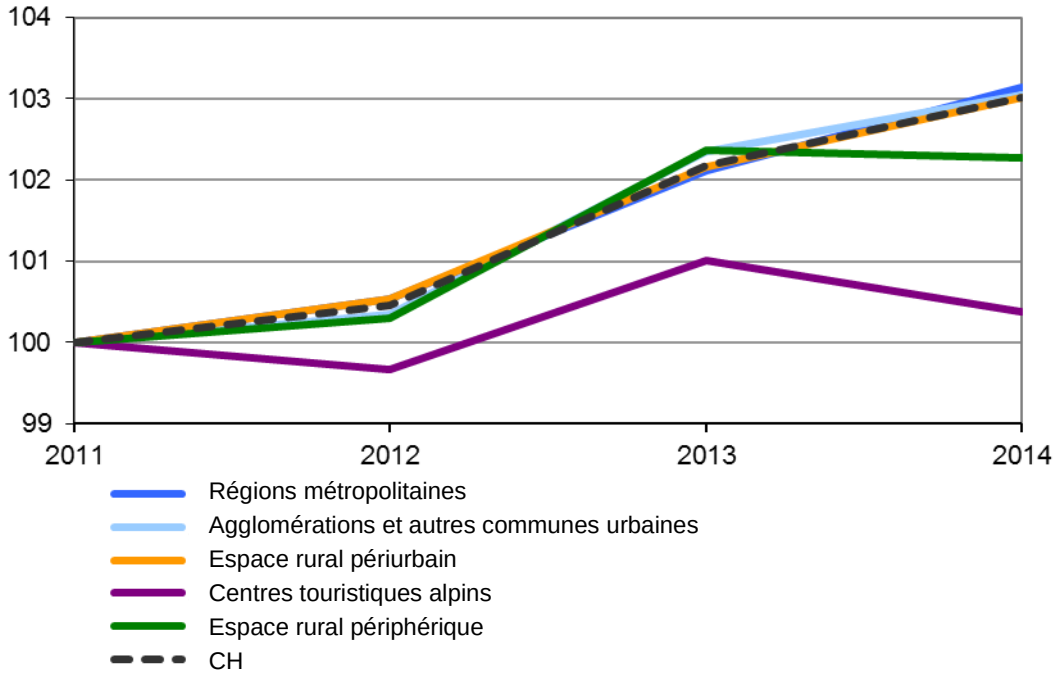
Plus mauvaise accessibilité par les transports comme principale caractéristique de l'espace rural périphérique, plus faible desserte par les TP
Comme le mot «périphérique» l'indique déjà, l'espace rural périphérique est difficilement accessible, la desserte par les TIM étant meilleure que par les TP.

Endettement plus élevé des pouvoirs publics dans les espaces urbains, mais également meilleure supportabilité
La dette publique par habitant est plus élevée dans les régions urbaines que dans l'espace rural périphérique. En outre, les zones urbaines affichent une croissance de la dette par habitant nettement plus forte. Un tableau apparemment positif pour l'espace rural, mais qui ne doit pas faire oublier la faiblesse des revenus, et donc également une moindre substance fiscale à disposition.

3.1 Comment les places de travail et le chômage évoluent-ils?

Offre de travail: l'écart augmente entre les espaces urbains et les espaces périphériques.

Graphique 3-1: Evolution de l'emploi dans les secteurs I-III (équivalents plein temps), 2011-2014



Source: regiosuisse. Données: OFS STATENT. Les données 2014 sont provisoires.

Le graphique 3-1 montre l'évolution de l'emploi pour les différents types d'espaces de la Suisse pendant la période allant de 2011 à 2014. Le graphique montre bien que le nombre d'emplois dans les espaces urbains et périurbains a, avec 3% environ, plus fortement augmenté que dans l'espace rural périphérique (2%). On a constaté en revanche une croissance plus ou moins nulle dans les centres touristiques alpins.

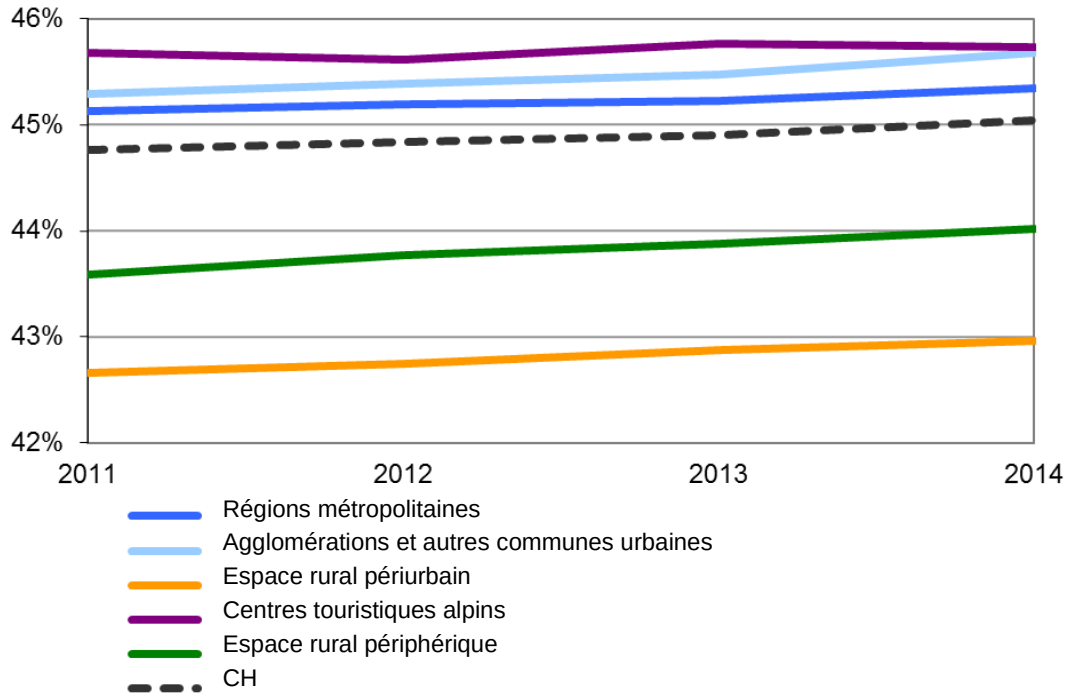
Compte tenu du changement de méthode – passage des recensements fédéraux des entreprises (RFE) à la statistique structurelle des entreprises (STATENT) –, il y a une rupture structurelle. Les résultats à partir de 2011 ne peuvent donc pas être comparés avec ceux des années précédentes[18]. On a renoncé pour cette raison à présenter les chiffres de l'emploi tirés des recensements des entreprises. Cela étant, on trouvera par exemple ces données dans le

[18] La statistique STATENT remplace le recensement des entreprises réalisé pour la dernière fois en 2008 et se base désormais sur les données des registres (registres des caisses de compensation AVS/AI/APG et registre des entreprises de l'OFS). Le recensement annuel STATENT informe sur les entreprises et les actifs qui sont assujettis à l'AVS (salariés et indépendants dont le revenu annuel se monte à 2'300 CHF au minimum).

rapport de monitoring 2013[19]. Les nouvelles données tirées de la STATENT pour la période 2011-2014 indiquent une tendance qui avait déjà été relevée dans le rapport de monitoring 2013 pour la période 2001-2008: l'évolution de l'emploi dans l'espace périphérique et dans les centres touristiques alpins ne peut pas suivre le rythme de celle constatée dans les régions plus urbaines. L'évolution différente reflète également la compétitivité comparativement plus faible des deux espaces[20].

La part des femmes au volume de l'emploi a légèrement augmenté ces dernières années dans les différents types d'espaces (voir Graphique 3-2). On constate notamment que cette part est plus élevée dans les zones urbaines que dans l'espace rural. Les différences deviennent même encore plus grandes si l'on considère non plus le nombre d'emplois, mais les équivalents plein temps (EPT). Ceci s'explique par le fait que les femmes actives dans les régions rurales travaillent à des taux d'activité plus faibles en moyenne que les femmes qui travaillent dans l'espace urbain.

Graphique 3-2: Part des femmes au volume de l'emploi dans les secteurs I-III (nombre d'emplois), 2011-2014



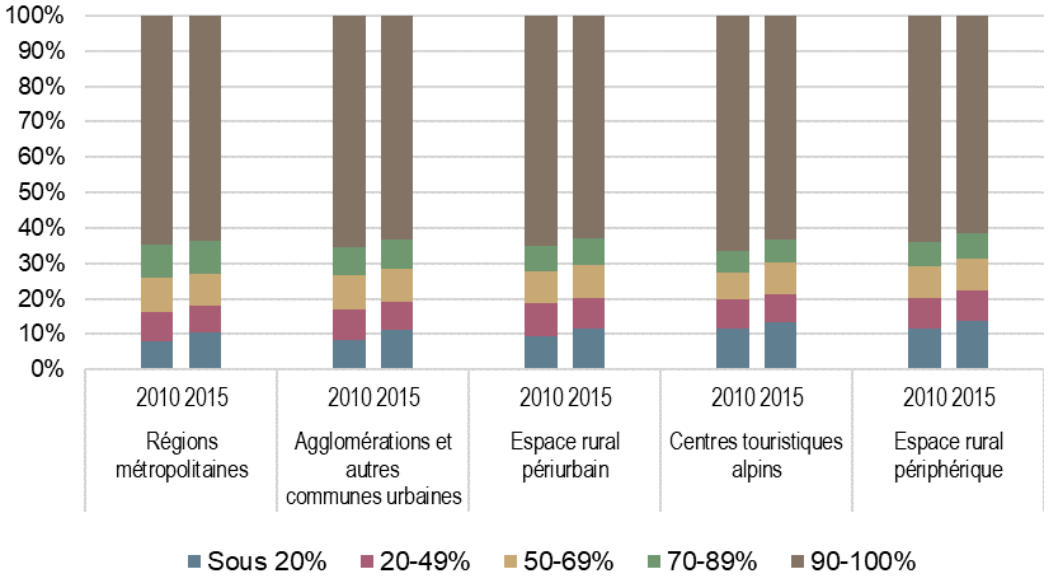
Source: regiosuisse. Données: OFS STATENT. Les données 2014 sont provisoires.

[19] Voir regiosuisse (2014): Rapport de monitoring 2013. Le développement économique régional en Suisse, p. 20, www.regiosuisse.ch/monitoring-fr.

[20] Sur la question de la différence de compétitivité des cantons et des régions, voir également Avenir Suisse (2017): Strukturwandel im Schweizer Berggebiet et UBS (2016): Kantonaler Wettbewerbsindikator.

Le travail à temps partiel[21] – l'un des indicateurs pour la conciliation entre travail et vie familiale – a augmenté au niveau suisse de 26.1% en 2000 à 36.7% en 2015. La tendance à occuper des postes de travail à temps partiel s'observe également dans les différents types d'espaces, comme le graphique 3-3 le montre. Le travail à temps partiel était le plus élevé en 2015 dans l'espace rural périphérique (38.6% des actifs), tandis que les agglomérations et les autres communes urbaines affichaient les taux les plus bas (36.4% des actifs). L'importance du travail à temps partiel dans l'espace rural périphérique pourrait s'expliquer par le fait que l'agriculture, qui y est fortement représentée, occupe de nombreux travailleurs à temps partiel.

Graphique 3-3: Taux d'occupation des actifs, en 2010 et 2015

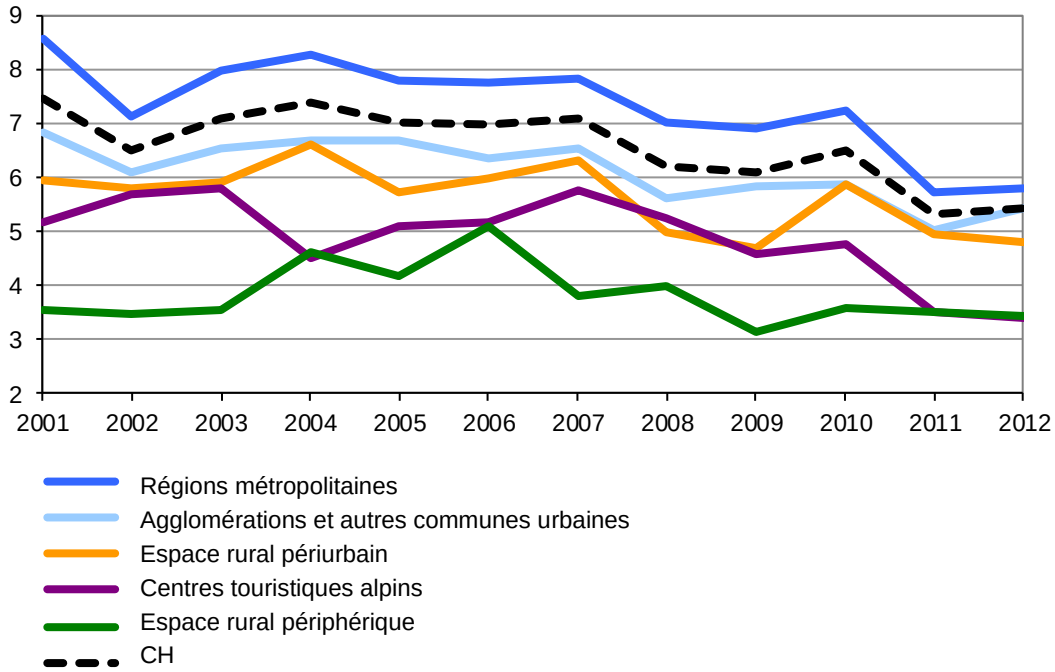


Source: regiosuisse. Données: OFS ESPA.

[21] Taux d'occupation de moins de 90%.

Diminution globale de la dynamique de l'entrepreneuriat, en particulier dans l'espace urbain, avec tendance à la stabilisation

Graphique 3-4: Emplois créés dans de nouvelles entreprises[22] pour 1'000 emplois, 2001-2012[23]



Source: regiosuisse. Données: OFS démographie des entreprises, OFS Recensement des entreprises.

Cet indicateur reflète le potentiel d'un espace en faveur d'un nouvel entrepreneuriat, resp. son dynamisme économique. Selon une étude de la HTW Coire[24], il existe une série de facteurs déterminants qui influent sur la dynamique des nouvelles créations d'entreprises. Jouent un rôle dans ce contexte, d'une part, des **facteurs relevant de la demande,** comme la croissance de la population et l'augmentation du bien-être et, d'autre part, des **facteurs relevant de**

[22] La statistique des nouvelles entreprises ne porte que sur les entreprises qui ont effectivement été nouvellement créées («ex nihilo», nouveaux facteurs de production), qu'elles soient ou non inscrites au registre du commerce. Ne sont pas prises en considération les entreprises qui ont émergé en raison de nouvelles formes juridiques, de fusions, de scissions, de reprises ou de transferts, ou qui n'ont pas encore commencé leur activité. Ceci explique la différence considérable par rapport au nombre de nouvelles inscriptions au registre du commerce.

En raison d'une rupture structurelle dans la Statistique de la démographie des entreprises (UDEMO), les données des années 2013 et 2014 ne sont pas indiquées. En 2016, la statistique sur les nouvelles entreprises a été entièrement revue et adaptée au nouvel univers de base de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT). Il en résulte une rupture dans la série des données publiées jusqu'ici par l'OFS.

[23] Emplois tirés des Recensements des entreprises de l'OFS (RE) et de la Statistique structurelle des entreprises (STATENT), années de référence (entre parenthèses): 2001-2004 (RE 2001), 2005-2007 (RE 2005), 2008-2010 (RE 2008), 2011-2012 (STATENT de l'année concernée).

[24] Voir Becker Katharina, Kronthaler Franz, Wagner Kerstin (2009): Gute Voraussetzungen für die Gründung neuer Unternehmen? Eine Analyse der Schweizer Regionen.

l'offre, comme la densité de la population, la structure de la population active et la structure par âges, le capital humain et l'importance de l'immigration.

Il convient en outre de relever les **effets de la localisation** et de **l'urbanisation** qui influent également sur cette même dynamique. Les premiers concernent la concentration spatiale des entreprises de la même branche. La concentration spatiale entraîne la formation d'un marché du travail spécialisé dont profitent aussi bien les employeurs que les employés.

Quant aux effets de la concentration spatiale, ils concernent la concentration d'entreprises de différentes branches dans une ville ou une agglomération. On part ici du principe que la concentration spatiale de nombreuses entreprises de différentes branches encourage l'échange d'idées. Cela permet par ailleurs de nouvelles coopérations et favorise les innovations dans le domaine des produits et des services. Les facteurs mentionnés ont une influence positive, individuellement ou simultanément, sur la dynamique de la création d'entreprises. Ces facteurs de détermination montrent que l'activité de création d'entreprises sera davantage marquée dans les centres et les agglomérations de petite et de grande taille qu'à la périphérie.

Le Graphique 3-4 vient confirmer cela: le potentiel pour un nouvel entrepreneuriat est donc particulièrement présent dans les espaces métropolitains ainsi que, quoiqu'à un moindre degré, dans les villes et les agglomérations de plus petite taille, et dans l'espace périurbain. Selon les chiffres de l'OFS, les cantons de Zurich, Berne, Vaud et Tessin ont enregistré le plus grand nombre de créations d'entreprises en 2014[25]. En 2009 déjà, 83% des entreprises créées se trouvaient dans une région urbaine et 44% dans l'un des grands centres urbains de la Suisse, à savoir Zurich, Berne, Bâle, Lausanne ou Genève[26].

Les régions touristiques sont quant à elles caractérisées par une dynamique moins marquée. L'espace périphérique présente le tableau le moins avantageux dans ce contexte. L'étude réalisée par la HTW Coire, déjà mentionnée, parvient à des résultats similaires et montre que les régions avec un potentiel de création d'entreprises supérieur à la moyenne (voir les facteurs déterminants ci-dessus) présentent également une activité supérieure à la moyenne dans ce domaine[27]. Ces dernières années, nettement moins de nouveaux emplois dans de nouvelles entreprises ont été créés dans les centres touristiques alpins que cela avait été encore le cas dans les années 2006 et 2007.

[25] Voir OFS (2016a): Communiqué de presse: Nouvelles entreprises 2014. 42'478 nouvelles entreprises en 2014.

[26] Voir OFS (2011): Communiqué de presse: Nouvelles entreprises 2009. Faible diminution des créations d'entreprises en 2009.

[27] Voir Becker Katharina, Kronthaler Franz, Wagner Kerstin (2009): Gute Voraussetzungen für die Gründung neuer Unternehmen? Eine Analyse der Schweizer Regionen. Cette étude montre notamment que les instruments de promotion comme la NPR ont vraisemblablement le plus d'impact là où des potentiels de création existent déjà, à savoir dans les centres périphériques.

Après l'année record 2010[28], on a observé l'année de la crise monétaire (2011) une diminution du nombre de créations d'entreprises ainsi que du nombre d'emplois nouvellement créés. L'espace rural périphérique constituait une exception dans ce contexte, car c'était le seul type d'espace qui pouvait progresser par rapport à l'année précédente pour ce qui est des nouveaux emplois dans des entreprises nouvellement créées. En 2012, les postes nouvellement créés dans de nouvelles entreprises avaient à nouveau légèrement augmenté sur le plan suisse. On verra si cette évolution traduit une tendance à la hausse.

Il convient d'observer, pour ce qui est de cet indicateur, que toutes les nouvelles places de travail ne peuvent pas être conservées à moyen et à long terme. On relèvera toutefois que, selon une étude réalisée par Ecoplan sur mandat du SECO[29], les chances de survie des nouvelles entreprises suisses sont très élevées en comparaison internationale: de toutes les entreprises créées en 2007, 60% sont encore actives cinq ans plus tard[30]. Cela étant, les entreprises nouvellement créées en Suisse sont plus nombreuses que la moyenne à abandonner durant leur première année d'existence déjà. En outre, le secteur joue un rôle important dans le taux de survie: les entreprises nouvellement créées dans le secteur secondaire affichent en effet un taux de survie supérieur à celle du secteur tertiaire[31].

Il est également intéressant d'observer dans ce contexte la répartition des emplois (équivalents plein temps) selon la taille de l'entreprise dans les différents types d'espaces (voir Graphique 3-5). On constate ici que la taille moyenne de l'entreprise augmente avec le degré d'urbanisation. En 2014, dans l'espace rural périphérique, quelque 45% des actifs travaillaient dans des micro-entreprises (0-9 EPT); ce pourcentage était, pour la même catégorie, seulement de 25% dans les espaces métropolitains. Tandis que l'on a constaté peu de changement cette dernière décennie dans les espaces urbains, les espaces ruraux (y compris dans les centres touristiques alpins) ont enregistré une tendance à voir s'installer des entreprises de plus grande taille.

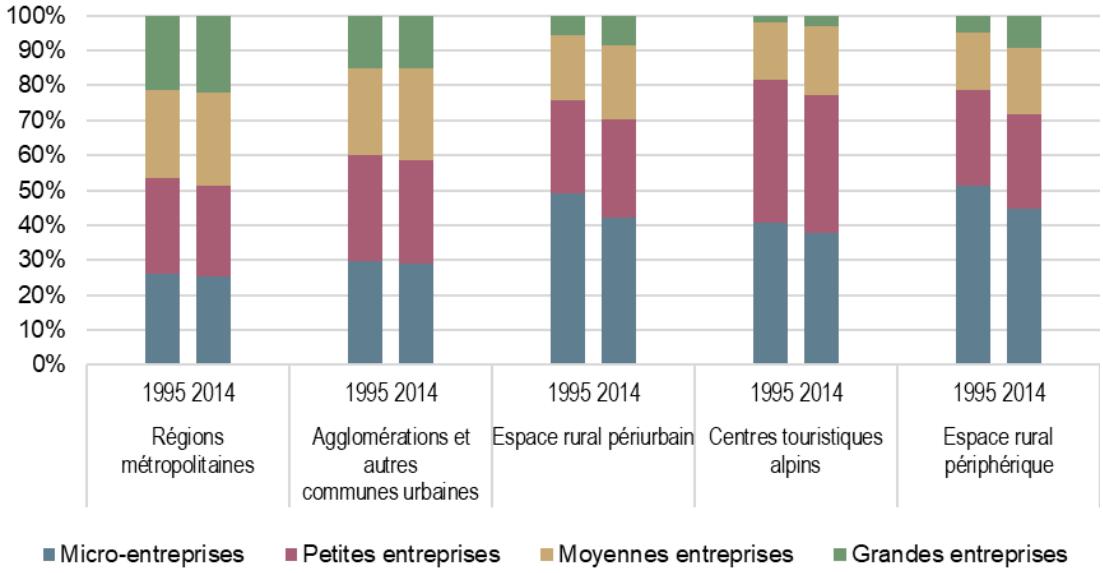
[28] Voir OFS (2012b): Communiqué de presse: Nouvelles entreprises 2010. Une année record pour les créations d'entreprises.

[29] Voir Ecoplan et SECO (2016): Statistische Grundlagen zu Neugründungen und wachstumsstarken Unternehmen, Auswertungen für die Schweiz und internationaler Vergleich.

[30] Parmi les 18 pays de l'OCDE mentionnés dans l'étude, ce pourcentage est plus élevé uniquement en Autriche, Belgique et Suède. Avec 40 à 50 pour cent, les autres pays voisins se trouvent dans la moyenne internationale.

[31] Voir OFS (2009c): Communiqué de presse: taux de survie des entreprises créées entre 2003 et 2007 – Une entreprise sur deux disparaît cinq ans après sa création.

Graphique 3-5: Répartition des emplois (équivalents plein temps) selon la taille de l'entreprise, 1995 et 2014



Source: regiosuisse. Données: OFS RE (1995) et OFS STATENT (2014).
Légende: Micro-entreprises (0-9 EPT), petites entreprises (10-49 EPT), moyennes entreprises (50-250 EPT) grandes entreprises (250+ EPT).

Remarque: Afin d'approfondir l'analyse de l'entrepreneuriat, il est prévu de reprendre également à l'avenir les données du Global Entrepreneurship Monitor (GEM)[32] dans le monitoring de regiosuisse. Les indicateurs suivants seront donc repris dans ledit monitoring (voir également le tableau 2-1):

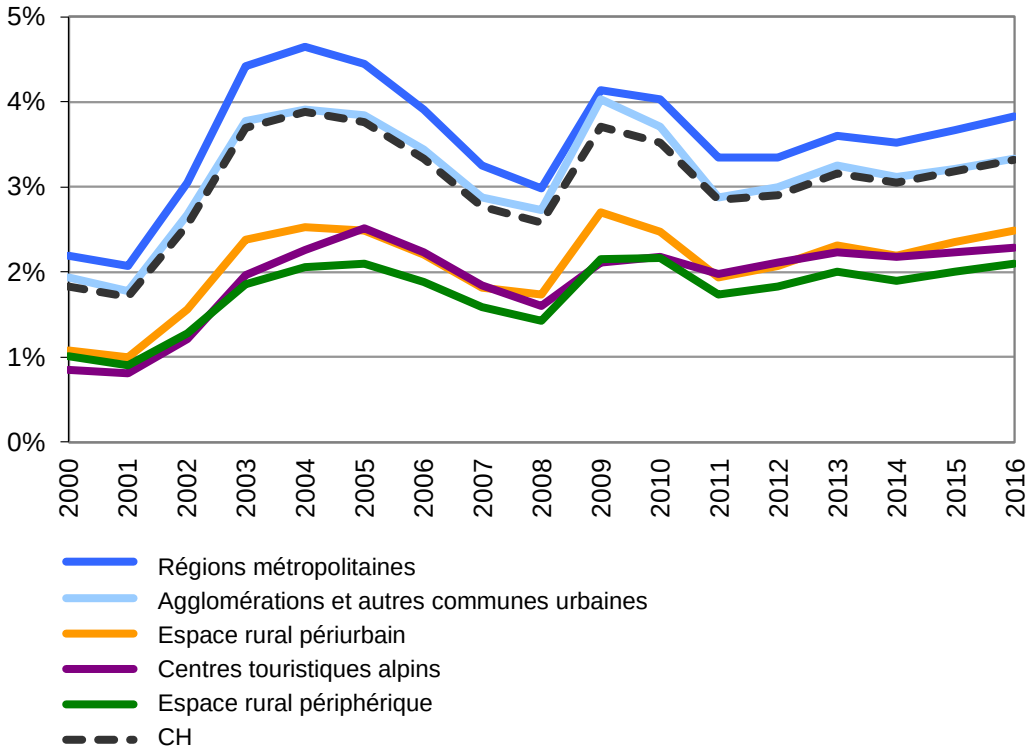
- Opportunités saisies de démarrer une entreprise (part des personnes interrogées)
- Capacités perçues de démarrer une entreprise (part des personnes interrogées)
- Dissuasion par peur d'échouer (part des personnes interrogées)
- Intention de créer une entreprise dans les 3 prochaines années (part des personnes interrogées)

Les données GEM ne sont pas encore disponibles actuellement; elles seront intégrées dans le set d'indicateurs, resp. le monitoring de regiosuisse à une date ultérieure.

[32] Voir par exemple Haute école de gestion de Fribourg HEG-FR et al. (2016): Global Entrepreneurship Monitor 2015/2016, Report on Switzerland.

Fortes fluctuations du chômage dans les villes

Graphique 3-6: Taux de chômage en % (part au total des personnes actives), 2000-2016[33]



Source: regiosuisse. Données: SECO Statistique du chômage, OFS Recensement fédéral de la population 2000, 2010, 2012-2014 (pooling).

Graphique 3-6 présente la part des chômeurs enregistrés au total des personnes actives (taux de chômage) dans les différents types d'espaces. Les lignes illustrent, avec un léger décalage, le cycle conjoncturel.

La période 2000-2016 choisie dans le graphique commence dans une phase de haute conjoncture, marquée par des taux de chômage très bas. Cela pourrait donner l'impression erronée que le chômage a augmenté en comparaison à moyen et à long terme. Ceci n'est en effet pas le cas: au milieu des années 90, le taux de chômage était de 1% supérieur au pic de 2004 (voir Graphique 3-6 dans le rapport de monitoring regiosuisse 2011).

Le chômage dans les espaces métropolitains et les agglomérations se situe constamment au-dessus des valeurs enregistrées dans l'espace périurbain et l'espace rural périphérique, ainsi

[33] Actifs selon le recensement de la population de l'OFS, année de référence (entre parenthèses): 2000-2009 (RFP 2000), 2010-2013 (relevé structurel (RS) 2010), 2014-2016 (pooling du relevé structurel (RS) 2012-2014).

que celles des centres touristiques alpins. On observe en outre que le taux de chômage dans les différents types d'espacess connaît des variations plus ou moins fortes. Les espaces métropolitains et les agglomérations enregistrent des variations nettement plus importantes que les autres régions. Dans les périodes de récession, le chômage y augmente sensiblement plus que dans les autres types d'espaces. Dans les périodes de bonne conjoncture, il baisse toutefois également plus vite. Il en résulte que les disparités entre les types d'espaces urbains et ruraux sont les plus grandes dans les périodes où le chômage est élevé.

L'espace périphérique et les centres touristiques alpins présentent les fluctuations les plus faibles. Les facteurs qui peuvent expliquer ce phénomène sont la moindre sensibilité à la conjoncture des branches de l'espace périurbain et, en particulier, de l'espace périphérique (p. ex. l'agriculture), ainsi que l'engagement de travailleurs saisonniers dans les centres touristiques alpins.

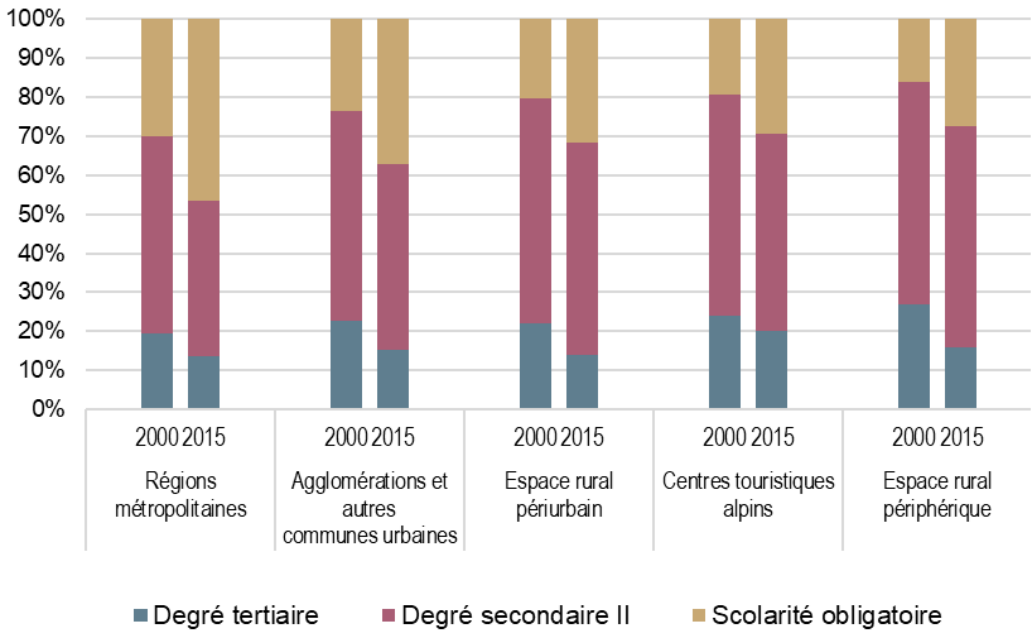
Il est en outre probable que le substrat de l'emploi dans l'espace périphérique est déjà très dilué. Autrement dit, les chances pour les personnes au chômage de retrouver un emploi sur place sont plutôt faibles. C'est la raison pour laquelle une partie des personnes en recherche d'emploi migrent dans d'autres régions. Celles qui restent sur place bénéficient parfois de l'assistance sociale à long terme et n'apparaissent donc plus dans les statistiques du chômage. D'autres ne s'inscrivent pas au chômage bien qu'elles cherchent un emploi, ce qui entraîne un chômage caché élevé dans ces types d'espaces. Les deux facteurs permettent d'expliquer, à tout le moins en partie, le bas niveau de l'espace périphérique.

On a également observé un autre phénomène par le passé, lorsque les comparaisons portaient sur les cantons et non pas sur les types d'espaces. Une étude sur les différences cantonales concernant le chômage dans un cycle conjoncturel parvient à la conclusion que lorsque le chômage augmente dans l'ensemble de la Suisse (récession), les disparités cantonales *diminuent* pour ce qui est des taux de chômage[34]. Cette étude explique cela en avançant l'hypothèse que les conditions changent selon qu'il s'agit d'un chômage conjoncturel ou d'un chômage structurel.

[34] Voir Kleinewefers Lehner Anne (2001): Regionale Unterschiede auf dem Schweizer Arbeitsmarkt im Konjunkturzyklus der 1990er-Jahre, 25-28.

Forte augmentation du nombre d'actifs au bénéfice d'une formation tertiaire, en particulier dans les régions urbaines

Graphique 3-7: Plus haute formation achevée des actifs (extrapolation), 2000 et 2015



Source: regiosuisse. Données: OFS enquête suisse sur la population active (ESPA).

Graphique 3-7 montre les parts de la plus haute formation achevée[35] au total des actifs (25-64 ans) pour les années 2000 et 2015. Au niveau suisse, on constate que la part des personnes au bénéfice d'une formation tertiaire a fortement augmenté au fil du temps, passant de 26% en 2000 à 40% en 2015. Cette évolution s'explique en particulier par une forte expansion du domaine des écoles supérieures.

[35] Selon le concordat HarmoS, l'*école obligatoire* dure 11 ans. Elle comprend le degré primaire et le degré secondaire I.

Le *degré secondaire II* poursuit la formation après la formation initiale obligatoire. Selon le concordat HarmoS, il commence 11 ans après le début du degré primaire (soit lorsque les élèves sont dans leur 16e année) et comprend des filières de formation générale et des filières professionnelles. Les formations durent en général 2 à 4 ans et s'achèvent par l'obtention d'un certificat de maturité, d'un certificat de culture générale, d'un certificat fédéral de capacité (CFC) ou d'une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Le *degré tertiaire* présuppose une formation suivie avec succès au degré secondaire II ainsi que quelques années de pratique professionnelle pour les examens professionnels et professionnels supérieurs. Outre les hautes écoles (tertiaire A), il comprend également la formation professionnelle supérieure (tertiaire B) avec des diplômes fédéraux, des certificats de capacité fédéraux, des écoles techniques ou professionnelles, et des écoles supérieures.

Depuis 2000, le nombre des étudiants dans les hautes écoles suisses a plus que doublé, pour s'inscrire à environ 240'000 en 2015. Parmi ces derniers, 61% sont inscrits dans une haute école universitaire, 31% dans une haute école spécialisée et 8% dans une haute école pédagogique[36].

Cette croissance de la formation tertiaire s'explique par plusieurs facteurs: des passages de plus en plus fréquents à une haute école après le degré secondaire II en raison de l'organisation des hautes écoles spécialisées et des hautes écoles pédagogiques, une internationalisation accrue des hautes écoles suisses avec une part croissante d'étudiants étrangers et, enfin, le développement des filières d'études de niveau master des hautes écoles spécialisées[37]. Il convient également de relever le nombre élevé de personnes hautement qualifiées issues de l'immigration: «Une situation qui a changé du tout au tout ces 20 dernières années. Aujourd'hui, en effet, la majorité des nouveaux immigrants peuvent se prévaloir d'un diplôme universitaire. Le taux des personnes peu qualifiées est en revanche tombé à 20%. Les quelque 25% restants sont des travailleurs au bénéfice d'une formation secondaire.»[38]

Si l'on compare les types d'espaces, on constate que les espaces métropolitains affichent des pourcentages d'actifs avec une formation tertiaire systématiquement supérieurs à la moyenne. Les agglomérations et les autres communes urbaines se situent juste en dessous de la moyenne, suivies par l'espace périurbain. Les actifs les moins nombreux avec une formation tertiaire se retrouvent dans l'espace périphérique. Dans tous les types d'espaces, la part des actifs avec une formation tertiaire a augmenté ces dernières années (de 2000 à 2015).

Comme il fallait s'y attendre, il n'y a que peu de différences entre les types d'espaces pour ce qui est de la formation scolaire obligatoire. Les différences patentes de niveau de formation entre l'espace rural et les régions urbaines de la Suisse résultent pratiquement exclusivement de celles constatées dans la formation tertiaire.

[36] Données de base: OFS Banque de données des étudiants et diplômes du système d'information universitaire suisse (SIUS).

[37] OFS (2013b): Panorama «Education, science».

[38] Source: www.nzz.ch/wirtschaft/weshalb-fachkraefte-in-die-schweiz-kommen-1.18669668.

3.2 Quelle est la structure de l'économie et quelle performance fournit-elle?

Cette section est consacrée à l'évaluation d'importants indicateurs concernant la structure de l'économie et la performance économique dans les différents types d'espaces de la Suisse.

Le **produit intérieur brut (PIB**) est un indicateur important dans ce contexte. Cet indicateur permet d'évaluer tous les produits et services qui ont été fabriqués et/ou élaborés dans le courant de l'année et dans un espace déterminé, et ce, aux prix actuels du marché[39].

Etant donné que les données concernant le PIB fournies par l'OFS ne sont pas disponibles pour le niveau communal, on ne peut donner ici aucune indication concernant le produit intérieur brut par type d'espace[40]. Nous renvoyons néanmoins à la section 0, qui se penche en particulier sur les données du PIB au niveau cantonal.

Productivité du travail croissante en particulier dans la périphérie, mais partant d'un niveau nettement plus bas

La limitation des données décrites ci-dessus affecte également l'analyse de la **productivité du travail**, raison pour laquelle il n'est pas non plus possible de fournir des indications régionales en fonction du type d'espace. Signalons néanmoins qu'une étude récente réalisée par Ecoplan et Fahrländer Partner sur mandat du SECO[41] parvient aux constats intéressants suivants, qui concernent l'évolution de la productivité du travail[42] entre 2008 et 2014 au niveau régional (régions MS)[43]:

- Le niveau de la productivité du travail se distingue clairement entre les régions MS (voir Quelle est la structure de l'économie et quelle performance fournit-elle?
- Graphique 5-12 dans l'annexe A pour l'année 2014).
- La productivité a également évolué différemment sur le plan régional. Ce sont les régions avec un niveau de départ bas qui ont vu la productivité du travail augmenter le plus. Ceci

[39] «Intérieur» correspond ici à «à l'intérieur d'une région» ou «à l'intérieur d'un canton».

[40] Au niveau régional et/ou communal, les données relatives au PIB sont disponibles auprès de BAK Basel Economics. Ces données ne sont pas utilisées dans le présent rapport de monitoring, afin de ne pas créer d'incohérences avec les sources utilisées. Pour le PIB par habitant au niveau cantonal, l'OFS et BAK sont parvenus à des valeurs différentes par le passé (voir regiosuisse (2014): Rapport de monitoring 2013. Le développement économique régional en Suisse, p. 56, téléchargement depuis: www.regiosuisse.ch).

[41] Ecoplan et Fahrländer Partner (2017): Wachstum der Schweizer Volkswirtschaft: Regionale Analyse der Arbeitsproduktivität.

[42] L'étude revient, pour ses analyses, sur la productivité du travail par branche économique. Celle-ci repose dans l'idéal sur la valeur ajoutée brute selon la Statistique de la valeur ajoutée (WS) et les équivalents plein temps pour chaque partie de l'économie marchande (secteur des affaires).

L'estimation approximative de la valeur ajoutée brute repose sur le salaire brut selon l'enquête sur la structure des salaires (LSE). On suppose ici que le facteur travail est indemnisé correctement, et donc que le salaire brut correspond à la valeur ajoutée brute.

[43] Remarque: on trouvera dans l'annexe A les graphiques qui illustrent les affirmations ci-dessous. Cette annexe est consacrée au niveau d'analyse des régions MS.

concerne en particulier les régions rurales de l'Oberland bernois, le Valais et les Grisons. Ces régions ont pu combler une partie de leur retard sur les régions qui sont déjà hautement productives (effet de rattrapage). Cela étant, cette tendance générale ne s'observe pas dans toutes les régions. C'est dans le groupe de tête des régions hautement productives que l'on constate que certaines régions MS comme Zoug, Zurich, Zimmerberg et Bâle-Ville affichent encore une bonne croissance de leur productivité, et ce, malgré un niveau de départ déjà élevé.

On observe ainsi deux mouvements simultanés: une mise à niveau générale des régions moins productives qui rejoignent la zone moyenne et, plus loin devant, la formation d'un peloton de tête avec des régions très productives (voir Graphique**Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.** dans l'annexe A pour l'évolution durant la période 2008-2014).

- Il a également été possible de montrer que la productivité du travail variait selon le type d'espace. Les types d'espaces avec une forte densité d'emplois, comme les espaces métropolitains, affichent pour 2014 un niveau de productivité plus élevé que les espaces ruraux. Cela étant et conformément au constat ci-dessus concernant l'effet de rattrapage, la productivité du travail dans l'espace urbain augmente moins fortement que dans les régions rurales.
- On a pu en outre constater que la productivité du travail ne variait pas seulement beaucoup entre les branches, mais également à l'intérieur même de ces dernières. L'annexe A montre, sur la base des branches de l'hébergement, des industries traditionnelles et des industries de pointe, la variabilité de la part des emplois et de la productivité du travail des régions MS (voir les graphiques 5-14 à 5-16).
- Il en ressort que non seulement la part des emplois dans ces branches, mais également la productivité entre les régions varient fortement. Ce résultat a pu être obtenu avec des facteurs définissant une *micro-situation* tels que la desserte par les TP, la distance jusqu'à l'entrée d'autoroute la plus proche ou encore le nombre de fournisseurs de produits courants accessibles à pied. On constate dans ce cas un rapport significatif entre la qualité de la micro-situation et la productivité du travail. Les entreprises les plus productives au sein d'une branche ont également tendance à occuper les meilleurs emplacements, ce qui parle à nouveau en faveur de la haute productivité du travail constatée dans les régions métropolitaines.

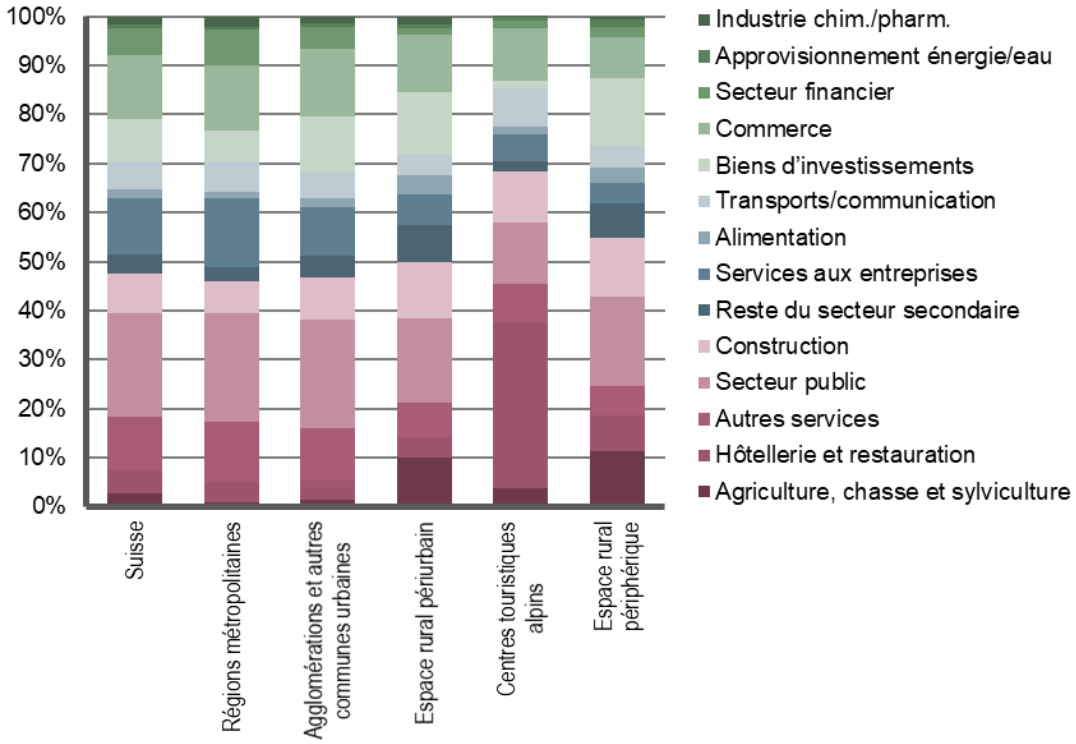
Si l'on met en relation les constats décrits ci-dessus, on peut conclure que les régions les moins productives, surtout les régions rurales, ont pu rattraper des régions urbaines qui continuent à être plus productives. Les activités à haute valeur ajoutée d'une branche, qui se caractérise par des implantations bénéficiant d'une micro-situation relativement meilleure, ont tendance à s'y concentrer. Certaines régions MS, comme Zurich par exemple, peuvent ainsi même faire coup double puisqu'elles tendent à disposer d'une part élevée de branches productives et que ces branches (p. ex. les activités financières et d'assurance) y sont encore plus productives que la moyenne comparé à d'autres régions, car elles y concentrent les activités en question.

Mix de branches: plus le type d'espace est urbain et plus les branches sont productives

Comme on l'a vu plus haut, la composition des branches, resp. le «mix de branches», joue un rôle important pour le niveau de productivité et le développement économique d'une région ou d'un type d'espace[44].

Graphique 3-8 montre que les différents types d'espaces présentent un mix de branches différent, avec à chaque fois des branches dominantes différentes. Le mix de branches le plus avantageux est indiqué par des couleurs, ce qui permet de distinguer les branches en fonction de leur capacité de créer de la valeur ajoutée (par place de travail), resp. de leur productivité, à savoir: branches à forte productivité (vert), branches à productivité moyenne (bleu) et branches à faible productivité (rouge).

Graphique 3-8: Mix de branches (part des places de travail, en équivalents plein temps, au total des actifs en %) réparties selon la productivité des branches, 2014



Source: regiosuisse. Données: OFS STATENT et OFS CN.
Légendes: vert: branches à haute productivité; bleu: branches à productivité moyenne; rouge: branches à productivité faible.

[44] Pour une analyse détaillée de cette thématique sur la base des données du recensement des entreprises 2008 de l'OFS, voir regiosuisse (2011a): Analyse des branches selon les types d'espaces. Le développement économique régional de la Suisse.

Graphique 3-8 montre clairement que les espaces métropolitains, les agglomérations et les autres régions urbaines ont la plus grande part de branches productives (vert) et la plus petite part de branches à faible productivité (rouge). Les agglomérations de plus petite taille et les communes urbaines ont une part un peu plus faible de branches à forte productivité et une part un peu plus élevée de branches à faible productivité que les espaces métropolitains. Cette tendance est quasiment linéaire: plus le type d'espace est rural et plus la part des branches à forte productivité est en principe petite, et plus la part des branches à faible productivité est grande. Les centres touristiques alpins s'en tirent comparativement le moins bien. La raison à cela est l'importance de l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration, qui présentent une création de valeur ajoutée par emploi inférieure.

Ces différences dans la structure de l'économie ont une influence sur la compétitivité des espaces. C'est ainsi que les branches à forte croissance sont moins nombreuses dans l'espace rural et dans les centres touristiques alpins que dans les espaces urbains[45].

Présenté sous cette forme, le mix de branches permet d'expliquer pourquoi les espaces métropolitains et les agglomérations se situent à un haut niveau du point de vue économique, tandis que les régions rurales s'en tirent nettement moins bien. Comme nous l'avons mentionné dans la section précédente consacrée à la productivité du travail, il ne faut pas perdre de vue dans ces comparaisons que la productivité du travail ne varie pas seulement entre les branches, mais également à l'intérieur de ces dernières, où les variations peuvent parfois être importantes.

Pour résumer, la tendance qui se dégage est la suivante: plus un type d'espace est urbain et plus sa part aux branches à forte création de valeur ajoutée (resp. hautement productives) est grande, et plus sa part aux branches à faible création de valeur ajoutée est petite (et vice versa). Ce sont donc les espaces métropolitains qui s'en tirent le mieux.

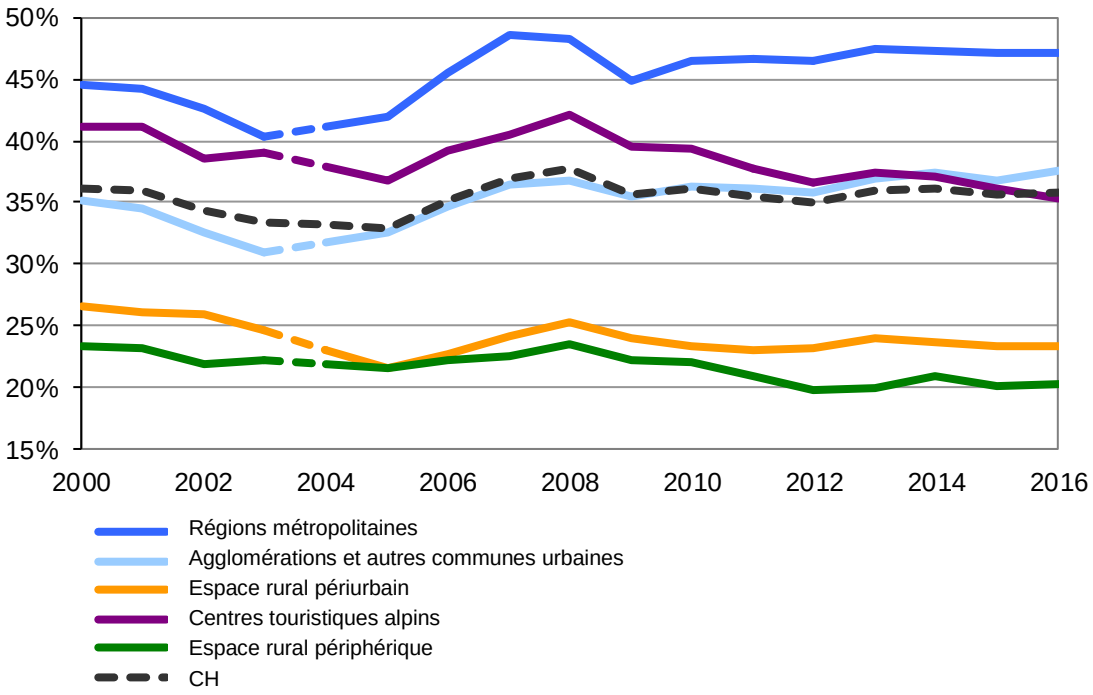
[45] L'étude réalisée par Avenir Suisse parvient à une conclusion similaire: elle indique que, dans la plupart des cantons de montagne, la structure de l'économie orientée unilatéralement sur les branches à faible croissance (p. ex. le tourisme, le secteur du bâtiment) est une cause importante du manque de compétitivité de ces régions (voir Avenir Suisse (2017): Strukturwandel im Schweizer Berggebiet, section 3.2).

Focalisation sur la branche Tourisme

Si nous nous sommes concentrés jusqu'ici sur les évaluations pour toutes les branches, nous nous intéresserons ci-après à **l'évolution spécifique dans le tourisme**, plus concrètement dans l'**hôtellerie,** autrement dit à l'une des deux priorités de la promotion de la NPR. On présentera donc, d'une part, l'occupation brute des lits (productivité de l'hôtellerie) et, d'autre part, le nombre de nuitées.

Plus forte occupation des lits et en constante augmentation dans les métropoles, en diminution dans les centres touristiques alpins, stable à un très bas niveau dans l'espace rural

Graphique 3-9: Occupation brute des lits dans l'hôtellerie en %, 2000-2016[46]



Source: regiosuisse. Données: OFS Statistique de l'hébergement touristique HESTA.
Valeur pour 2004: valeur moyenne de 2003 et 2005, étant donné qu'il y a eu interruption de la statistique en 2004.

Graphique 3-9 montre clairement que l'occupation brute des lits dans l'hôtellerie est la plus forte dans les espaces métropolitains, suivie par celle relevée dans les centres touristiques alpins, resp., depuis 2015, dans les agglomérations et les autres communes urbaines. Sur la

[46] L'occupation brute des lits désigne le quotient du nombre de nuitées et de la capacité brute des lits d'une année. La capacité brute annuelle des lits correspond au nombre des lits d'un établissement dans le mois du recensement multiplié par le nombre de jours de ce mois et additionné sur une année. Contraitement à la capacité nette des lits, la capacité brute ne tient pas compte du nombre de jours d'ouverture d'un établissement. Les hôtels qui ouvrent en fonction des saisons affichent donc une capacité brute des lits inférieure aux hôtels comparables qui sont ouverts toute l'année.

période considérée, l'occupation des lits dans les espaces métropolitains ainsi que dans les agglomérations et les autres communes urbaines a légèrement augmenté. Cette forte occupation des lits dépend en particulier du tourisme d'affaires et des expositions sur toute l'année; le tourisme urbain affiche également des fluctuations saisonnières comparativement plus faibles.

Selon ce même indicateur, force est de constater que l'hôtellerie se porte moins bien dans l'espace rural périurbain et l'espace rural périphérique. En 2000 déjà, le niveau d'occupation des lits était comparativement très bas avec tout juste 25%. Depuis, l'occupation des lits dans l'espace rural a encore baissé. Il semble toutefois que l'on assiste depuis 2012 à une certaine stabilisation à un niveau bas.

L'occupation des lits diminue également dans les centres touristiques alpins. Tandis que dans les années 90 elle se situait encore au niveau des espaces métropolitains, elle se retrouve bien en dessous en 2016 et fait à peine mieux que la moyenne suisse. La courbe montre également une tendance à la baisse pour la dernière période d'observation (2014-16).

Il convient d'observer d'une manière générale qu'il peut y avoir un changement de l'occupation brute des lits suite à des changements aussi bien au niveau de la demande que de l'offre. En effet, une diminution du nombre de nuitées (du côté de la demande) a le même effet qu'une augmentation du nombre de lits (du côté de l'offre).

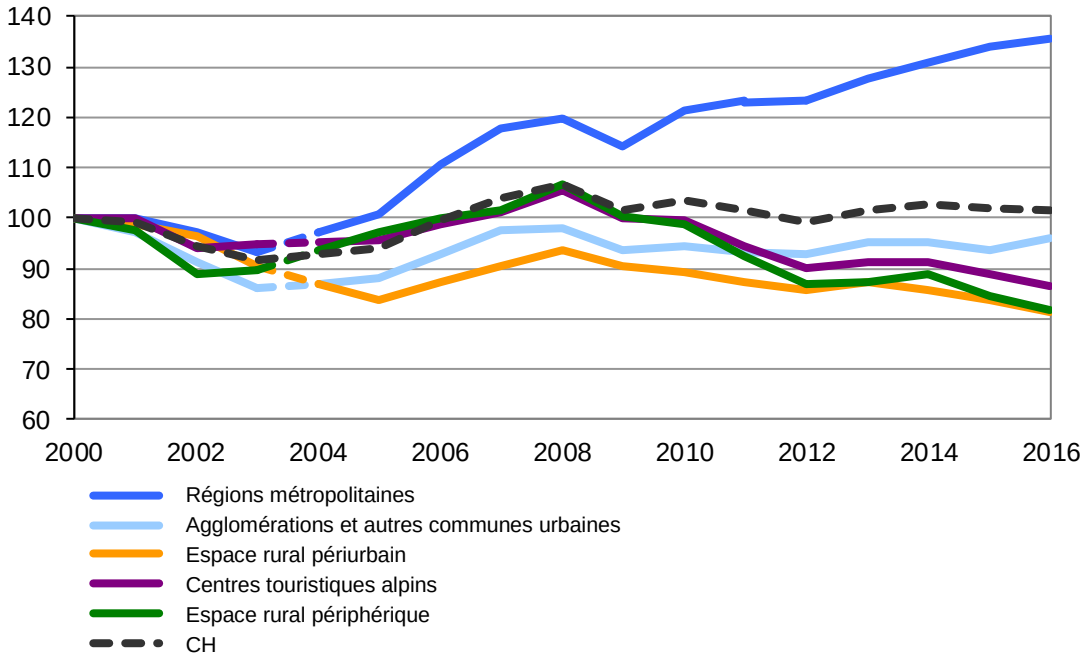
Selon la Statistique suisse du tourisme de l'OFS[47], le nombre d'établissements hôteliers enregistrés en Suisse entre 2006 et 2015 a baissé de 11%, alors que le nombre d'établissements était en baisse dans toutes les régions touristiques considérées. Le nombre de chambres a diminué de 1% durant la même période. Il convient toutefois de relever qu'il y a d'importantes différences régionales. Tandis que dans les centres urbains le nombre de chambres a fortement augmenté (+23% dans la région de Bâle, +22% dans la région de Zurich et +4% dans celle de Genève) et a diminué dans la plupart des autres régions. Le canton du Tessin est le plus touché par ce phénomène, puisqu'il a enregistré, depuis 2006, une baisse du nombre des chambres de près de 17%, alors que le nombre d'établissements a même diminué de 23%. Mais le nombre de chambres a également diminué dans les régions touristiques comme les Grisons (-4%), l'Oberland bernois (-8%) ou le Valais (-5%). La diminution de l'occupation des lits mentionnée ci-dessus s'explique donc également par la baisse de la demande, comme le montre le graphique ci-après.

Comme on peut le constater à la lecture de ce graphique, depuis 2000, la demande (nuitées) évolue de manière très différente dans les différents types d'espaces.

[47] OFS (2016c): Statistique suisse du tourisme 2015.

Nuitées dans l'hôtellerie – en hausse uniquement dans les régions métropolitaines et les zones urbaines

Graphique 3-10: Evolution du nombre de nuitées, 2000-2016



Indexé (2000=100). Source: regiosuisse. Données: OFS Statistique de l'hébergement touristique HESTA.
Valeur pour 2004: valeur moyenne de 2003 et 2005, étant donné qu'il y a eu interruption de la statistique en 2004.

Graphique 3-10 décrit en pour cent l'évolution différente des nuitées de l'hôtellerie. Comme il fallait s'y attendre, la courbe moyenne suisse (en traitillé noir) reflète l'évolution de la conjoncture[48]. Depuis la grande crise financière de 2008, les nuitées ont globalement diminué en Suisse. Cette diminution touche principalement l'espace rural (-18%) et les centres touristiques alpins (-13%). Pendant la même période, les nuitées ont toutefois augmenté dans les espaces métropolitains, qui affichent une forte croissance de plus de 35%. Enfin, les agglomérations et les autres régions urbaines connaissent à nouveau une tendance à la hausse.

Cela étant, force est de constater que les métropoles suisses ne connaissent pas un fort développement en comparaison européenne. BAK Basel Economics a comparé dans sa récente étude sur le tourisme[49], les cinq plus grandes villes de Suisse avec dix métropoles

[48] Normalement, ce phénomène apparaît dans le tourisme avec un léger décalage de six mois environ.

[49] Voir BAK Basel Economics (2016): Tourismus Benchmarking – die Schweizer Tourismuswirtschaft im internationalen Vergleich. Schlussbericht. Schlussbericht zum «Internationalen Benchmarking Programm für den Schweizer Tourismus: Projektphase 2014-2015»

européennes. Pour ce qui est de l'évolution des nuitées, les villes suisses considérées ici (Genève, Zurich, Berne, Bâle et Lausanne) se situent nettement en dessous de la moyenne.

Nous avons une situation comparable dans les centres touristiques alpins:

- Parmi les 15 destinations les plus performantes de l'espace alpin, Zermatt est la seule station suisse à se hisser au 14e rang au **semestre d'hiver**. 12 de ces destinations se situent en Autriche (8 au Tyrol, 2 dans le Land de Salzbourg, 1 dans le Vorarlberg et 1 en Carinthie) et 2 dans le Tyrol du Sud, en Italie.
- La situation semble meilleure le **semestre d'été**: on retrouve en effet deux destinations suisses dans le top ten, à savoir Lucerne et Interlaken (1er rang et 4e rang). L'Autriche occupe à nouveau la tête du classement avec 9 destinations (5 dans le Tyrol, 2 dans le Land de Salzbourg et 2 dans le Vorarlberg), suivie par l'Italie avec 3 destinations (2 dans le Tyrol du Sud et 1 dans la province de Trente). On compte également, avec Oberstorf im Allgäu, une destination allemande dans le top 15.

La comparaison entre les destinations se fait sur la base d'un indicateur qui intègre l'évolution de la demande, l'occupation et la rentabilité.

Comportement de l'économie suisse en matière d'innovation

Activité en matière d'innovation en diminution sur le plan suisse, avec des différences entre les grandes régions

Remarque: Les derniers rapports de monitoring ont présenté les résultats par types d'espaces de l'enquête sur l'innovation réalisée par le Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (KOF). Etant donné que cette enquête ne porte que sur un échantillon relativement petit[50] concernant l'analyse à petite échelle, il n'a pas été possible de fournir par le passé des résultats empiriquement fondés pour les types d'espaces plus petits, à savoir les centres touristiques alpins et l'espace rural périphérique. Pour cette raison, les évaluations présentées dans la présente section reposent sur le niveau d'analyse du périmètre NPR, resp. des grandes régions.

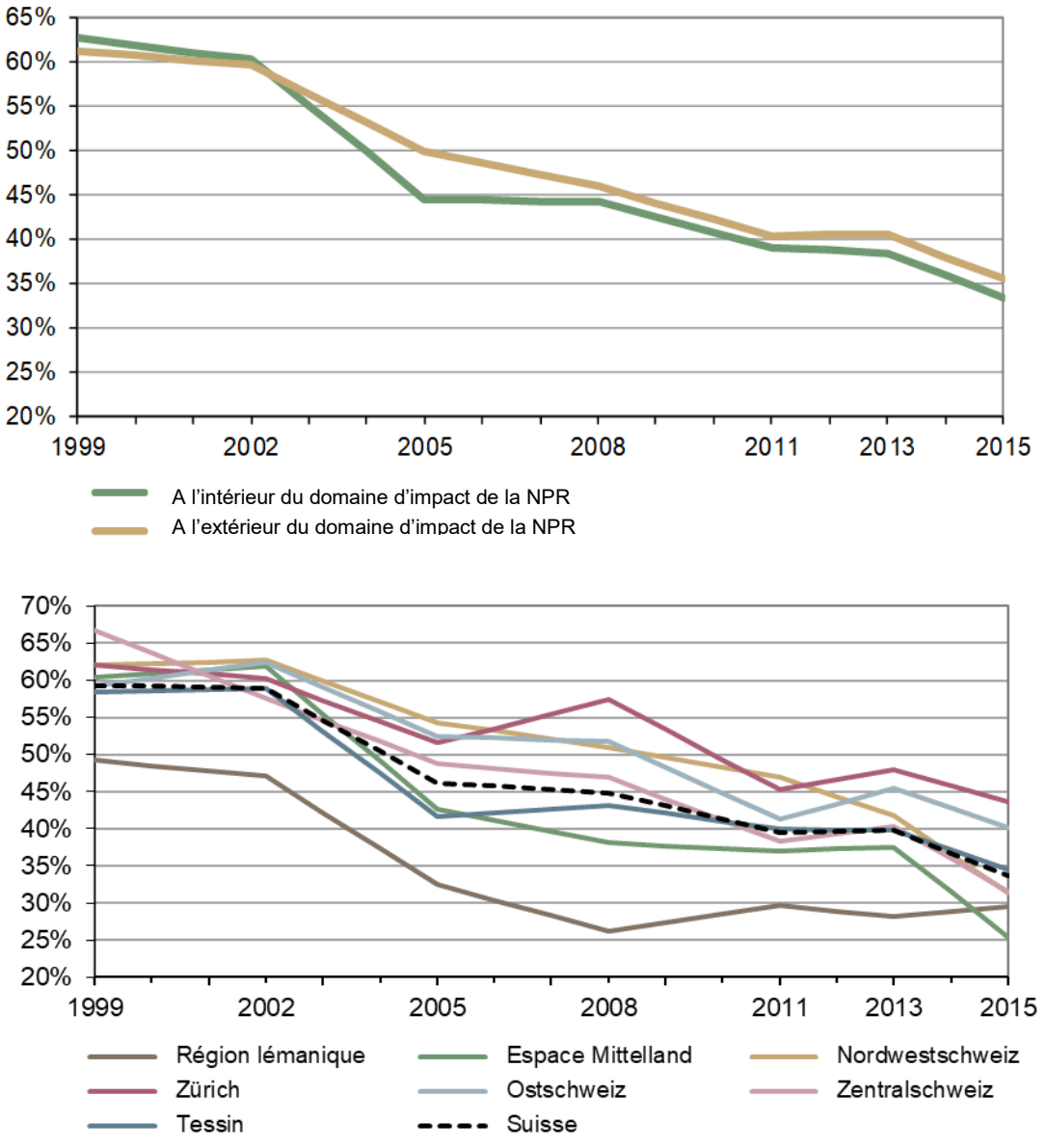
Graphique 3-11 montre la part des entreprises innovantes à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre NPR (en haut) et dans les grandes régions (en bas), qui sont utilisées comme approximation pour les différents périmètres des «Systèmes régionaux d'innovation» (RIS) de

[50] Taille de l'échantillon de l'enquête 2015: 5'980 entreprises, parmi lesquelles 1'777 ont fourni des réponses exploitables. L'échantillon utilisé est stratifié de manière non proportionnelle en 34 branches (selon la classification NOGA-2008) et – à l'intérieur des différentes branches – selon trois classes de grandeur.

La stratification de l'échantillon n'intègre pour l'instant aucun paramètre régional. Pour les évaluations rationalisées à petite échelle (comme par exemple au niveau canton ou région MS), on ne dispose donc que de peu de réponses dans les différentes régions, de sorte que l'énoncé ne peut être considéré comme reposant sur une bonne base empirique.

la Suisse définis dans la NPR. Sont considérées comme innovantes les entreprises qui, les trois dernières années, ont réalisé des innovations sous la forme de nouveaux produits destinés au marché et/ou de nouveaux processus de production. Que ces innovations proviennent du développement propre à l'entreprise ou qu'elles aient été développées en collaboration avec d'autres entreprises ne joue aucun rôle ici.

Graphique 3-11: Part des entreprises innovantes, 1999-2015



Source: regiosuisse. Données: Enquête sur l'innovation du Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich (KOF).

La part des entreprises innovantes est passée de 60% en 1999 à 34% en 2015. Malgré cette diminution, la Suisse occupe une position de pointe en comparaison internationale, si on mesure la performance en termes de production innovante (brevets, produits innovants)[51]. Ce classement est également corroboré par l'indice d'innovation 2016 de l'European Innovation Scoreboard, qui, outre les activités d'innovation, synthétise également d'autres indicateurs y relatifs[52].

A l'intérieur et à l'extérieur du périmètre NPR, la part des entreprises innovantes évolue à peu près de la même manière. Si l'on considère les grandes régions, on constate que les parts des entreprises innovantes du grand Zurich et de Suisse orientale sont toujours au-dessus de la moyenne et que la région lémanique affichait la part d'entreprises innovantes la plus faible, et ce, jusqu'en 2013. Dans l'enquête 2015, l'Espace Mittelland obtient la valeur la plus basse dans ce domaine.

L'enquête sur l'innovation fournit notamment deux enseignements importants pour ce qui concerne l'**espace rural**:

- **Influence de la structure des branches**: les résultats évalués par branche de l'enquête principale du KOF de l'EPFZ montrent qu'il existe de grandes différences dans la fréquence d'innovation. Durant la période d'observation 2012-2014, la part des entreprises innovantes était nettement plus élevée dans l'industrie high-tech (61%) que dans le secteur des services modernes (36%), des services traditionnels (31%) ou de la construction low-tech (51%)[53]. Les deux dernières branches économiques que nous venons de mentionner sont surreprésentées dans les espaces périphériques[54].
- **Influence de la taille des entreprises**: les résultats de l'enquête principale du KOF de l'EPFZ, évalués par taille des entreprises, indiquent clairement que la fréquence d'innovation est plus forte dans les entreprises qui comptent plus d'employés que dans les petites entreprises avec un petit effectif. Les grandes entreprises sont moins nombreuses dans les espaces périphériques.

[51] Voir Spyros Arvanitis et al. (2016): Der Innovations-Champion Schweiz schwächelt, Die Volkswirtschaft, 89 (1-2).

[52] European Comission (2016): European Innovation Scoreboard 2016.

[53] Voir Spyros Arvanitis et al. (2017): Die Entwicklung der Innovationsaktivitäten in der Schweizer Wirtschaft 1997-2014.

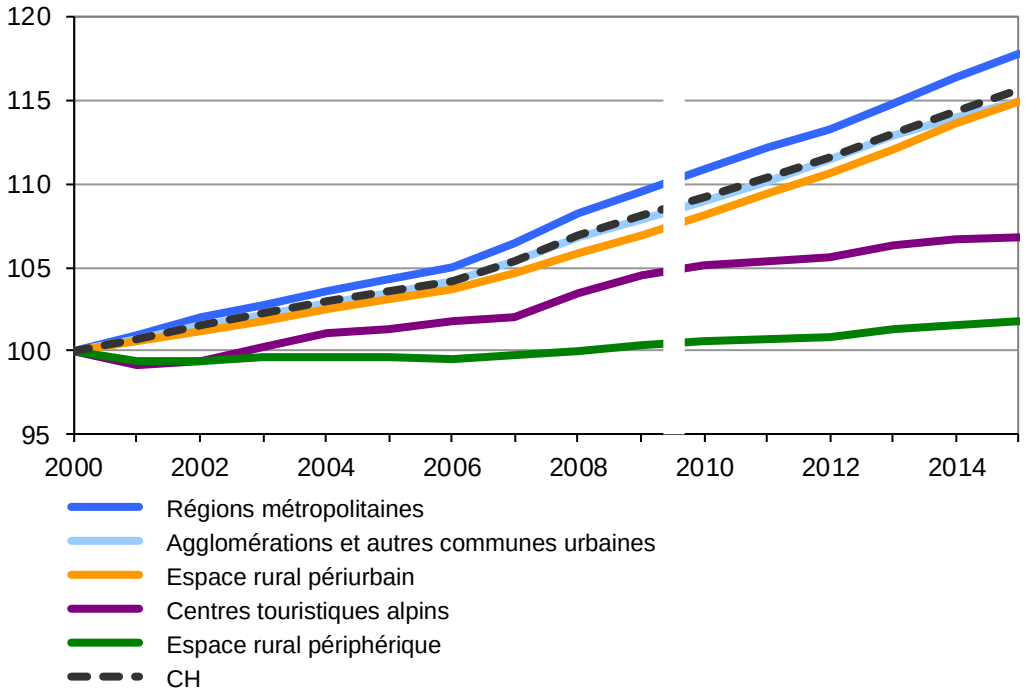
[54] Voir regiosuisse (2011a): Analyse des branches selon les types d'espaces. Le développement économique régional de la Suisse.

3.3 Comment la population et les revenus évoluent-ils?

Graphique 3-12 montre clairement l'augmentation de la population résidante dans tous les types d'espaces de Suisse. Il existe néanmoins des différences patentes entre les divers types d'espaces.

Tendance à habiter dans les zones urbaines et périurbaines

Graphique 3-12: Evolution de la population résidante, 2000-2015[55]



Indexé (2000=100). Source: regiosuisse. Données: OFS ESPOP (2000-2009) / STATPOP (2010-2015).

On constate une nette tendance à résider dans l'espace urbain et périurbain. Depuis l'introduction progressive de l'Accord sur la libre circulation des personnes passé avec l'Europe des 15 et son extension aux nouveaux Etats de l'UE, la population a fortement augmenté dans l'espace urbain et périurbain. Depuis 2000, la croissance de la population s'est inscrite à 18% dans les espaces métropolitains et à 15% dans les agglomérations et les autres villes suisses, ainsi que dans l'espace périurbain.

[55] Le Graphique 3-11 reprend les données ESPOP jusqu'en 2009 ainsi que les données STATPOP à partir de 2010. A partir de 2010: nouvelle définition de la population résidante permanente, qui comprend également les personnes dans le processus d'asile totalisant au moins 12 mois de résidence en Suisse.

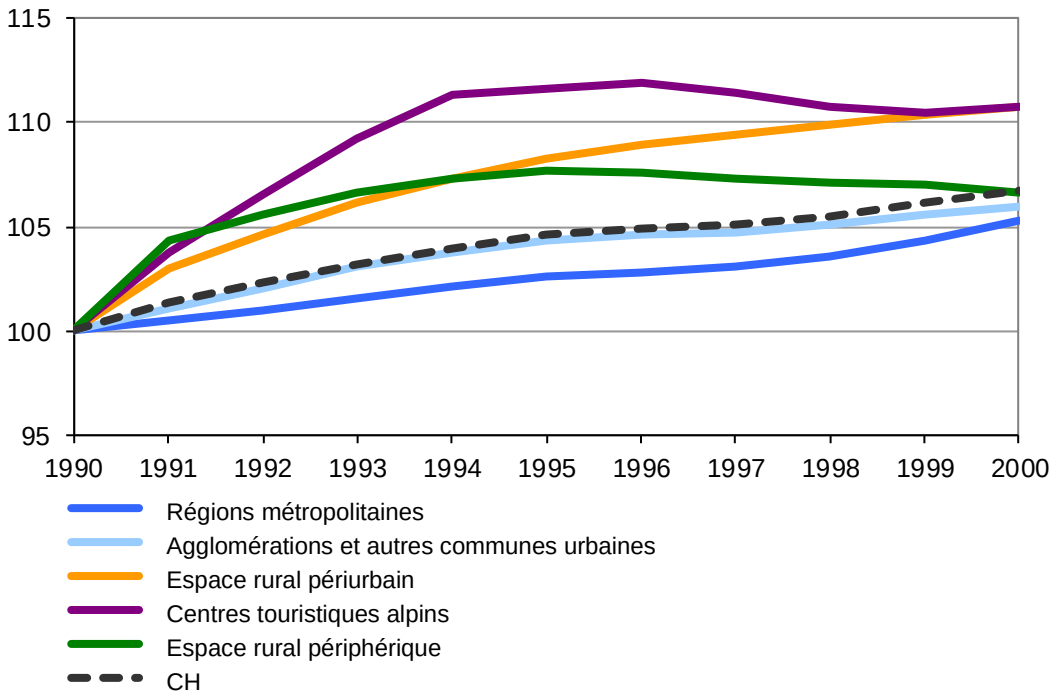
Entre 2000 et 2015, l'augmentation de la population dans les centres touristiques alpins n'a représenté que la moitié de celle enregistrée dans l'espace urbain (+7%). Dans l'espace périphérique, la population est restée pratiquement au même niveau durant la même période (+2%). On constate en outre que la faible évolution de la population résidante dans ce type d'espace s'accompagne d'une faible performance économique. Comme le montre le dernier rapport de l'OCDE, il y a souvent une corrélation très étroite entre ces deux indicateurs, au niveau international également[56].

L'évolution relativement faible de l'espace rural périphérique en comparaison avec d'autres types d'espaces en Suisse ne doit toutefois pas faire oublier que ce type d'espace s'en sort relativement bien en comparaison internationale: de nombreuses régions rurales périphériques dans d'autres pays européens sont en effet confrontées à l'émigration, tandis que la population dans l'espace rural périphérique de la Suisse reste tout de même globalement constante[57]. La comparaison avec les régions frontalières de la Suisse présentée dans l'annexe B le montre également (**Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**).

[56] Voir OECD (2008): The Sources of Economic Growth in OECD Regions – Overall Growth Trends and the Decomposition of the Components of Growth.

[57] Voir Commission Européenne (2008): Pauvreté et exclusion sociale en milieu rural; Westphal Christina (2010): Die Jugend wandert ab (Deutschland); Ramos Pedro, Castro Eduardo, Cruz Luis (pas d'indication de l'année): Economically Sustainable Demography: Reversing Decline in Portuguese Peripheral Regions; Vankova Gergana (2011): Population Decline and (Re)distribution in Bulgaria; European Observation Network on territorial development and cohesion (2007): ESPON 2013 PROGRAMME, 18.

Graphique 3-13: Evolution de la population résidante, 1990-2000



Indexé (1990=100). Source: regiosuisse. Données: OFS ESPOP (1990-2000).

L'évolution de la population des différents types d'espaces durant la période 1990-2000 est totalement différente, comme le Graphique 3-13 le montre. Premièrement, la population totale a, dans les années 1990, augmenté à un rythme nettement moins soutenu (50% environ) que dans la décennie suivante. Deuxièmement, on constate beaucoup plus, au début des années 1990, une tendance à résider dans les centres touristiques alpins et l'espace rural périphérique.

L'espace rural périphérique affichait une forte croissance, en particulier au début des années 1990 (ce qui pourrait s'expliquer par l'immigration internationale suite à la guerre des Balkans), croissance qui s'est toutefois à nouveau tassée à partir de la moitié des années 1990.

Dans les centres touristiques alpins, la population a fortement augmenté jusqu'au milieu des années 1990, on observe ensuite une interruption de cette croissance jusqu'au début du nouveau millénaire.

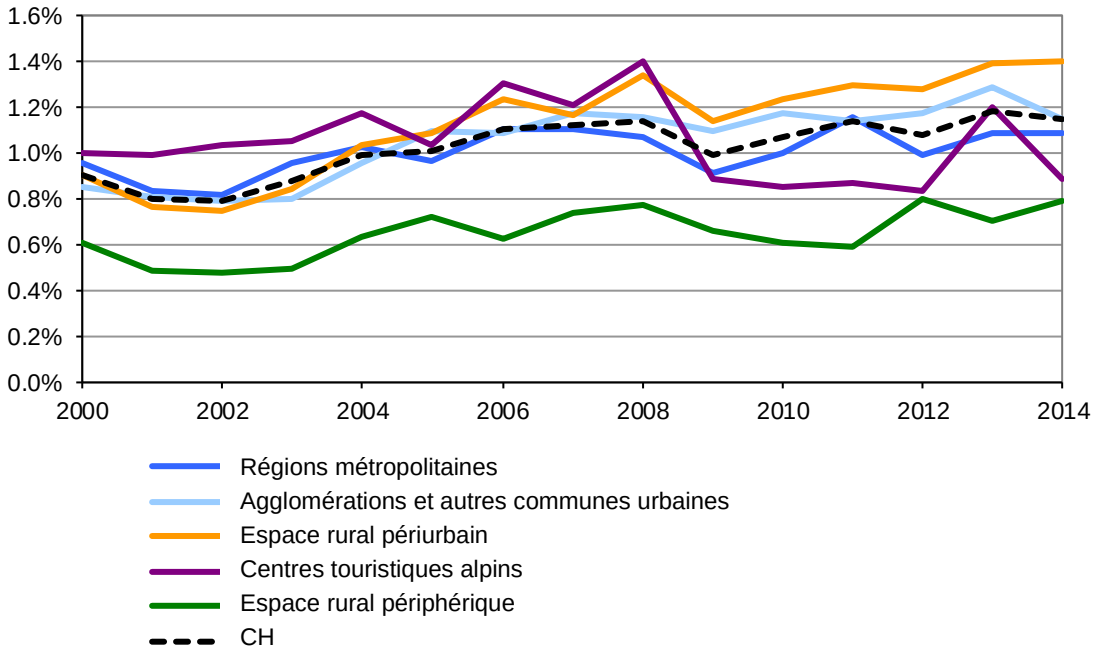
Avant l'année 2000, la croissance de la population était inférieure à la moyenne dans les espaces métropolitains et les agglomérations (voir Graphique 3-13). Une raison importante qui pourrait expliquer le changement intervenu entretemps (voir Graphique 3-12) est l'Accord sur la libre circulation des personnes passé entre la Suisse et l'UE, accord qui est entré en vigueur en 2002 et qui a été étendu au fil du temps à d'autres Etats-membres de l'UE via des protocoles additionnels.

L'espace rural périurbain a également affiché une croissance de la population supérieure à la moyenne dans les années 1990. Sur la période 1990-2015 considérée, la population résidante dans ce type d'espace a augmenté de 26%, autrement dit davantage que dans les autres types

d'espaces. L'infrastructure des transports, qui permet de se déplacer toujours plus rapidement et dans de meilleures conditions, rend plus attractives les zones d'habitation de l'espace périurbain, de même que les prix de l'immobilier et de la location plus élevés dans les régions urbaines jouent ici un rôle décisif.

Nombre de nouveaux logements supérieur à la moyenne dans l'espace rural périphérique et dans les centres touristiques alpins

Graphique 3-14: Nouveaux logements (en % de l'effectif total des logements[58]), 2000-2014



Source: regiosuisse. Données: OFS Statistique de la construction et des logements, OFS Statistique des bâtiments et des logements (StatBL).

Graphique 3-14 montre la part des nouveaux logements par rapport à l'effectif total des logements. Il s'avère que, jusqu'au milieu des années 2000, on a beaucoup construit dans les centres touristiques alpins, mais que la construction de logements a toutefois beaucoup diminué depuis 2008, une évolution qui est analogue à celle de la population. En 2013, on observe un pic dans les centres touristiques alpins, pic qui pourrait s'expliquer par les futures restrictions en matière de construction de logements suite à la mise en œuvre de l'initiative sur les résidences secondaires.

[58] La part des nouveaux logements se réfère, à partir de 2009, à l'effectif total des logements de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL) et non plus, comme cela était le cas auparavant, à un effectif des logements calculé approximativement.

Depuis le milieu des années 2000, l'activité de construction de logements était supérieure à la moyenne surtout dans les régions périurbaines. Ceci est lié à la tendance à habiter dans l'espace périurbain, tendance que nous avons déjà mentionnée (voir Graphique 3-12). La construction de nouveaux logements est en maints endroits une condition de croissance de la population et un indicateur important de la dynamique qui prédomine dans un espace.

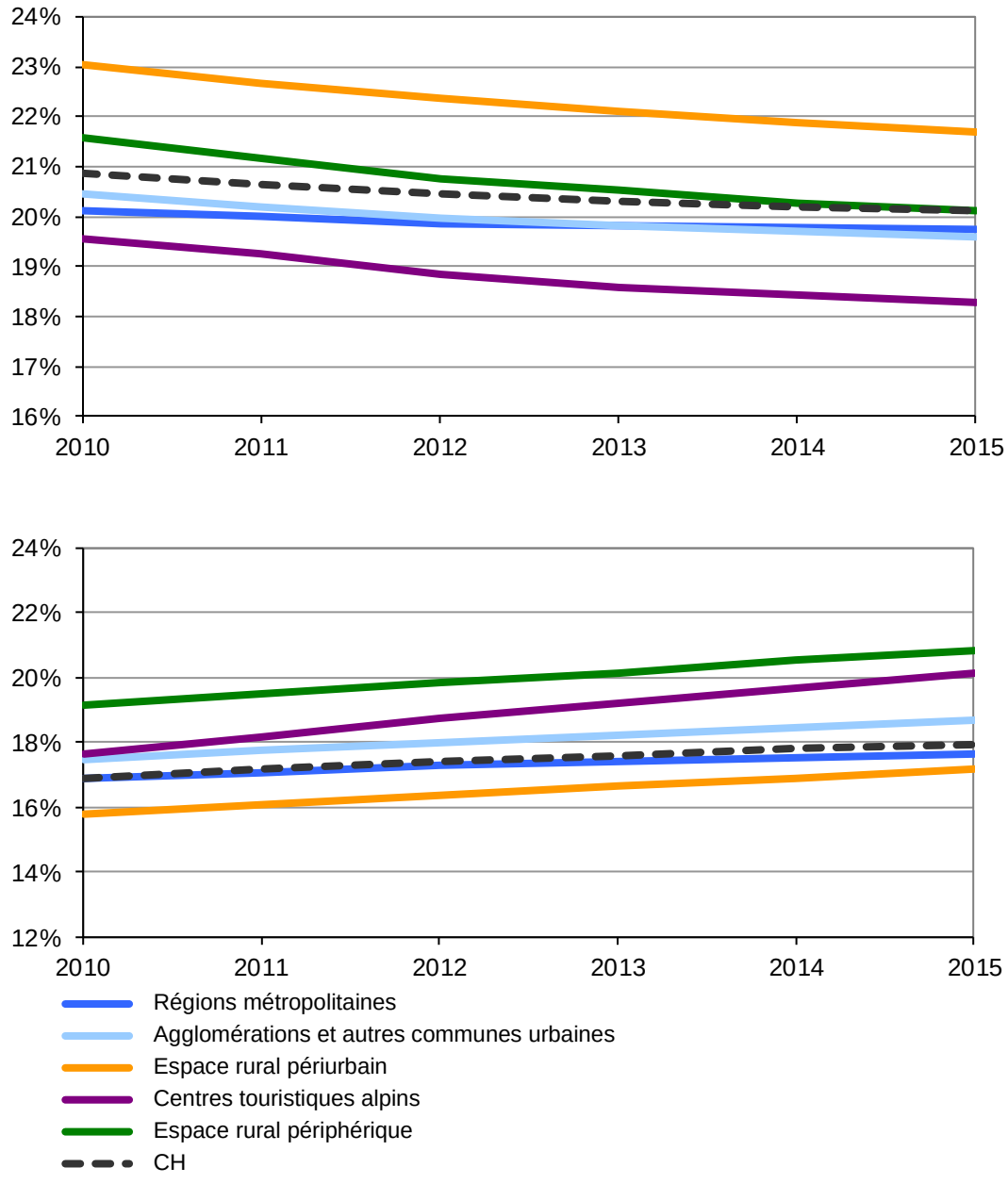
La construction de logements a à nouveau légèrement augmenté au niveau suisse depuis 2012. Ce phénomène pourrait également s'expliquer en particulier par les taux d'intérêt historiquement bas. En revanche, la stagnation de la population résidante dans l'espace rural périphérique se reflète également dans la moindre activité de construction dans les régions périphériques (voir Graphique 3-12).

Danger du vieillissement dans les espaces ruraux périphériques et dans les centres touristiques alpins

Graphique 3-15 montre l'évolution des rapports de dépendance des jeunes et des personnes âgées au cours des cinq dernières années. La part de la population des plus de 64 ans est la plus élevée dans l'espace rural et dans les centres touristiques alpins, où elle a augmenté le plus, tous types d'espaces confondus. Parallèlement, les centres touristiques alpins affichent la part la plus faible de personnes de moins de 20 ans. Durant la période considérée, c'est dans l'espace rural périphérique que la part des jeunes a le plus diminué (y compris dans les centres touristiques alpins), alors que l'émigration de la population jeune des régions rurales se poursuit.

Du point de vue des perspectives de développement, ce constat est plus important que les autres faits mentionnés ci-dessus, à savoir que, si l'on compare avec la situation qui prévaut à l'étranger, la population est tout de même restée constante dans l'espace rural périphérique. Si l'on tient compte du niveau de formation comparativement bas et du mix de branches défavorable, force est de constater que la situation de départ est nettement moins favorable.

Graphique 3-15: Evolution du rapport de dépendance des jeunes (en haut) et du rapport de dépendance des personnes âgées (en bas), 2010-2015[59]



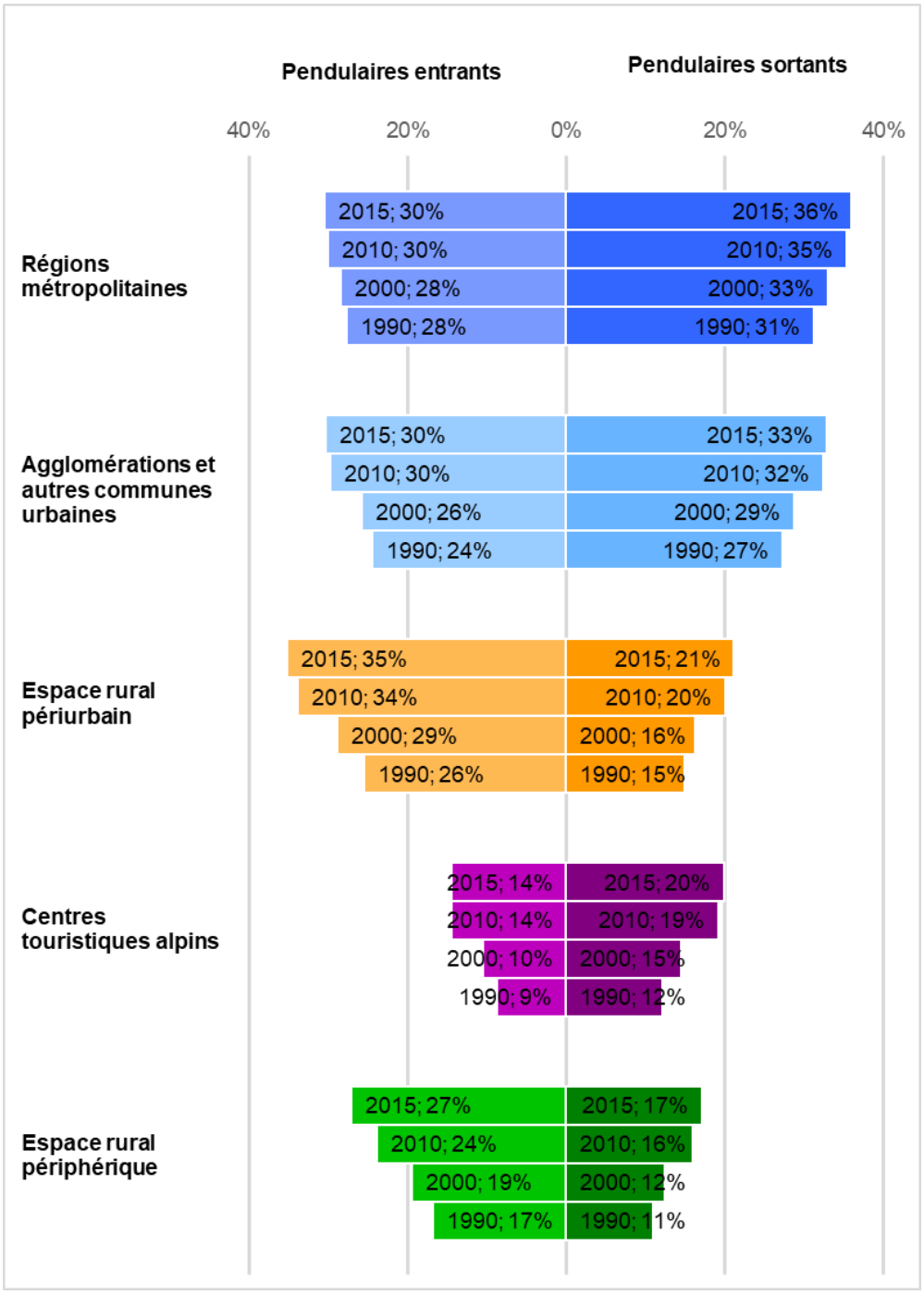
Source: regiosuisse. Données: OFS STATPOP.

[59] Rapport de dépendance des jeunes: part des personnes de moins de 20 ans dans la population résidante permanente.

Rapport de dépendance des personnes âgées: part des personnes de plus de 64 ans dans la population résidante permanente.

Toujours plus de travailleurs pendulaires – en particulier de la périphérie vers les espaces urbains

Graphique 3-16: Parts des pendulaires entrants et des pendulaires sortants (travailleurs pendulaires) dans la population résidante permanente, 1990-2015



Source: regiosuisse. Données: OFS RFE (1990 et 2000), OFS relevé structurel (2010-2015).

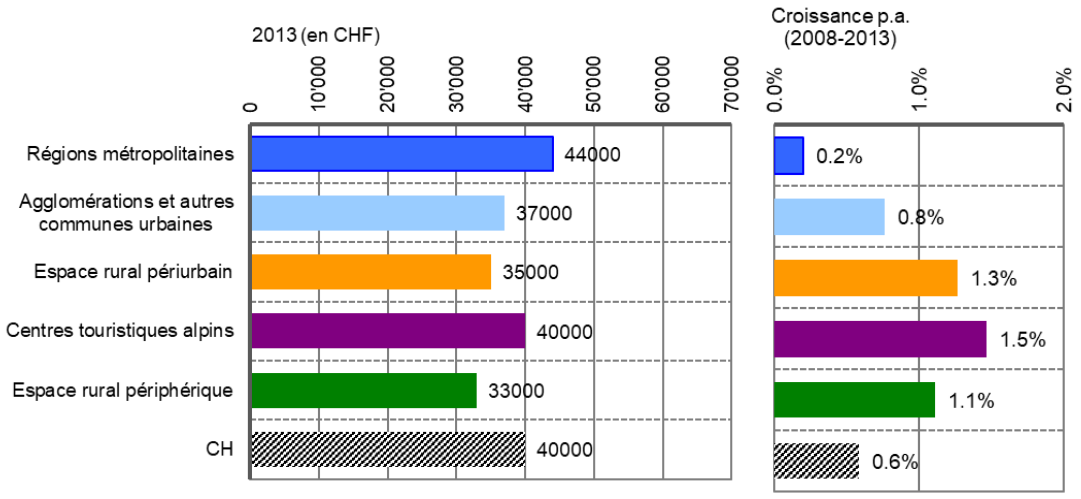
La qualité de vie perçue par la population dépend également de la mobilité individuelle. Graphique 3-16 montre comment les parts des travailleurs pendulaires[60] ont évolué entre 1990 et 2015 dans les différents types d'espaces. On observe ici le modèle spatial de base suivant: l'espace rural sert toujours plus de «commune de résidence» et présente en conséquence un solde pendulaire négatif[61]. En revanche, les régions urbaines se présentent comme des «communes où l'on travaille» et affichent un solde pendulaire positif.

Globalement, les flux pendulaires se sont renforcés durant la période observée. Alors que la part des pendulaires entrants dans les régions urbaines a encore augmenté alors qu'elle était déjà élevée. On observe la même évolution chez les pendulaires sortants des régions rurales. Ce phénomène a eu pour effet d'accroître encore plus la polarisation entre les «communes de travail» et les «communes de résidence».

Cette «spécialisation spatiale» ou, mieux encore, cette «différenciation» se reflète dans une demande croissante en transports, avec le besoin d'extension de l'infrastructure qui va avec.

L'écart de revenu entre la ville et la campagne diminue

Graphique 3-17: Revenu net des personnes physiques en 2013, en CHF par habitant, et croissance p.a. 2008-2013 en %



Source: regiosuisse. Données: AFC Statistique de l'impôt fédéral direct, OFS ESPOP (2008-2009), STATPOP (à partir de 2010).

[60] On entend par travailleurs pendulaires les personnes pour qui la «commune de domicile» n'est pas la même que la «commune de travail».

[61] Pendulaires entrants moins pendulaires sortants.

Le Graphique 3-17 montre le revenu net des personnes physiques, en CHF par habitant. Le revenu net est déterminé après imputation des déductions de l'impôt fédéral direct sur le revenu imposable. Le revenu net est donc un bon indicateur pour la situation effective de la population pour ce qui est du revenu dans les différents types d'espaces.

Le montant moyen du revenu net diffère fortement selon le type d'espace. C'est ainsi que le revenu net par habitant dans les espaces métropolitains est d'environ un tiers plus élevé que dans l'espace rural périphérique. Le revenu net de la population dans les centres touristiques alpins se situe dans la moyenne suisse, tandis qu'il est clairement inférieur à celle-ci dans les agglomérations et l'espace périurbain.

Entre 2008 et 2013, le revenu net a augmenté de 3% en Suisse. Durant cette période, ce revenu a nettement plus augmenté dans les centres touristiques alpins (+7.6%), suivi de l'espace rural périurbain (+6.5%) et de l'espace rural périphérique (+5.7%). Au vu de l'évolution économique et démographique, l'augmentation du revenu par habitant dans les centres touristiques alpins pourrait s'expliquer par le fait que des personnes aisées y ont établi leur résidence.

En revanche, le revenu net par habitant est resté pratiquement le même dans les espaces métropolitains (+1%). L'évolution du revenu, inférieur à la moyenne, dans les métropoles est influencée par la «problématique A»[62]. Les constats tirés des différences spatiales pour les taux de chômage (Graphique 3-6) et d'aide sociale (Graphique 3-18) illustrent cela.

Les taux de croissance plus élevés dans l'espace rural entraînent globalement un resserrement de l'écart des revenus entre la ville et la campagne.

Cette évaluation ne permet toutefois pas de tirer des conclusions concernant la répartition des revenus entre les habitants de ces types d'espaces.

Les écarts de revenus constatés dans l'espace rural sont en général considérés comme étant négatifs pour ces régions, mais doivent néanmoins être relativisés pour les raisons suivantes:

- Le revenu de l'impôt fédéral direct ne permet d'estimer que la situation au niveau du revenu brut. Le bien-être effectif des individus d'une région dépend toutefois du «**revenu disponible**» (à savoir le revenu brut moins les contributions obligatoires telles que les impôts ainsi que les frais fixes pour la santé, le logement/location, les déplacements pour le travail, etc.). Or, les types d'espaces qui sont moins bien lotis à ce niveau ont souvent des dépenses obligatoires et des frais fixes moindres, de sorte que le revenu disponible (et donc le bien-être) est plus élevé que ce que les revenus de l'impôt fédéral direct ne laissent supposer. Ce sont à nouveau les cantons d'Uri et de Glaris qui occupent la tête du classement 2016 établi par Credit Suisse Economic Research concernant les revenus

[62] Les métropoles hébergent plus de personnes âgées, de chômeurs, de pauvres, de personnes en formation et d'étrangers, comme cela a été démontré à de multiples reprises dans le cadre de l'analyse de ce qu'il est convenu d'appeler les charges de centre.

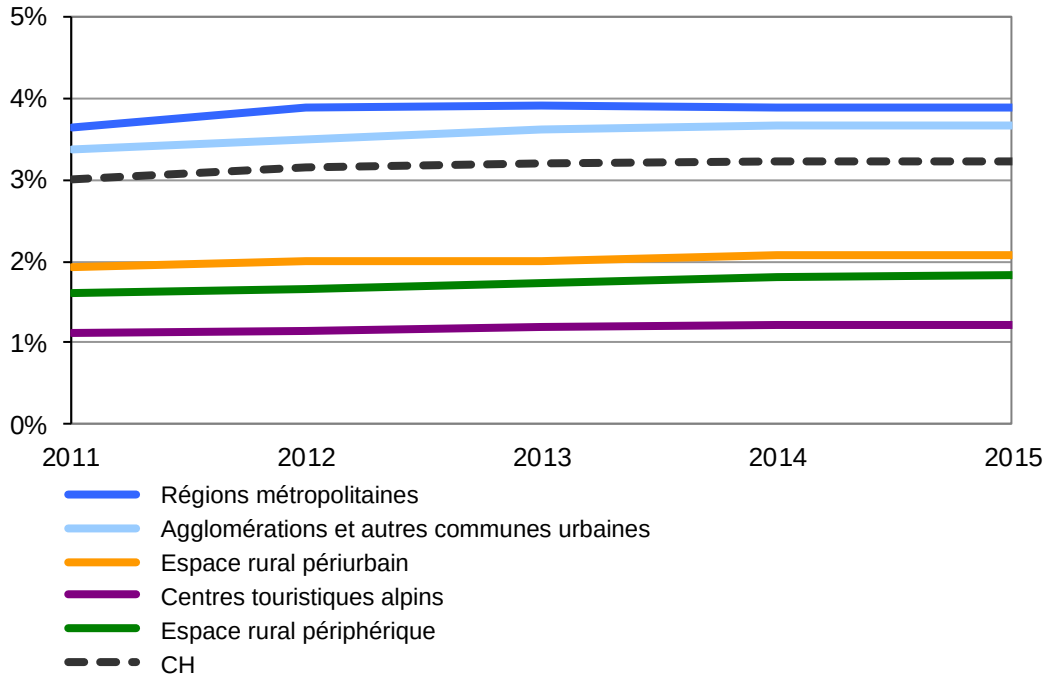
disponibles en Suisse[63]. Ces deux cantons appartiennent d'abord à l'espace rural périphérique qui est, selon le graphique ci-dessus, le type d'espace caractérisé par le revenu le plus bas. On peut en outre supposer que les régions périphériques ont une fourchette de revenus moins large (c'est-à-dire un écart moins important entre le groupe de population le plus pauvre et le groupe le plus riche). D'un point de vue politique et social, on peut parler ici d'une «**cohérence**» plus forte dans la population, ce qui pondère quelque peu le faible classement au niveau du revenu.

- En outre, le revenu n'est qu'*un* indicateur qui influe sur le bien-être des individus dans une région. Les **facteurs de bien-être liés à l'environnement**, comme la qualité de l'air, le calme et la proximité avec la nature, donneraient un tableau plus révélateur du bien-être dans la périphérie.

[63] Voir Credit Suisse Economic Research (2016): Swiss Issues Regionen. Wohnen, Pendeln, Krippe: Wo lebt sich's am günstigsten? Verfügbare Einkommen 2016.

Taux d'aide sociale sensiblement plus élevé dans les zones urbaines que dans l'espace périphérique

Graphique 3-18: Taux d'aide sociale[64] en %, 2011-2015



Source: regiosuisse. Données: OFS Statistique suisse des bénéficiaires de l'aide sociale.

Un autre indicateur du bien-être des individus dans une région est le taux d'aide sociale, qui est présenté dans le Graphique 3-18 ci-dessus pour les types d'espaces considérés pendant la période 2011-2015. On constate que les régions urbaines affichent un taux d'aide sociale nettement plus élevé que les espaces ruraux et alpins, et que cela n'a pratiquement pas changé au cours de ces dernières années.

Dans le système suisse de sécurité sociale, l'aide sociale représente pratiquement l'ultime filet de sécurité, chaque canton disposant de sa propre offre en matière de prestations sociales et de sa propre législation. Il convient donc de relativiser quelque peu les différences parfois considérables constatées entre les types d'espaces considérés.

[64] Part des bénéficiaires de l'aide sociale (aide sociale au sens strict) dans la population résidante permanente.

3.4 Qu'en est-il de l'attractivité économique et de l'infrastructure?

La dotation en infrastructures et en services est un déterminant important de la qualité résidentielle et économique, car elle constitue une base importante dans le choix d'une région.

Couverture de base préservée, mais, pour l'espace rural, diminution notable des offres dans le domaine de la formation supérieure et de la culture

Le Graphique 3-19 montre les distances moyennes (en km) pour chaque type d'espace jusqu'aux différents services[65]. On constate que tous les types d'espaces bénéficient d'une bonne couverture de base en services – cette dernière est bien conservée dans notre pays et les différences sont relativement peu importantes. Ce sont les arrêts des transports publics qui sont les plus proches. En outre, les établissements souvent fréquentés, comme les restaurants, les écoles obligatoires ou les magasins d'alimentation, sont facilement accessibles. Les salons de coiffure et les stations-service/garages sont eux aussi accessibles sur de courtes distances, et ce, dans tous les types d'espaces.

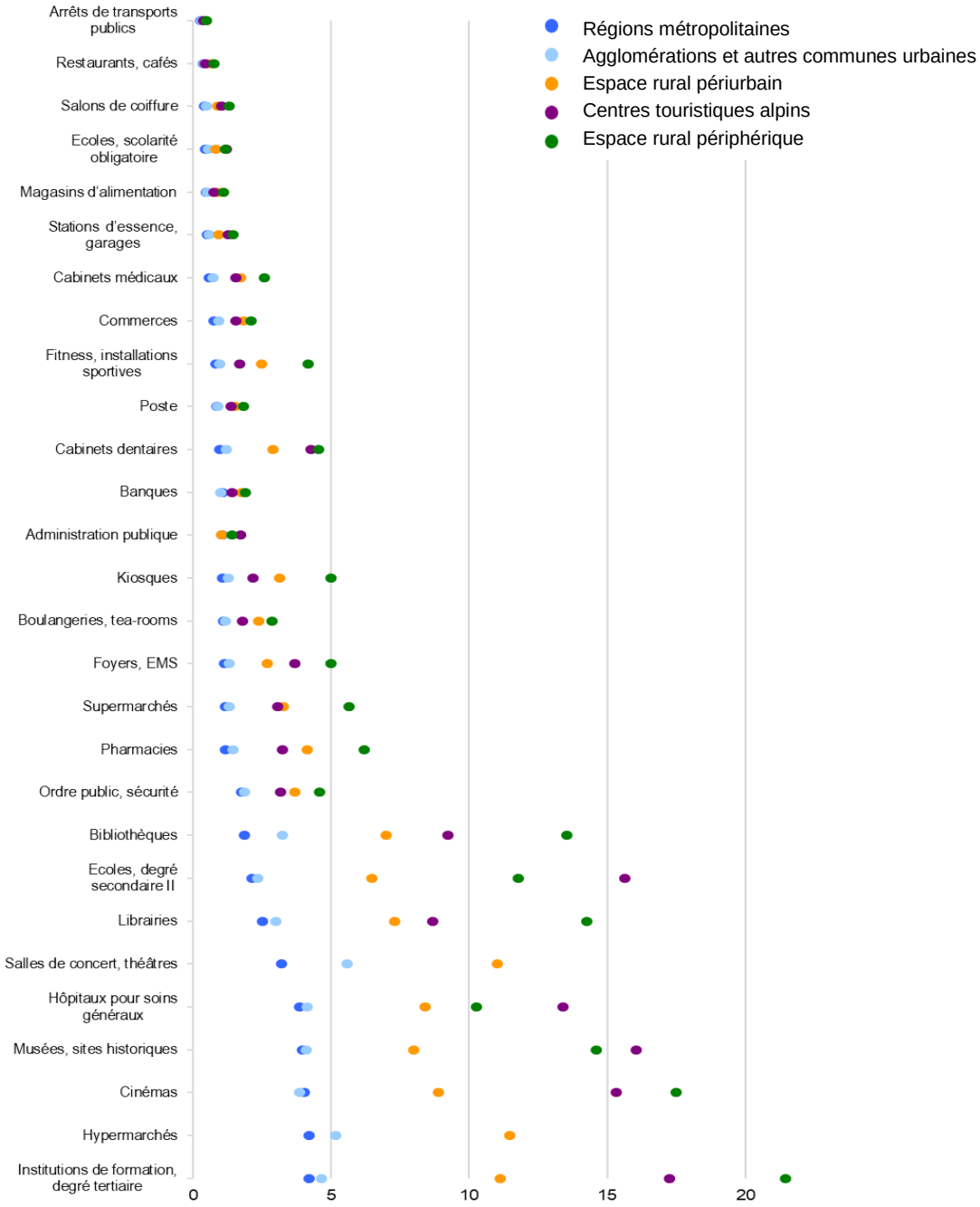
Pour tous les autres services, les personnes qui résident dans l'espace rural périphérique doivent en moyenne parcourir des distances nettement plus longues. Ce sont en particulier l'espace rural périphérique et les centres touristiques alpins qui se situent à de plus grandes distances des offres dans le domaine de la formation supérieure et de la culture que cela n'est le cas dans les régions urbaines. Les habitants de l'espace rural périphérique doivent par exemple couvrir une distance cinq fois plus longue que ceux des espaces métropolitains s'ils veulent fréquenter une école du degré secondaire II ou un établissement de formation de degré tertiaire. Il en résulte une situation de départ plus défavorable pour garder et/ou attirer des jeunes et des personnes qui ont des exigences élevées en matière de formation, de culture, etc.

Une recherche cartographique de l'OFS[66] confirme les énoncés ci-dessus: les prestataires souvent fréquentés, comme les restaurants ou les cafés – autrement dit des lieux de rencontre socialement importants –, se situent dans la plupart des régions à moins de deux kilomètres de distance du domicile et sont assez uniformément répartis dans le pays. En revanche, les offres de services moins recherchées, comme les cabinets médicaux, se trouvent dans des endroits centrés.

[65] Pour les catégories de services présentées dans le Graphique 3-19, on a utilisé les mêmes classifications NOGA-2008 que celles prises pour la publication 2016 de l'OFS sur la couverture de la population en services (voir OFS (2016c): Regionale Disparitäten in der Versorgung der Bevölkerung mit Dienstleistungen).

[66] Voir OFS (2016c): Regionale Disparitäten in der Versorgung der Bevölkerung mit Dienstleistungen.

Graphique 3-19: Distance moyenne jusqu'au service le plus proche selon le type d'espace, en km (distance calculée sur la base du réseau routier), 2011[67]

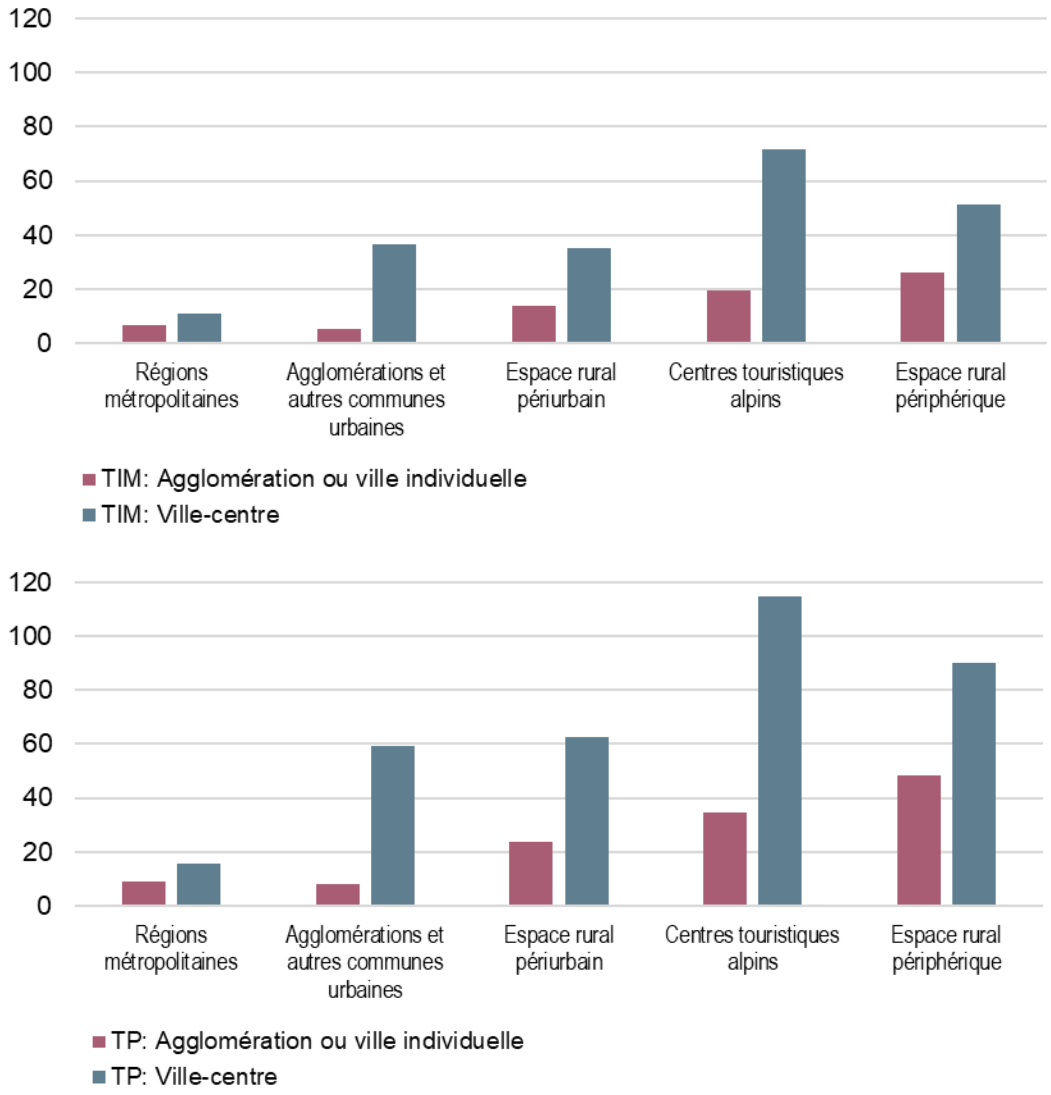


Source: regiosuisse. Données: OFS Services à la population.

[67] Pour des raisons de place, les points de données suivants ne sont pas indiqués dans ce graphique: *salles de concert, théâtres* (espace rural périphérique: 25 km, centres touristiques alpins: 37 km); marchés de consommation (espace rural périphérique: 24 km, centres touristiques alpins: 35 km).

Mauvaise accessibilité des transports comme caractéristique essentielle de l'espace rural périphérique, marqué par la desserte par TP

Graphique 3-20: Durée moyenne du trajet jusqu'à un centre en TIM (en haut) ou avec les TP (en bas) en minutes, 2011



Source: regiosuisse. Données: Modélisation des transports au DETEC (VM-UVEK), INFOPLAN-ARE, swisstopo.

L'accessibilité est un facteur essentiel pour la compétitivité économique d'une région. En outre, la qualité de vie perçue par la population dépend notamment de la mobilité individuelle.

Graphique 3-20 montre qu'il existe des différences considérables entre les types d'espaces pour ce qui est des durées des trajets jusqu'aux villes-centres[68], resp. jusqu'aux agglomérations et autres communes urbaines[69]. Comme le terme «périphérie» l'indique, l'espace rural périphérique est comparativement difficilement accessible sur le plan des transports, et les usagers sont donc contraints de couvrir de longues distances pour accéder à l'offre de services élargie des régions urbaines (voir Graphique 3-19).

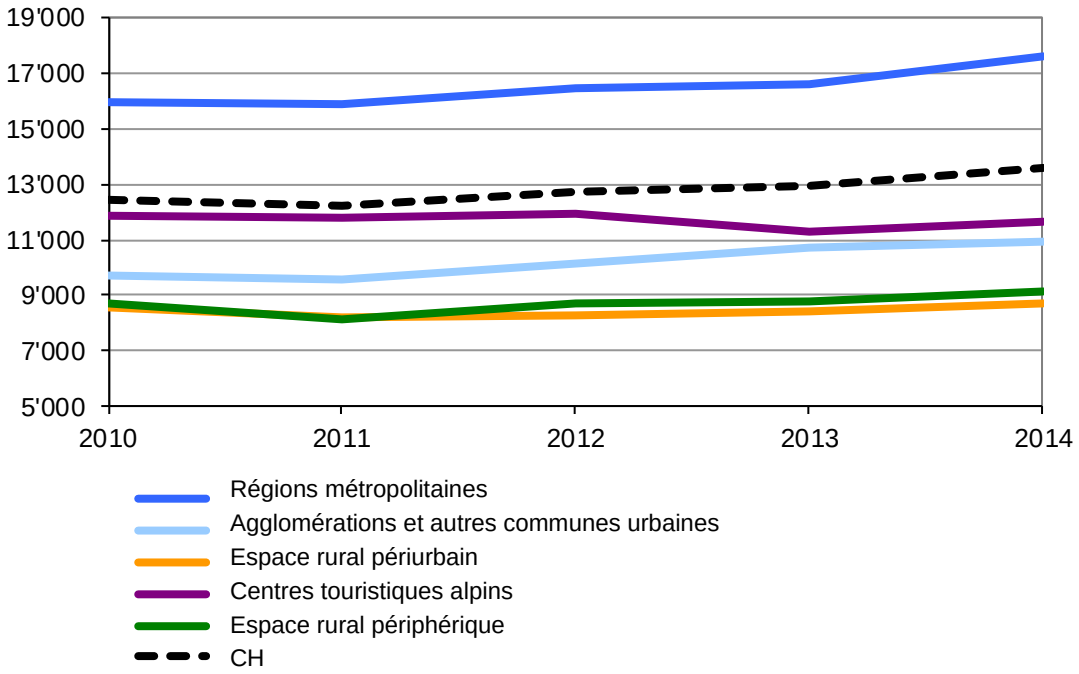
Les prestations de transport du trafic individuel motorisé (TIM) et des transports publics (TP) sont largement équivalentes à l'intérieur des différents types d'espaces. L'espace rural périphérique est toutefois comparativement mieux desservi par le TIM que par les TP (moins bonne desserte également en raison d'une fréquence moins élevée), ce dont il fallait s'attendre en raison de la caractéristique essentielle du moyen de transport collectif que sont les TP. Les options sont toutefois peu nombreuses dans ce contexte, car pour ce qui est des priorités de développement, l'espace rural périphérique ne figurera jamais en tête de liste en raison du faible volume de trafic, et donc du bénéfice réel qu'induiraient de nouvelles infrastructures de transport.

[68] Six villes-centres: Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich.

[69] Selon la définition de l'agglomération 2000 de l'OFS.

Fort endettement des pouvoirs publics dans les zones urbaines, mais également une bonne supportabilité

Graphique 3-21: Dettes brutes (cantonales et communales) par habitant de la population résidante permanente, 2010-2014



Source: regiosuisse. Données: Administration fédérale des finances (AFF), OFS STATPOP.

La situation des finances publiques est donnée par l'indicateur de la dette communale et cantonale brute par habitant. Un endettement trop élevé peut avoir pour effet que les pouvoirs publics ne peuvent plus garantir un «service public» dans la mesure souhaitée. Les dépenses des pouvoirs publics et leur endettement sont donc un indicateur important de leur capacité d'action et du degré de couverture qu'ils peuvent offrir à leur population.

Si l'on prend les différents types d'espaces, on constate que, avec environ CHF 9'000, l'espace rural affiche l'endettement le plus faible par habitant. En outre, l'endettement a, durant la période considérée (2010-2014), sensiblement moins augmenté dans les régions rurales périphériques (+4%) que dans les espaces métropolitains (+10%) ou les agglomérations et les autres régions urbaines (+12%), les centres touristiques alpins pouvant même quant à eux diminuer légèrement leur dette par habitant (-1%). Cette image apparemment positive que donne l'espace rural pourrait toutefois également traduire sa faiblesse au niveau des revenus: cet espace dispose en effet de possibilités limitées de recourir à l'endettement pour la simple raison que les créanciers connaissent la faiblesse des revenus et le faible substrat fiscal de ces régions.

4 Gros plan sur les cantons

En Suisse, les cantons se voient attribuer un rôle important dans la Nouvelle politique régionale puisqu'ils élaborent, mettent en œuvre et contrôlent les programmes cantonaux de mise en œuvre. On compare dans ce chapitre leur performance et leur évolution, et ce, aussi bien à l'échelle du canton (section 4.1) qu'au niveau des types d'espaces des cantons (section 4.2).

Tandis que dans les chapitres 3 et 5 on a évalué et présenté les douze indicateurs, il s'agira uniquement dans le présent chapitre de comparer cinq indicateurs spécifiques (voir Tableau 4-1)

Tableau 4-1: Les indicateurs examinés dans le chapitre 4

Indicateur	Relevé, présentation et données de base
Evolution de la puissance économique	- Mesurée sur la base du PIB par habitant et du PIB par type d'espace - En valeurs absolues (2008-2014$_{prov}$) - Données: Comptes nationaux OFS (CN) - Remarque: cet indicateur n'est présenté qu'à la section **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**
Productivité de l'économie	- Mesurée à la part des branches productives dans le mix de branches global - Données: OFS STATENT 2014 - Remarque: cet indicateur n'est présenté qu'à la section 4.2
Evolution de l'emploi	- Mesurée en emplois-équivalents plein temps - Indexée (2001 = 100) - Données: OFS STATENT
Evolution de la population résidante	- Mesurée sur la base de la population résidante permanente à la fin d'une année - Indexée (2000 = 100) - Données: Statistique de la population ESPOP/STATPOP (OFS)
Evolution du revenu	- Mesurée sur la base des revenus de l'impôt fédéral des personnes physiques, par habitant - En valeurs absolues (2006−2008) - Données: AFC (revenu net), statistique de la population OFS ESPOP/STATPOP (nombre d'habitants)

L'encadré de la page ci-après résume les principales connaissances tirées de ce chapitre:

L'essentiel en bref

Comparaison entre les cantons

Niveau: Les cantons qui n'ont ni agglomération ni ville dans leur périmètre ne s'en sortent évidemment pas aussi bien en comparaison intercantonale que les cantons qui ont également des espaces urbains. Il s'agit en général de petits cantons du point de vue de leur population, qui présentent une performance économique d'un niveau plutôt bas en comparaison intercantonale.

Les cantons des trois grandes régions métropolitaines que sont Zurich, Genève et Bâle ainsi que le canton de Zoug s'en sortent très bien au niveau de la densité des actifs (nombre d'actifs en équivalents plein temps par 100 habitants), du PIB par habitant et du revenu net par habitant. On constate en revanche un niveau de développement nettement plus bas dans les cantons de Fribourg, du Valais, de Thurgovie, d'Appenzell Rhodes-Intérieures et d'Uri.

Evolution: On observe une forte dynamique surtout dans les cantons romands de Fribourg et Vaud, ainsi que dans les cantons de Suisse centrale que sont Zoug, Lucerne et Nidwald, où la fiscalité est avantageuse. Les cantons de Glaris et d'Uri présentent en revanche une dynamique très faible. Ils affichent par ailleurs également un niveau initial comparativement bas.

Comparaison selon le type d'espace

Espace rural périphérique: On a vu dans le chapitre 3 que l'espace rural périphérique présentait, pour la plupart des indicateurs, un niveau plus bas que les autres types d'espaces et que son développement était plus faible. La situation et le développement à l'intérieur de l'espace rural périphérique ne sont toutefois nullement uniformes: dans les cantons de Glaris et du Jura ; on observe en effet que le niveau du développement économique de cet espace est en général comparativement élevé. Tandis que les cantons du Jura et du Tessin affichent une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne, les autres cantons considérés ici n'ont pas pu vraiment augmenter leur volume d'occupation. Les retardataires sont les espaces ruraux périphériques du canton des Grisons et, surtout, du canton de Berne. Ces derniers présentent non seulement des valeurs absolues plus basses, mais également un développement faible.

Espace rural périurbain: Ce type d'espace est comparativement dynamique: tous les cantons considérés affichent des taux de croissance de l'emploi et de la population ainsi que des revenus positifs sur le long terme. Dans le canton de Fribourg, on constate des valeurs absolues basses, mais également des tendances positives au niveau du développement. Tandis que l'espace rural périphérique dans le canton de Berne, qui bénéficie pourtant d'une bonne accessibilité, s'en tire moins bien en chiffres absolus et, en particulier, sur le plan du développement.

Centres touristiques alpins: Les centres touristiques alpins du canton de Berne affichent une augmentation des emplois, tandis que la population stagne plus ou moins. On observe le phénomène inverse dans le canton du Valais: l'emploi y a un peu moins progressé, alors que la population a connu une forte croissance. Cela signifie que les centres touristiques alpins se sont plutôt développés comme centres du marché du travail dans le canton de Berne et, dans le canton du Valais, plutôt comme des zones de résidence.

Petites villes et agglomérations: Ce type d'espace est très dynamique: tous les cantons de référence affichent des taux de croissance positifs sur la période considérée, et ce, aussi bien en ce qui concerne l'emploi, la population et le revenu brut par habitant. Ce type d'espace présente certes un mix de branches défavorable dans les cantons du Valais et de Fribourg, mais n'en affichent pas moins une croissance de leur population supérieure à la moyenne. Inversement, les cantons de Neuchâtel et de Saint-Gall, qui disposent d'un mix de branches très productif, affichent une croissance de leur population inférieure à la moyenne.

Résumé: D'une manière générale, on constate de grandes différences cantonales à l'intérieur des mêmes types d'espaces, et ce, aussi bien pour ce qui concerne le mix de branches que le revenu brut par habitant, ou encore l'évolution de l'emploi et de la population. On n'observe pas non plus de tendance constante au niveau des régions linguistiques. Il convient en outre de relever que, tout type d'espace confondu, certains cantons réussissent comparativement mieux, resp. s'en sortent moins bien.

4.1 Comparaison entre les cantons

a) Niveau de la performance économique régionale

Le Tableau 4-2 donne une vue d'ensemble de la situation des 26 cantons pour les indicateurs emploi, PIB par habitant et revenu net. Les cantons sont classés selon la taille de leur population. Les cinq valeurs les plus hautes en comparaison cantonale sont indiquées en vert, les cinq les plus basses le sont en rouge.

Tableau 4-2: Vue d'ensemble de la situation des cantons

Canton	Population 2015, absolu	Actifs (EPT) pour 100 habitants, 2014	PIB par habitant 2014, nominal en CHF	Revenu net par habitant 2013, en CHF
ZH	1'466'424	54	96'411	44'935
BE	1'017'483	47	76'307	34'254
VD	773'407	45	68'084	39'288
AG	653'675	40	61'959	37'812
SG	499'065	47	72'624	33'921
GE	484'736	59	102'113	43'867
LU	398'762	47	65'119	35'035
TI	351'946	53	82'438	36'281
VS	335'696	40	52'532	33'371
FR	307'461	37	58'369	33'328
BL	283'231	41	68'537	42'517
SO	267'429	39	60'533	35'098
TG	266'418	41	65'588	36'821
GR	196'610	51	70'968	35'591
BS	191'817	80	163'632	42'554
NE	178'107	48	83'835	34'299
SZ	154'093	40	58'788	53'369
ZG	122'134	71	150'613	60'503
SH	79'836	45	85'529	35'076
JU	72'782	47	64'606	31'178
AR	54'543	37	56'663	35'457
NW	42'420	43	69'559	47'659
GL	40'028	43	67'379	32'915
OW	37'076	45	64'253	36'042
UR	35'973	38	51'332	30'514
AI	15'974	42	61'067	36'143
CH	**8'327'126**	**48**	**78'619**	**39'988**

Légende: Les cinq valeurs les plus hautes sont soulignées en vert et les cinq valeurs les plus basses le sont en orange.
Source: regiosuisse. Données: OFS STATPOP, OFS STATENT, OFS CN, AFC.

On ne constate certes aucun rapport direct entre la taille d'un canton – mesurée sur la base de sa population résidante – et sa position pour les trois indicateurs. Cela étant, les cantons comparativement «forts» (en vert) ont plutôt tendance à se situer dans les deux tiers supérieurs du tableau, tandis que les cantons qui affichent des résultats moindres si l'on compare les

indicateurs retenus (en orange) ont tendance à se retrouver dans les deux tiers inférieurs du tableau.

Il est frappant de constater que les cantons qui abritent les trois plus grandes régions métropolitaines de Suisse, à savoir **Zurich, Genève et Bâle-Ville**, obtiennent de très bons résultats pour tous les indicateurs examinés. Il est en revanche moins surprenant de constater que Bâle-Ville, en tant qu'aire métropolitaine et canton urbain (avec beaucoup de frontaliers), affiche, avec 163'632 francs, le plus haut PIB par habitant et la plus forte densité d'actifs (80 actifs en équivalents plein temps pour 100 habitants).

Le **canton de Zoug** joue lui aussi le rôle de locomotive de la Suisse centrale, puisqu'il figure dans le Top 5 pour l'emploi et le PIB par habitant. La comparaison montre également que le revenu net n'est nulle part plus élevé que dans le canton de Zoug, où la fiscalité est avantageuse et où les personnes physiques paient nettement moins d'impôts qu'un contribuable moyen dans d'autres cantons[70].

D'un autre côté, le **canton d'Uri** occupe le dernier rang pour les indicateurs retenus (PIB par habitant et revenu net). La population et l'emploi connaissent également une croissance inférieure à la moyenne dans ce canton (voir Tableau 4-3). En outre, les **cantons du Valais, de Thurgovie, d'Appenzell Rhodes-Intérieures, d'Obwald et d'Uri** affichent également des valeurs absolues relativement faibles pour plusieurs indicateurs.

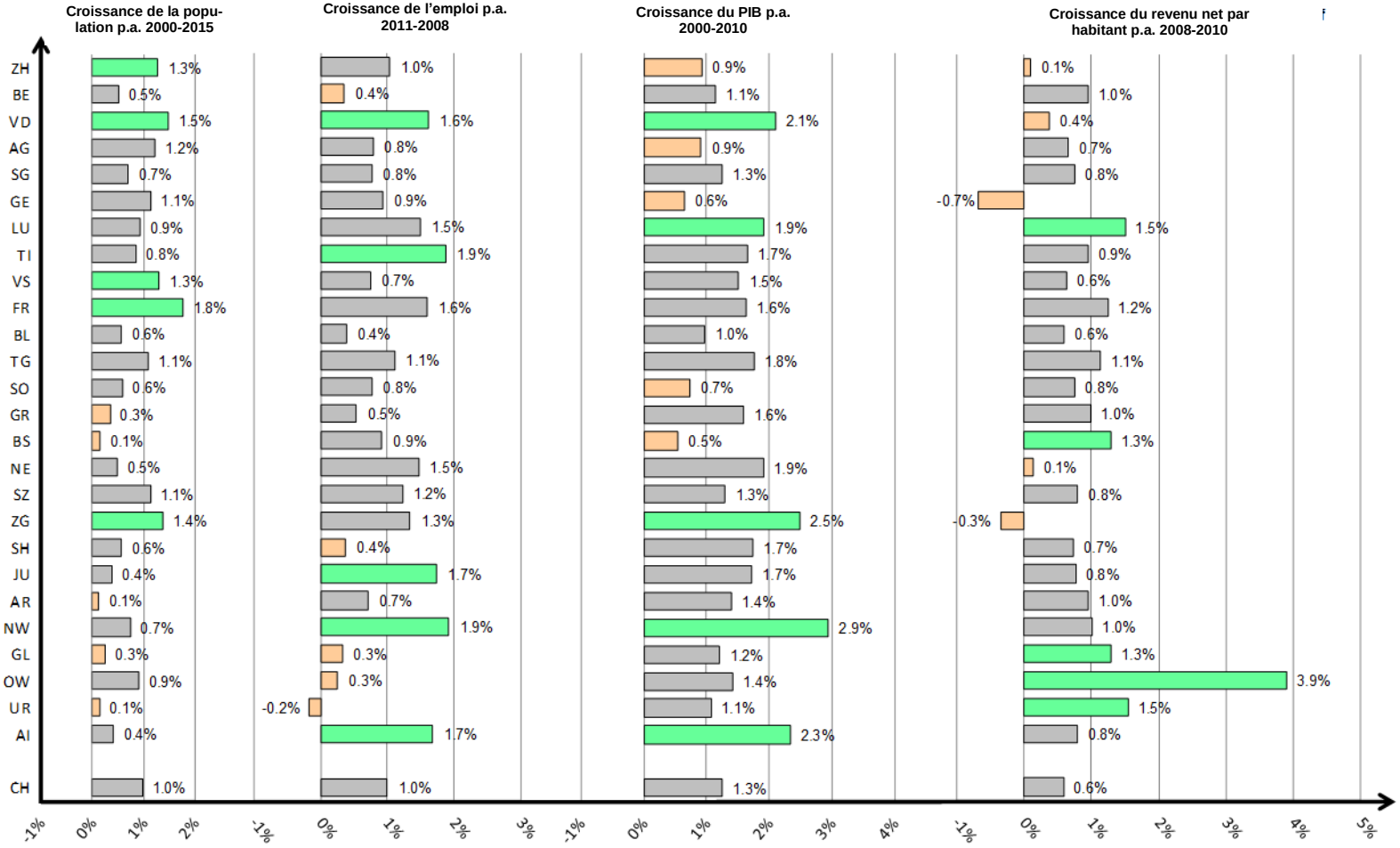
b) Evolution de la performance économique régionale

Comment se présentent la dynamique et/ou les tendances d'évolution des cantons? Comme on peut le constater à la lecture du graphique, les cantons plutôt faibles du point de vue de l'économie et du revenu affichent des tendances tout à fait différentes.

Tableau 4- montre l'évolution moyenne des cantons par année au cours des dernières années.

[70] Voir Credit Suisse Economic Research (2016): Swiss Issues Regionen. Wohnen, Pendeln, Krippe: Wo lebt sich's am günstigsten? Verfügbare Einkommen 2016.

Tableau 4-3: Vue d'ensemble de l'évolution des cantons



Légende: Les cinq valeurs les plus élevées sont soulignées en vert et les cinq valeurs les plus basses le sont en orange.
Source: regiosuisse. Données: OFS ESPOP/STATPOP, OFS STATENT, OFS CN, AFC.

La comparaison nous permet de constater rapidement la situation suivante: les cantons de Suisse centrale que sont **Zoug, Obwald et Schwyz**, cantons où la fiscalité est avantageuse, ont connu un développement très favorable au cours de la dernière décennie. L'emploi, le PIB et le revenu ont connu une forte augmentation, supérieure à la moyenne. Ceci explique pourquoi le revenu net par habitant a fortement augmenté en Suisse centrale, bien qu'il faille également tenir compte de l'arrivée de personnes fortunées. Le canton de Lucerne a enregistré une croissance de 1.5% par année et le canton d'Obwald même 3.9% en moyenne par année. En revanche, le revenu net par habitant a diminué de 0.3% par année dans le canton de Zoug (entre 2008 et 2013). Etant donné que le canton a enregistré parallèlement une croissance de son PIB, cette diminution du revenu s'explique certainement par le départ de personnes fortunées. A Schwyz et Zoug, la population a également connu une croissance nettement supérieure à la moyenne. En comparaison cantonale, Zoug occupe donc même le troisième rang pour ce qui est de la croissance de la population. Une évolution positive, qui vient renforcer la situation du canton qui était déjà très bonne (voir Tableau 4-2).

Les cantons romands de **Vaud et de Fribourg** affichent un remarquable dynamisme. Ils occupent par exemple la 5e et 6e places pour ce qui est de la croissance de l'emploi. La croissance de la population est également supérieure à la moyenne dans les deux cantons (rangs 1 et 2). Le canton de Vaud figure par ailleurs parmi les cinq cantons qui affichent la plus forte croissance du PIB.

L'évolution qu'a connue le canton **d'Appenzell Rhodes-Intérieures** est également intéressante. Ce dernier occupe en effet la troisième place pour ce qui est de la croissance annuelle du PIB et de l'emploi. En revanche, pour ce qui concerne la croissance de la population, le canton occupe la 20e place, soit l'un des derniers rangs. Etant donné que la croissance du PIB dépasse celle de l'emploi, on peut conclure que les entreprises existantes ont pu augmenter la productivité du travail davantage que la moyenne.

Il convient également de relever l'évolution du **canton de Zurich**. Tandis que la population a fortement augmenté (Top 5), la croissance moyenne du PIB par année est l'une des plus basses de la Suisse. Ceci peut notamment s'expliquer par la très bonne situation de départ, que nous pouvons constater à la lecture du Tableau 4-2. On observe des tendances similaires dans les cantons de Bâle-Ville et de Genève, qui affichent un PIB par habitant encore plus élevé en chiffres absolus. Ces deux cantons avaient également enregistré une croissance du PIB relativement faible ces 6 dernières années.

La comparaison montre en outre quels cantons présentent une dynamique relativement faible: on remarquera ici en particulier les cantons de Glaris et d'Uri, qui affichent une évolution inférieure à la moyenne pour les trois premiers indicateurs, sur les quatre retenus. La croissance de l'emploi a même (légèrement) diminué à Uri. La faible croissance des deux cantons est problématique dans la mesure où ils présentent également un niveau initial comparativement bas (voir Tableau 4-2). Relevons néanmoins un aspect positif, à savoir l'évolution du revenu, critère selon lequel les deux cantons se classent parmi les cinq meilleurs.

Les chiffres relatifs au **canton du Tessin** reflètent la problématique des frontaliers: la croissance comparativement forte de l'emploi se double d'une faible croissance de la population.

En comparaison intercantonale:

- Les cantons sans agglomération ni ville dans leur périmètre ne peuvent pas tenir la comparaison avec les cantons qui comptent des régions urbaines.
- En conséquence: les cantons qui affichent des valeurs plutôt inférieures à la moyenne peuvent tout à fait bien s'en tirer si l'on compare les types d'espaces (voir par exemple le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures à la section 4.2b).
- Ce sont surtout les petits cantons à faible population qui affichent un niveau plutôt bas en comparaison intercantonale.
- Les cantons où se trouvent les trois grandes régions métropolitaines que sont Zurich, Genève et Bâle, ainsi que le canton de Zoug, obtiennent, en comparaison absolue, de très bons résultats pour ce qui est de la densité des actifs, du PIB par habitant et du revenu de la population.
- Le niveau de développement des cantons de Fribourg, du Valais, de Thurgovie, d'Appenzell Rhodes-Intérieures et d'Uri est nettement moins élevé.
- On observe une très forte dynamique surtout dans les cantons romands de Genève et Vaud, ainsi que dans les cantons de Suisse centrale Zoug, Schwyz et Obwald.
- Les cantons de Glaris et d'Uri affichent une dynamique faible. Tous deux se classent parmi les cinq derniers pour trois des quatre indicateurs comparés. En outre, leur point de départ est lui aussi comparativement plus bas.

4.2 Les types d'espaces en comparaison cantonale

Nous avons vu au chapitre 3 que les cinq différents types d'espaces de la Suisse évoluaient de manière très différente. Ce constat confirme les attentes.

Mais comment l'évolution des mêmes types d'espaces se distingue-t-elle dans les différents cantons de Suisse? Y a-t-il de grandes différences ou au contraire le tableau est-il comparativement homogène? La présente section aborde ces questions en détail. **On présentera ici à chaque fois les aires qui appartiennent à la catégorie des cantons où une part importante de la population réside dans un type d'espace spécifique.** Ne seront donc mentionnés que les cantons où le type d'espace concerné joue un rôle pertinent.

Les données concernant le monitoring des régions contiennent également les chiffres de tous les cantons, donc également des cantons qui ne sont pas présentés dans les pages qui suivent.

Important: la ligne noire en traitillé montre dans les graphiques ci-après l'évolution «moyenne» de chaque type d'espace considéré pour l'ensemble de la Suisse (et non pas l'évolution de l'ensemble de la Suisse).

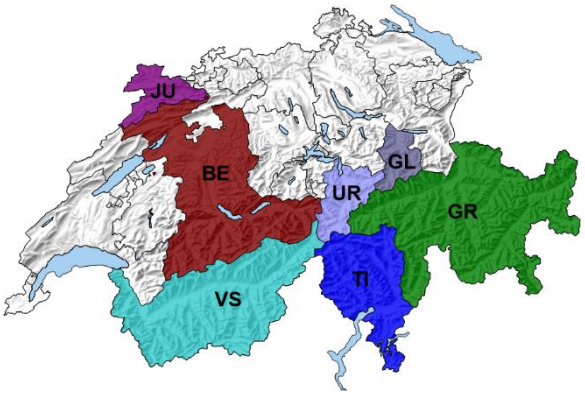
La croissance de l'emploi ne peut être comparée que pour la période 2011-2014, et ce, en raison du changement de méthode de recensement des entreprises pour la statistique structurelle des entreprises (STATENT) mentionné à la section 3.1[71].

On renoncera ici à analyser les régions métropolitaines, étant donné que ces régions ne se situent pas dans le périmètre NPR.

[71] Les données des années 2001 à 2008 se basent sur les résultats des recensements des entreprises réalisés par l'OFS, tandis que les données 2011 reposent sur les résultats provisoires de la statistique des entreprises OFS (STATENT) 2011 publiés en novembre 2013. La statistique STATENT remplace le recensement des entreprises réalisé pour la dernière fois en 2008 et se base désormais sur les données des registres (registres des caisses de compensation AVS/AI/APG et registre des entreprises de l'OFS). Le recensement annuel STATENT informe sur les entreprises et les actifs qui sont assujettis à l'AVS (salariés et indépendants dont le revenu annuel se monte à 2'300 CHF au minimum).

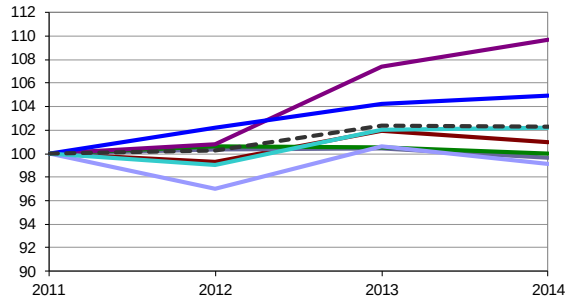
a) Evolution par canton dans l'espace rural périphérique

Cantons considérés



Source: regiosuisse. Base cartographique: © OFS, ThemaKart (2016).

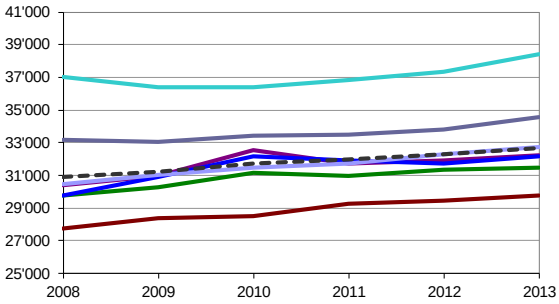
Croissance de l'emploi



Evolution indexée de l'emploi (EPT) 2011-2014 (2001=100).

Source: regiosuisse. Données: OFS.

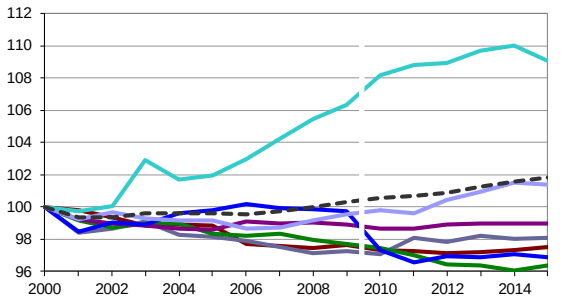
Revenu net par habitant



Revenu net des personnes physiques par habitant (en CHF) 2008-2013.

Source: regiosuisse. Données: AFC, OFS.

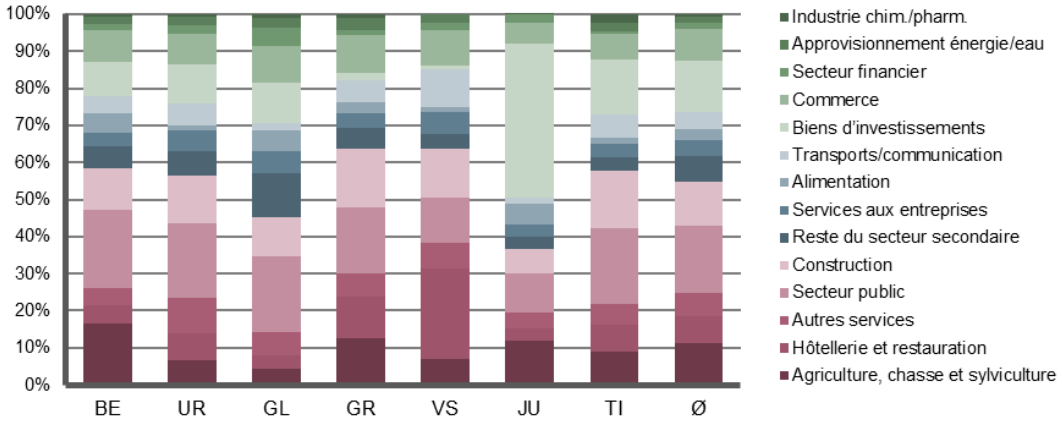
Croissance de la population



Evolution indexée de la population (2000=100) 2000-2015.[72]

Source: regiosuisse. Données: OFS.

Mix de branches



Mix de branches (part des emplois en équivalents plein temps dans le total des emplois en %), réparti selon la productivité des branches (niveau national), 2014.

Source: regiosuisse. Données: OFS.

[72] Dans le Graphique «Croissance de la population» ont été présentées les données ESPOP jusqu'en 2009, ainsi que les données STATPOP à partir de 2010. A partir de 2010: nouvelle définition de la population résidante, qui comprend en sus les personnes dans le processus d'asile, totalisant une durée de séjour en Suisse de 12 moins au moins. Le ralentissement du canton du Tessin que l'on constate ici peut s'expliquer par ce changement de méthode.

L'espace rural périphérique en bref

Part des places de travail (2014): 3.1%

Part de la population de la Suisse (2015): 3.9%

Cette section décrit l'évolution de l'espace rural périphérique dans les cantons sélectionnés. L'analyse du niveau et de l'évolution des cinq indicateurs retenus ici permet d'observer des différences importantes entre les cantons, comme le montre la matrice ci-dessous (l'estimation donne seulement ici une vue d'ensemble et est très simplifiée):

	Niveau		Croissance	
	Mix de branches productif	Revenu net par habitant	Emploi (2011-2014)	Population
GL	4	4	0	0
UR	2	2	0	2
JU	4	2	4	0
TI	2	2	4	0
GR	0	2	0	0
BE	2	0	0	0
VS	0	4	2	4

Légende

0 = bas

2 = moyen

4 = haut

On constate que, pour ce type d'espace, le **canton de Glaris** dispose d'un mix de branches comparativement productif, tandis que sa situation sur le plan de l'emploi a connu un développement inférieur à la moyenne. L'évolution de la population est certes en baisse dans l'espace rural périphérique de tous les cantons. Il est néanmoins étonnant de constater que c'est l'espace rural périphérique du canton de Glaris, comparativement fort sur le plan économique, qui est particulièrement touché par ce phénomène.

Le **canton d'Uri** dispose d'un mix de branches productif supérieur à la moyenne. Comparée aux 6 cantons restants, la croissance de l'emploi dans ce canton est la plus faible. En revanche, la croissance économique et le revenu net par habitant se situent dans la moyenne.

Les évaluations montrent par ailleurs les efforts consentis dans le **canton du Jura** pour combler le retard de l'espace rural périphérique (voir en particulier le graphique «Croissance de l'emploi»). Ce canton dispose en outre du mix de branches de loin le plus productif, dont la branche des biens d'équipement se taille manifestement la part du lion. L'espace rural du canton du Jura est comparativement petit et se situe exclusivement dans la région MS 106 (Porrentruy et une partie des Franches-Montagnes). La forte croissance relevée vient donc de cette région. Le revenu correspond à peu près à la moyenne. La population a également tendance à diminuer dans le canton; cette évolution est cependant moins marquée que dans l'espace rural périphérique de la plupart des autres cantons.

L'espace rural périphérique dans le **canton du Tessin** dispose d'un mix de branches dont la productivité se situe dans la moyenne. La croissance de l'emploi est supérieure à la moyenne, ce qui pourrait notamment s'expliquer par le nombre croissant de frontaliers. Le revenu net par habitant se situe dans la moyenne suisse. Il convient de relever par ailleurs le net ralentissement de la croissance de la population entre 2009 et 2012, ralentissement qui pourrait toutefois également s'expliquer par le changement opéré dans le relevé statistique (voir note 72).

L'espace rural périphérique dans le **canton des Grisons** dispose d'un mix de branches dont la productivité est inférieure à la moyenne, ce qui s'explique en particulier par les parts importantes qu'occupent les branches «agriculture et sylviculture» et «hébergement et restauration». Sur le plan du revenu net, le canton se situe juste en dessous de la moyenne. En outre, l'évolution des places de travail et de la population se situe clairement en dessous de la moyenne. C'est en particulier l'évolution de la population pour ce type d'espace qui est relativement faible en comparaison cantonale. La population du canton des Grisons dépend d'abord de son évolution naturelle (contrairement aux effets migratoires)[73], ce qui explique, à tout le moins en partie, la faible valeur enregistrée.

L'espace rural périphérique du **canton de Berne** dispose d'un mix de branches supérieur à la moyenne. Il affiche en outre une évolution de l'emploi et de la population inférieure à la moyenne. Le canton de Berne occupe la dernière place pour ce qui est du revenu net par habitant, ce qui pourrait s'expliquer en particulier par la part prépondérante qu'y occupe la branche «agriculture et sylviculture».

Dans le canton du Valais, l'espace rural périphérique dispose d'un mix de branches également faible, à l'instar du canton des Grisons, bien que la part qu'occupe la branche «hébergement» y soit nettement plus importante. L'évolution de l'emploi s'inscrit dans la moyenne suisse pour ce type d'espace. La population a fortement augmenté durant la période 2000-2014 (+10%), bien qu'il faille relever un léger recul en 2015. L'espace périphérique du canton du Valais figure également en tête de peloton pour ce qui est du revenu net par habitant, le niveau et l'évolution étant supérieurs à la moyenne.

En comparaison cantonale, on constate ce qui suit pour l'espace rural périphérique:

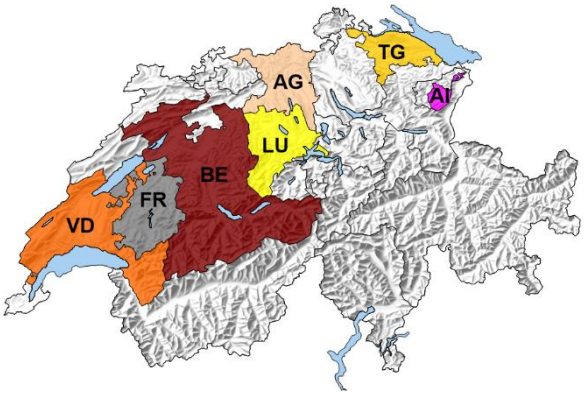
- Les cantons de Glaris et du Jura disposent d'un mix de branches comparativement productif, tandis que les cantons du Valais et des Grisons ont un mix de branches dont la productivité se situe en dessous de la moyenne.
- Durant la période 2011-2014, l'emploi a augmenté plus que la moyenne uniquement dans les cantons du Jura (nette augmentation) et du Tessin. Les autres cantons examinés ici n'ont pas vraiment été en mesure d'augmenter le volume de l'emploi dans leur espace rural périphérique respectif.
- La population a, dans ce type d'espace, diminué dans tous les cantons, à l'exception des cantons du Valais (nette augmentation) et d'Uri, même si l'on constate des différences dans l'intensité. C'est

[73] Ibid.

l'espace rural périphérique des cantons du Tessin, des Grisons et de Berne où la diminution est la plus sensible.

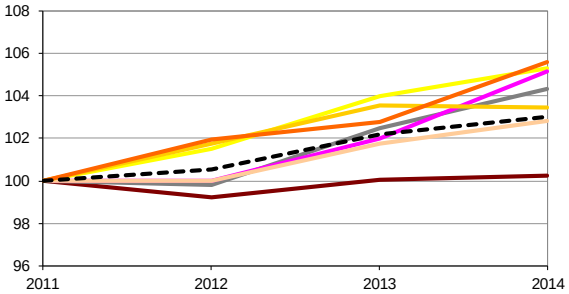
b) Evolution dans l'espace rural périurbain

Cantons considérés



Source: regiosuisse. Base cartographique: © OFS, ThemaKart (2016).

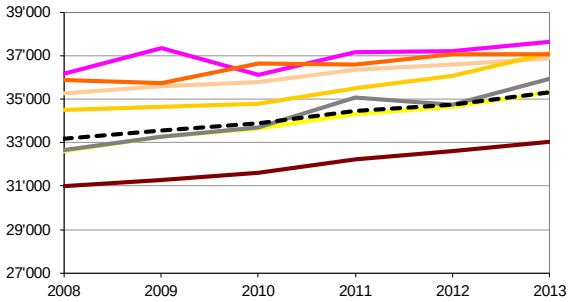
Croissance de l'emploi



Evolution indexée de l'emploi (EPT) 2011-2014 (2001=100).

Source: regiosuisse. Données: OFS.

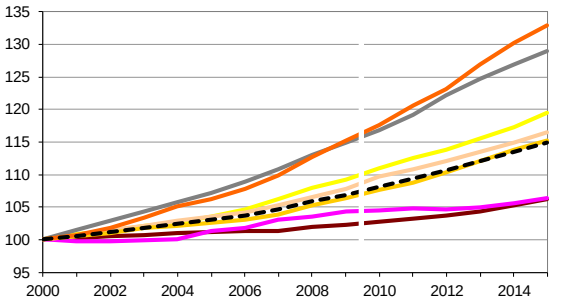
Revenu net par habitant



Revenu net des personnes physiques par habitant (en CHF) 2008-2013.

Source: regiosuisse. Données: AFC, OFS.

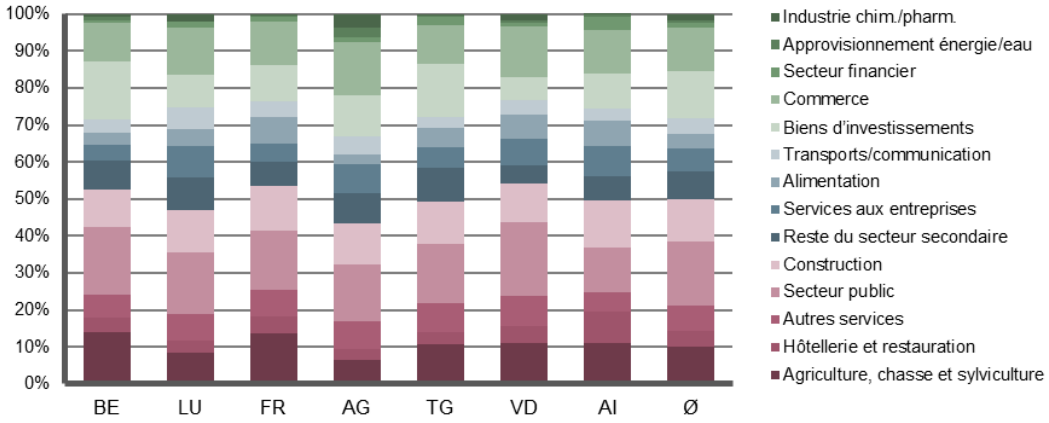
Croissance de la population



Evolution indexée de la population (2000=100) 2000-2015.

Source: regiosuisse. Données: OFS.

Mix de branches



Mix de branches (part des emplois en équivalents plein temps dans le total des emplois en %), réparti selon la productivité des branches (niveau national), 2014.

Source: regiosuisse. Données: OFS.

L'espace rural périurbain en bref:

Part des places de travail (2014): 14.5%

Part de la population de la Suisse (2015): 21.3%

Cette section décrit l'évolution dans l'espace rural périurbain pour certains cantons. De vastes parties du Plateau suisse relèvent de ce type d'espace (voir Graphique 2-3). L'analyse par canton montre à nouveau de grandes différences entre les cantons:

	Niveau		Croissance	
	Mix de branches productif	Revenu net par habitant	Emploi (2011-2014)	Population
AI	2	4	4	0
LU	4	2	4	2
AG	4	4	2	2
VD	0	4	4	4
TG	2	4	2	2
BE	0	0	0	0
FR	0	2	4	4

Légende

0 = bas

2 = moyen

4 = haut

Le **canton de Lucerne** dispose pour ce type d'espace d'un mix de branches comparativement productif; il obtient également de très bonnes valeurs pour ce qui est de l'emploi. Par ailleurs, ce canton se situe dans la moyenne pour ce qui est de la croissance de la population et du revenu net par habitant.

Le **canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures**, qui se situe globalement dans ce type d'espace, dispose d'un mix de branches dont la productivité évolue dans la moyenne. Il est intéressant de relever que le revenu net par habitant et la croissance de l'emploi y sont comparativement élevés. L'évolution de la population est certes positive, mais néanmoins nettement inférieure à la moyenne. Appenzell Rhodes-Intérieures montre que même des cantons qui sont plutôt faibles en comparaison intercantonale (voir Tableau 4-2) peuvent tout à fait afficher une bonne performance si l'on compare les types d'espaces.

Les espaces ruraux périurbains du **canton d'Argovie** disposent d'un mix de branches très productif. Pour ce canton, sa proximité avec Zurich est décisive. Etant donné les loyers élevés pratiqués à Zurich, de nombreuses branches qui utilisent beaucoup d'espace ont quitté le centre et ses environs. Certaines de ces entreprises ont pu s'installer avec succès dans des zones périurbaines et périphériques du canton d'Argovie[74]. Le revenu net par habitant dans le

[74] Voir Dietzi Thomas (2008): Zürich/Aargau: Erfolgreiche Finanzmetropole mit exzellenten Standortbedingungen.

type d'espace rural périurbain du canton d'Argovie est supérieur à la moyenne, tandis que la croissance de l'emploi et de la population se situe dans la moyenne. La bonne situation de départ dont dispose le canton pour ce qui est du mix de branches n'entraîne donc pas «automatiquement» une évolution dynamique de l'emploi.

L'espace rural périurbain du **canton de Vaud** présente une situation de départ moins favorable que la moyenne pour ce qui est du mix de branches. Il peut en revanche se prévaloir de la croissance de la population la plus élevée (espace d'habitat attractif) ainsi que d'une croissance de l'emploi et un revenu par habitant supérieurs à la moyenne.

Le **canton de Thurgovie** passe relativement «inaperçu» en comparaison cantonale pour ce qui est de ce type d'espace. Il dispose d'un mix de branches qui se situe dans la moyenne, et la croissance de l'emploi, resp. de la population, se situe dans la moyenne du type d'espace rural périurbain. Seul le revenu net par habitant enregistré dans le canton présente une performance supérieure à la moyenne.

Le **canton de Fribourg** dispose d'un mix de branches aussi faible que le canton de Vaud, bien qu'il faille préciser que la part qu'occupe la branche «agriculture et sylviculture» y est clairement plus importante. Tout comme le canton de Vaud, Fribourg peut également se prévaloir d'une forte croissance de la population et de l'emploi, ce qui – malgré des valeurs absolues faibles (voir Tableau 4-2) – peut être considéré comme le signe d'une évolution positive. Le revenu net par habitant correspond grosso modo à la moyenne suisse pour l'espace rural périurbain.

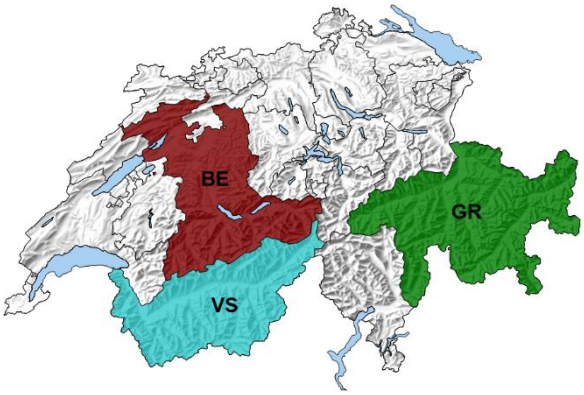
L'évolution pour ce type d'espace est en revanche moins positive dans le **canton de Berne**: celui-ci affiche en effet non seulement des valeurs basses à très basses, mais également une croissance comparativement faible pour tous les indicateurs de développement.

En comparaison cantonale, on constate ce qui suit pour l'espace rural périurbain:

- Le type d'espace est comparativement dynamique: tous les cantons comparés affichent des taux de croissance positifs à long terme, que ce soit au niveau de l'emploi, de la population et du revenu. Cette performance positive, qui se maintient sur la durée, ne s'observe par ailleurs plus que dans les agglomérations et les autres communes urbaines.
- Les cantons de Lucerne et d'Argovie disposent d'un mix de branches comparativement productif, tandis que les cantons de Vaud, de Fribourg et de Berne se situent en dessous de la moyenne dans ce domaine. Ceci ne signifie toutefois pas automatiquement que l'évolution y est elle aussi moins favorable, comme l'illustre la croissance de l'emploi supérieure à la moyenne constatée dans les cantons de Vaud et de Fribourg. Et l'inverse est également vrai.
- L'emploi dans ce type d'espace a augmenté dans tous les cantons considérés ici (jusqu'à +5.6%), bien qu'il faille noter que le canton de Berne détone quelque peu ici, puisqu'il affiche une croissance quasi nulle dans ce domaine.

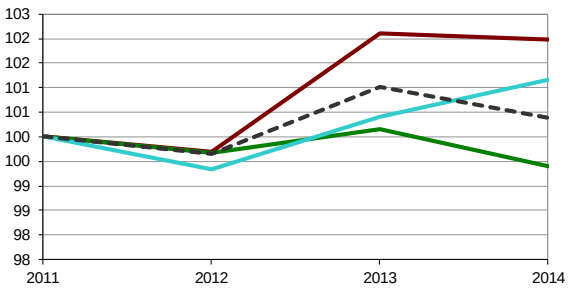
c) Centres touristiques alpins

Cantons considérés



Source: regiosuisse. Base cartographique: © OFS, ThemaKart (2016).

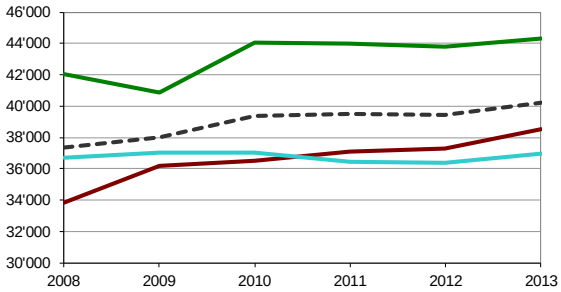
Croissance de l'emploi



Evolution indexée de l'emploi (EPT) 2011-2014 (2001=100).

Source: regiosuisse. Données: OFS.

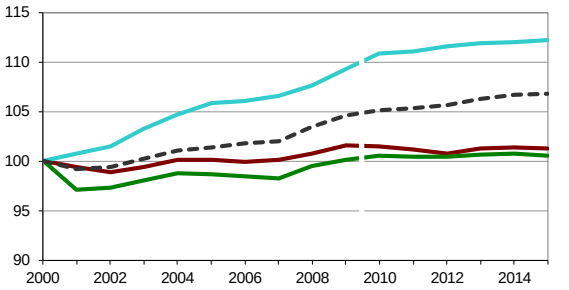
Revenu net par habitant



Revenu net des personnes physiques par habitant (en CHF) 2008-2013.

Source: regiosuisse. Données: AFC, OFS.

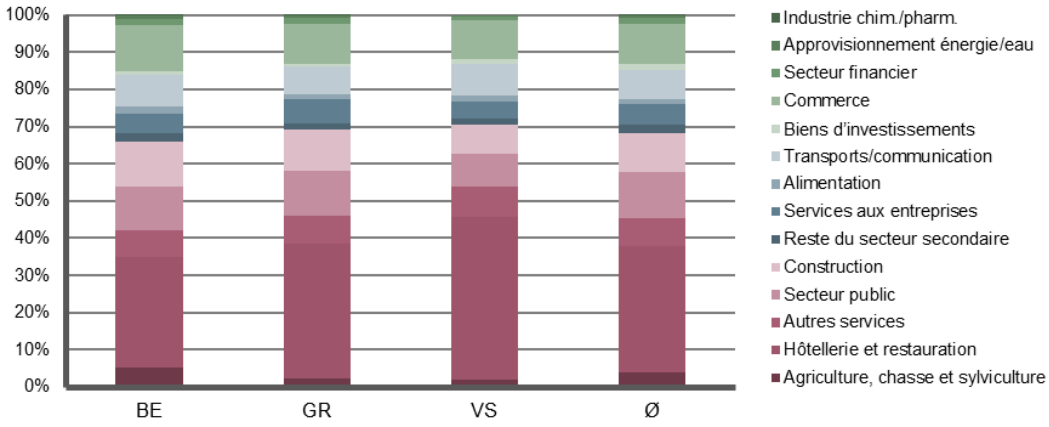
Croissance de la population



Evolution indexée de la population (2000=100) 2000-2015.

Source: regiosuisse. Données: OFS.

Mix de branches



Mix de branches (part des emplois en équivalents plein temps dans le total des emplois en %), réparti selon la productivité des branches (niveau national), 2014.

Source: regiosuisse. Données: OFS.

Les centres touristiques alpins en bref

Part des places de travail (2014): 1.8%

Part de la population de la Suisse (2015): 1.4%

Cette section examine l'évolution des indicateurs sélectionnés pour les centres touristiques alpins de la Suisse. La matrice ci-dessous montre de manière simplifiée l'évolution présentée dans le graphique ci-dessus.

	Niveau		Croissance	
	Mix de branches productif	Revenu net par habitant	Emploi (2011-2014)	Population
GR	2	4	0	0
BE	4	0	4	0
VS	0	0	2	4

Légende

0 = bas

2 = moyen

4 = haut

Les centres touristiques alpins dans le **canton des Grisons** définissent quasiment le mix de branches moyen du type d'espace considéré. Le revenu net par habitant se situe nettement au-dessus de la moyenne, tandis que le canton s'en tire nettement moins bien pour ce qui est de la croissance de l'emploi et de la population.

L'étude Benchmarking du tourisme réalisée par BAK Basel Economics en 2016 corrobore nos conclusions concernant le développement plus marqué des destinations touristiques des cantons de Berne et du Valais par rapport au canton des Grisons. Pour ce qui est de l'évolution du nombre de nuitées (hôtellerie), les Grisons s'en tirent par exemple moins bien que le Valais et l'Oberland bernois. Le même constat s'impose pour l'occupation des lits et son évolution dans les années 2010-2014[75]. La performance des diverses destinations grisonnes n'est toutefois nullement homogène, comme l'a montré l'étude Benchmarking du tourisme de BAK Basel Economics réalisée en 2006[76].

Les centres touristiques alpins du **canton du Valais** disposent d'un mix de branches comparativement moins productif que la moyenne, étant donné que la branche «hébergement et restauration» y est encore plus présente que dans les deux cantons comparés. L'évolution de l'emploi se situe dans la moyenne, tandis que la population connaît une forte croissance. La population des centres touristiques alpins du canton du Valais a augmenté de quelque 12%

[75] Voir BAK Basel Economics (2016): Benchmarking du tourisme – Le secteur suisse du tourisme en comparaison internationale. Rapport de synthèse du «Programme de benchmarking international du tourisme suisse: étape de projet 2014-2015».

[76] Les deux destinations grisonnes Scuol et St-Moritz-Pontresina s'en tirent particulièrement bien. Les destinations Samnaun, Arosa, Lenzerheide-Valbella, Davos-Klosters et Flims-Laax se situent en revanche dans la moyenne dans le benchmarking du tourisme. Disentis-Sedrun affiche même une performance inférieure à la moyenne (Voir BAK Basel Economics (2006): l'étude Benchmarking du tourisme pour les Grisons).

entre 2000 et 2014. On peut en conclure que les centres touristiques alpins de ce canton se développent également, à tout le moins en partie, en tant que régions résidentielles. Voilà qui est surprenant dans la mesure où les centres touristiques alpins des cantons comparés n'affichent pratiquement pas de croissance de leur population. Le revenu net par habitant en Valais est inférieur à la moyenne dans les centres touristiques alpins. Une étude de benchmarking du tourisme pour le canton du Valais, étude réalisée en 2008, montre que l'évolution des centres touristiques alpins dans le canton varie considérablement d'un endroit à l'autre, les destinations affichant des performances différentes durant la saison hivernale et la saison estivale[77].

Le mix de branches le plus productif est celui dont disposent les centres touristiques alpins du **canton de Berne**. Selon l'étude de benchmarking du tourisme BAK Basel Economics déjà mentionnée, le nombre des nuitées (hôtellerie) entre 2000 et 2014 a connu une évolution légèrement positive uniquement dans l'Oberland bernois, tandis qu'il a diminué dans les régions touristiques du Valais et des Grisons. En outre, seul l'Oberland bernois a conservé le même niveau d'occupation des lits (hôtellerie), et ce, même au niveau le plus élevé des trois régions comparées[78].

Les chiffres concernant la population étaient en recul jusqu'aux premières années du nouveau millénaire; ils se sont toutefois stabilisés depuis. On peut néanmoins conclure de ces chiffres que les centres touristiques alpins du canton de Berne se développent en régions de travail plutôt qu'en régions de résidence, contrairement au Valais. Dans le canton de Berne, le revenu net par habitant se situe certes en dessous de la moyenne suisse, mais il s'est toutefois amélioré peu à peu et a même dépassé entretemps celui enregistré dans le canton du Valais.

En comparaison cantonale, on constate ce qui suit concernant les centres touristiques alpins:

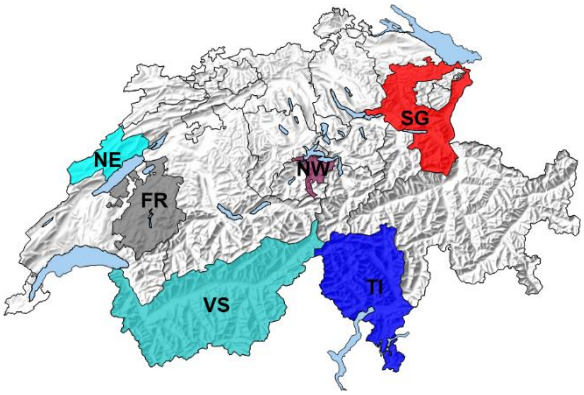
- Les centres touristiques alpins du canton de Berne affichent une hausse des emplois, tandis que la population stagne plus ou moins.
- On observe le phénomène inverse dans le canton du Valais où l'emploi a un peu moins augmenté, alors que la population a connu une très forte croissance.
- Cela signifie que les centres touristiques alpins du canton de Berne se sont plutôt développés comme centres du marché du travail et plutôt comme zones de résidence dans le canton du Valais.
- Le revenu net par habitant dans le canton de Berne est certes inférieur à la moyenne suisse, mais il a connu une amélioration au fil du temps et a même dépassé entretemps celui enregistré dans le canton du Valais. Le canton des Grisons affiche encore et toujours le revenu par habitant le plus élevé.

[77] Dans le canton du Valais, quatre destinations sont extrêmement performantes en hiver (prix et taux d'occupation élevés): Ovronnaz, Zermatt, Verbier et Saas-Fee. A l'exception d'Ovronnaz, ces destinations bénéficient en particulier de leur renommée internationale. En été, les quatre destinations valaisannes que sont Ovronnaz, Brig-Brigerbad, Zermatt et Loèche-les-Bains sont très performantes (destinations avec bains thermaux et Zermatt avec le Cervin). Selon l'étude, les autres destinations valaisannes ont des difficultés en été à exploiter leurs capacités à conserver leurs parts de marché (voir BAK Basel Economics (2008d): Erfolg und Wettbewerbsfähigkeit der Walliser Tourismuswirtschaft).

[78] Voir BAK Basel Economics (2016): Tourismus Benchmarking – die Schweizer Tourismuswirtschaft im internationalen Vergleich. Schlussbericht zum «Internationalen Benchmarking Programm für den Schweizer Tourismus. Update 2014-2015».

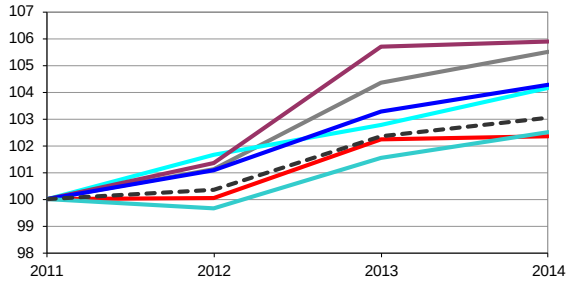
d) Evolution des agglomérations et des autres communes urbaines

Cantons considérés



Source: regiosuisse. Base cartographique: © OFS, ThemaKart (2016).

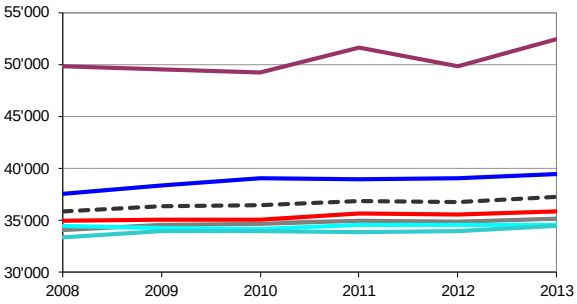
Croissance de l'emploi



Evolution indexée de l'emploi (EPT) 2011-2014 (2001=100).

Source: regiosuisse. Données: OFS.

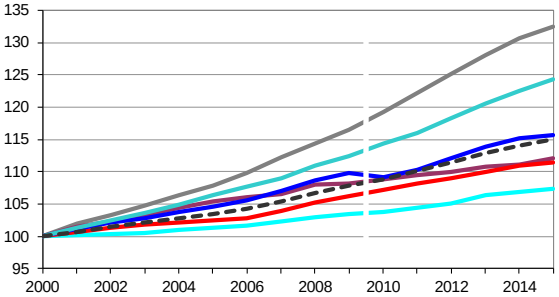
Revenu net par habitant



Revenu net des personnes physiques par habitant (en CHF) 2008-2013.

Source: regiosuisse. Données: AFC, OFS.

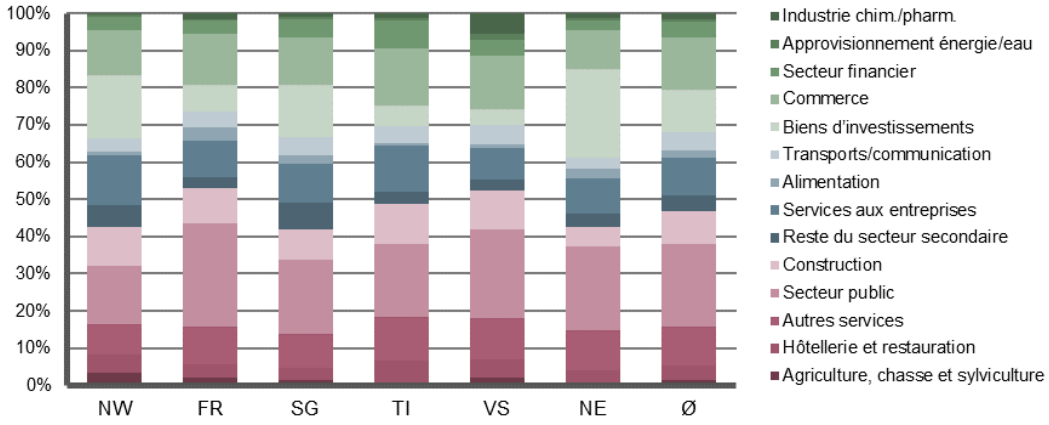
Croissance de la population



Evolution indexée de la population (2000=100) 2000-2015.

Source: regiosuisse. Données: OFS.

Mix de branches



Mix de branches (part des emplois en équivalents plein temps dans le total des emplois en %), réparti selon la productivité des branches (niveau national), 2014

Source: regiosuisse. Données: OFS.

Les agglomérations et autres communes urbaines, en bref

Part des places de travail (2014): 26.0%

Part de la population de la Suisse (2015): 25.7%

Cette section examine l'évolution des indicateurs sélectionnés au sein des **agglomérations et des autres communes urbaines** (sans les régions métropolitaines), par canton. La matrice ci-dessous montre de manière simplifiée l'évolution présentée plus haut.

	Niveau		Croissance	
	Mix de branches productif	Revenu net par habitant	Emploi (2011-2014)	Population
NE	4	0	2	0
TI	2	2	2	2
SG	4	0	0	2
NW	2	4	4	2
FR	0	0	4	4
VS	0	0	0	4

Légende

0 = bas

2 = moyen

4 = haut

Les agglomérations et les autres communes urbaines du **canton de Neuchâtel** disposaient en 2014, avec le canton de Saint-Gall, du mix de branches le plus attractif, mesuré à la productivité des différentes branches au niveau suisse. La croissance de l'emploi se situe également légèrement au-dessus de la moyenne du type d'espace considéré. En revanche, la population croît nettement moins rapidement que dans les cantons de référence et elle dispose d'un revenu net par habitant inférieur à la moyenne.

Le **canton du Tessin** dispose dans ses agglomérations et communes urbaines d'un mix de branches dont la productivité se situe dans la moyenne: d'une part, le canton dispose d'une part relativement importante de branches à faible valeur ajoutée comme la «construction» et l'«hébergement et la restauration», d'autre part, le canton a également un secteur financier à forte valeur ajoutée[79]. Tandis que l'évolution de la population se situe dans la moyenne, la croissance de l'emploi et le revenu net de la population locale se situent légèrement en dessus de la moyenne de ce type d'espace.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les agglomérations et les autres communes urbaines du **canton de Saint-Gall** disposent d'un mix de branches dont la productivité est supérieure à la

[79] Voir BAK Basel Economics (2008): Lo sviluppo della produttività nell'economia ticinese; Hunziker Christian und Schriber Martina (2008): Südschweiz – Tourismushochburg und vieles mehr.

moyenne. Aussi bien le revenu net par habitant que l'évolution de l'emploi et la croissance de la population se situent dans l'ensemble nettement ou légèrement en dessous de la moyenne.

Les agglomérations et les autres communes urbaines du **canton de Nidwald** disposent certes d'un mix de branches moyennement productif, mais il affiche la croissance de l'emploi la plus forte et occupe clairement la tête du classement pour ce qui est du revenu net par habitant. Concernant la croissance de la population, Nidwald se situe dans la partie inférieure de la fourchette intermédiaire.

Le **canton de Fribourg** dispose, avec le canton du Valais, du mix de branches le plus faible dans le type d'espace considéré. En revanche, il affiche la croissance de population incontestablement la plus forte (plus de 30% depuis 2000) ainsi qu'une croissance de l'emploi supérieur à la moyenne. Le fait que, malgré cet écart entre l'évolution de l'emploi et de la population, le revenu ne soit que légèrement inférieur à la moyenne s'explique par le nombre élevé de personnes qui vont travailler dans les cantons voisins de Vaud et de Berne. *Globalement*, le canton de Fribourg affiche un solde pendulaire comparativement très négatif[80].

Les agglomérations et les autres communes urbaines du **canton du Valais** ne marquent des points qu'au niveau de la croissance de la population, laquelle est nettement au-dessus de la moyenne du type d'espace considéré. En contrepartie, le mix de branches, l'évolution de la population et le revenu net par habitant se situent en dessous de la moyenne.

En comparaison cantonale, on constate ce qui suit concernant les agglomérations et les autres communes urbaines:

- Dans l'ensemble, ce type d'espace est relativement dynamique: tous les cantons comparés affichent, durant la période observée, des taux de croissance positifs au niveau de l'emploi, de la population et du revenu net par habitant. Cette performance constamment positive n'est observée nulle part ailleurs si ce n'est dans l'espace rural périurbain.
- Fribourg et le Valais, les deux cantons qui disposent du mix de branches le moins productif dans ce type d'espace, affichent – il est intéressant de le constater – la plus forte croissance de la population. A l'inverse, les cantons de Neuchâtel et de Saint-Gall, qui disposent de l'un des mix de branches le plus productif, n'affichent qu'une croissance de la population inférieure à la moyenne.

[80] Les pendulaires sortants dépassent de plus de 16% les pendulaires entrants (voir OFS (2017), Pendularité (PEND), relevé structurel (RS)).

5 Annexe A: Gros plan sur les régions − les diverses régions MS

Ce chapitre présente l'évaluation de tous les indicateurs pour les régions MS[81] de Suisse. Il comprend, pour autant que cela soit judicieux, un graphique pour chaque situation actuelle[82] dans les régions ainsi qu'un graphique représentant le taux de variation des indicateurs sur les dernières années. On trouvera à chaque fois, dans la colonne située à droite du graphique, un résumé des enseignements les plus importants.

Nous renvoyons une fois de plus au lien entre les régions décrites ici et les types d'espaces des chapitres 3 et 4 présentés dans le Graphique 2-3. Ce dernier montre sous la forme d'une carte la typologie spatiale de regiosuisse utilisée dans ce chapitre, typologie qui comprend cinq classes.

Ce chapitre est **explicitement conçu comme une annexe**. **Il s'adresse aux personnes qui veulent procéder à des comparaisons spécifiques entre régions.** Le texte explicatif est volontairement bref. Il ne s'agit pas en effet de décrire par le menu le développement dans les quelques régions étudiées, voire même de pouvoir les expliquer.

La lecture de ce chapitre pourra surprendre en raison de la grande différence de valeurs souvent constatée, même entre des régions voisines. Ce sont en particulier les taux de croissance dans les différentes régions qui varient considérablement pour de nombreux indicateurs examinés. Les grandes différences constatées en Suisse s'expliquent également par le fait que les régions MS du pays sont très petites en comparaison internationale. La taille des régions représentées dans les pays voisins le montre bien (chapitre 6). La forte variabilité des taux de croissance est un phénomène général (également au niveau international) qui touche les régions très petites, comme le montre un rapport de l'OCDE[83]. Selon cette dernière, ce phénomène peut s'expliquer comme suit:

- Les régions plus petites présentent la plupart du temps une **diversification moins marquée des branches**. Elles peuvent donc moins bien et moins rapidement compenser les chocs inattendus au niveau de l'offre et de la demande dans leur branche principale.
- Les régions plus petites passent souvent par un **processus de rattrapage** (angl.: «catching-up process»). Cela signifie que pour une faible croissance réelle déjà (p. ex.: des places de travail), on observe plus rapidement une forte croissance en pour cent.
- Par ce qu'il est convenu d'appeler un **artefact statistique** (à savoir, une variabilité plus importante au fil du temps lorsque les chiffres sont petits).
- Par des **erreurs de mesures** plus importantes pour les petites régions (il se peut, par exemple, que les chiffres du PIB par habitant soient exagérés ou sous-estimés en raison des mouvements pendulaires).

Il conviendra de garder à l'esprit ces points lorsqu'on lira les graphiques et les explications ci-dessous.

---

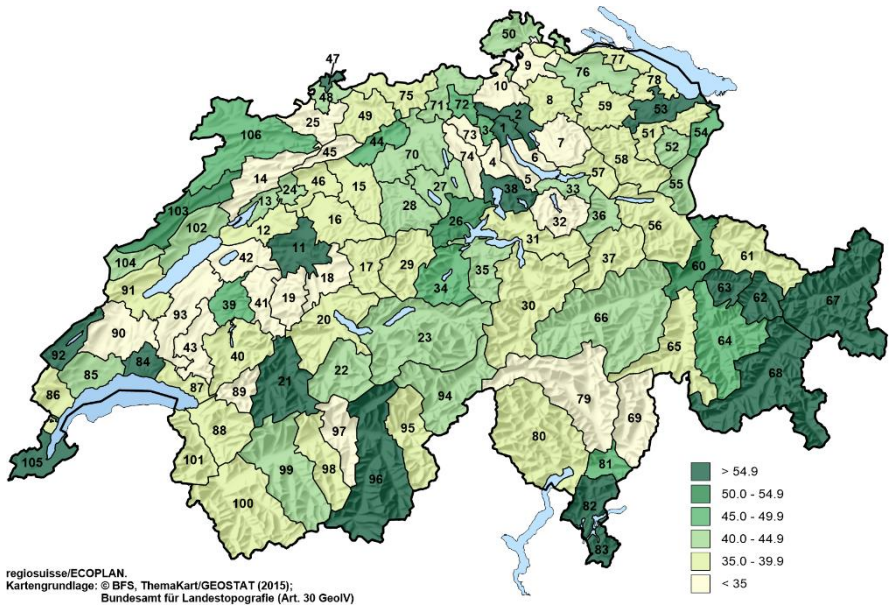
81 Pour une vue d'ensemble des régions MS, voir Tableau 2-5.

82 Les données sont toujours présentées pour l'année disponible la plus récente.

83 Voir OECD (2008): Working Party on Territorial Indicators. The Sources of Economic Growth in OECD Regions.

5.1 Comment les places de travail et le chômage évoluent-ils?

Graphique 5-1: Emplois pour 100 habitants (équivalents plein temps), 2011

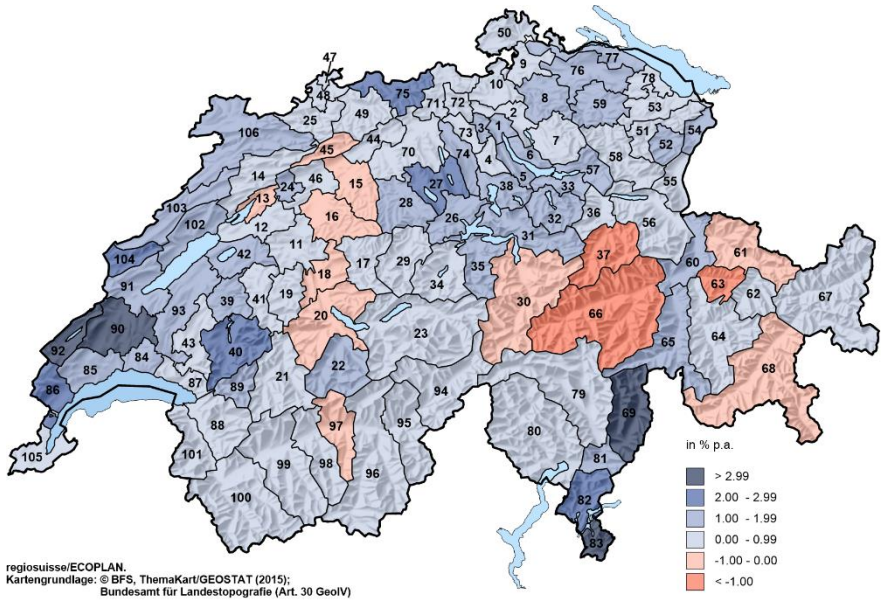


Source: regiosuisse. Données: OFS (STATENT / STATPOP).

En bref:

- Emploi = un poste de travail occupé
- Forte concentration des postes de travail dans les villes
- Les valeurs élevées constatées dans les régions périphériques s'expliquent par les spécialisations locales dans certaines branches (p. ex. industrie horlogère à La Vallée (82) ou tourisme en Engadine). Ces régions sont en outre faiblement peuplées.
- Valeurs les plus élevées: Zurich (région MS 1, 91.6 EPT), La Vallée (82.2, 79.6 EPT), Bâle-Ville (47, 80.8 EPT)
- Valeurs les plus basses: Knonaueramt (4, 24.8 EPT), Mutschellen (73, 25.7 EPT), Weinland (9, 26.2 EPT), Laufenthal (10, 26.8 EPT)

Graphique 5-2: Variation du nombre des actifs (équivalents plein temps) en % p.a., 2011-2014

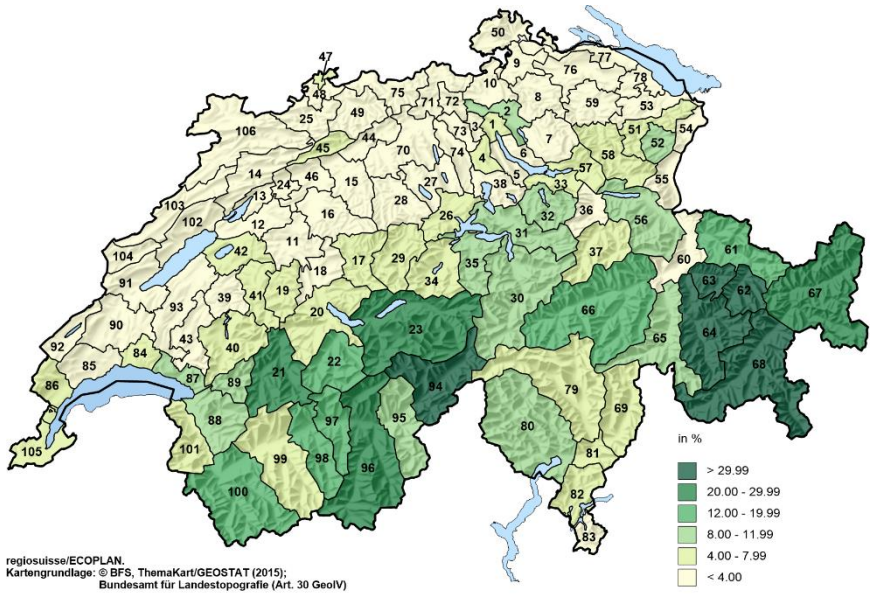


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATENT).

En bref:

- On observe un nombre croissant d'équivalents plein temps dans la vaste majorité des régions. Seules 13 régions présentent un taux de croissance négatif.
- On constate une forte croissance en Suisse romande surtout.
- Les régions à plus forte croissance: Mesolcina (région MS 69, +4.0%), La Vallée (92, +3.7%) et Gros-de-Vaud (90, +3.3%)
- Régions avec nombre d'actifs en baisse: Glarner Hinterland (37, -1.2%) et Schanfigg (63,-1.14%)

Graphique 5-3: Part des emplois dans le tourisme en %, 2014[84]



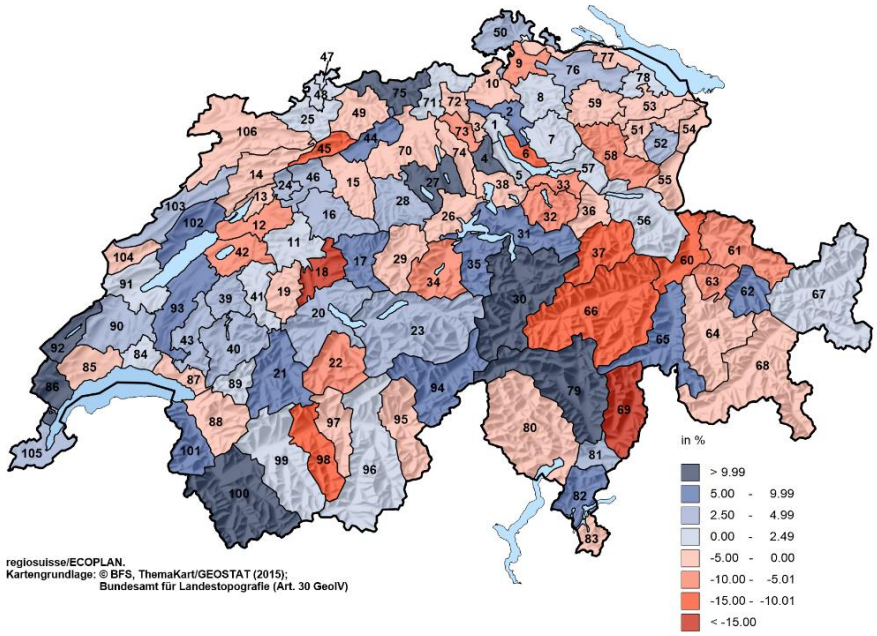
Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATENT).

En bref:

- Part globalement plus faible sur le Plateau, un peu plus élevée dans les villes
- Clairement reconnaissable: importance du tourisme pour le marché du travail dans les régions de montagne, en particulier dans les Grisons
- Valeurs les plus élevées: Schanfigg (région MS 63, 54.7%), Davos (62, 34.5.4%) et Haute-Engadine (68, 32.7%)
- Valeurs les plus basses: Rheintal (54, 2.0%), Willisau (28, 2.1%), Limmattal (3, 2.2%)

[84] Les divisions NOGA suivantes figurent parmi les emplois dans le tourisme (basé sur NOGA 2008, propre agrégation): *551* (hôtels, auberges et pensions) / *552* (hébergement touristique, autres logements de courte durée) / *553* (terrains de camping, parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs) / *559* (autres hébergements) / *561* (restaurants et services de restauration mobile, etc.) / *563* (débits de boissons) / *493903* (funiculaires, téléphériques et remonte-pentes) / *501* (transports maritimes et côtiers de passagers) / *503* (transports fluviaux de passagers) / *511* (transports aériens de passagers) / *79* (activités des agences de voyages, services de réservation) / *9102* (musées) / *9103* (sites et monuments historiques) / *9104* (jardins botaniques et zoologiques, parcs) / *9321* (parcs d'attractions et parcs à thèmes).

Graphique 5-4: Variation de l'emploi dans le tourisme en %, 2011–2014[85]



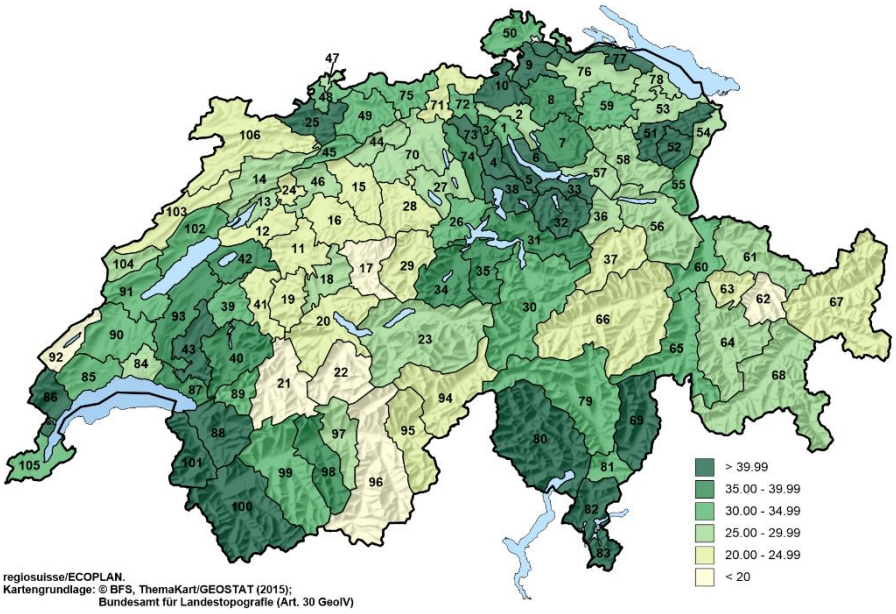
Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATENT).

En bref:

- Variation importante, également dans les grandes régions: la plupart de ces dernières ont aussi bien des emplois en hausse qu'en baisse dans le tourisme
- Forte croissance: Sursee-Seetal (région MS 27, +14.7%), Knonaueramt (4, +14.3%), La Vallée (92, +11.0%)
- Emplois en baisse: Mesolcina (69, -16.1%), Aaretal (18, -15.2%), Thal (45, -14.4%)

[85] Les divisions NOGA suivantes figurent parmi les emplois dans le tourisme (basé sur NOGA 2008, propre agrégation): *551* (hôtels, auberges et pensions) / *552* (hébergement touristique, autres logements de courte durée) / *553* (terrains de camping, parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs) / *559* (autres hébergements) / *561* (restaurants et services de restauration mobile, etc.) / *563* (débits de boissons) / *493903* (funiculaires, téléphériques et remonte-pentes) / *501* (transports maritimes et côtiers de passagers) / *503* (transports fluviaux de passagers) / *511* (transports aériens de passagers) / *79* (activités des agences de voyages, services de réservation) / *9102* (musées) / *9103* (sites et monuments historiques) / *9104* (jardins botaniques et zoologiques, parcs) / *9321* (parcs d'attractions et parcs à thèmes).

Graphique 5-5: Places de travail nouvellement créées (équivalents plein temps) dans les nouvelles entreprises pour 1'000 actifs 2012 (équivalents plein temps), 2012−2014

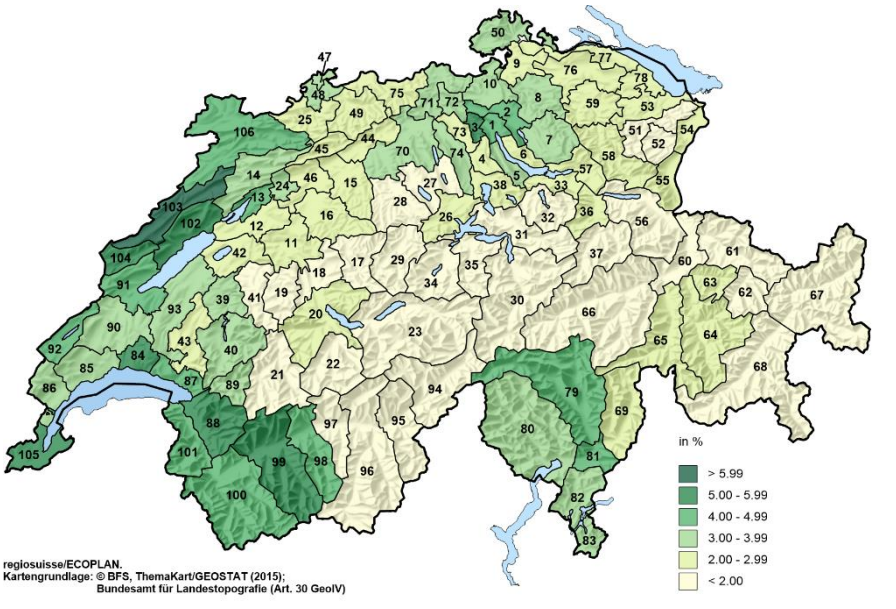


Source: Présentation regiosuisse, OFS (UDEMO/STATENT).

En bref:

- A relever: fort dynamisme en Suisse romande et au Tessin ainsi que dans les régions métropolitaines Zurich et Genève
- Les régions les plus dynamiques: March-Höfe (région MS 33, EPT 72), Zoug (38, 68 EPT), Mesolcina (69, 58 EPT)
- Valeurs les plus basses: La Vallée (région MS 92, 11 EPT), Saanen-Obersimmental (21, 17 EPT), Oberes Emmental (17,17 EPT)

Graphique 5-6: Taux de chômage 2016[86]



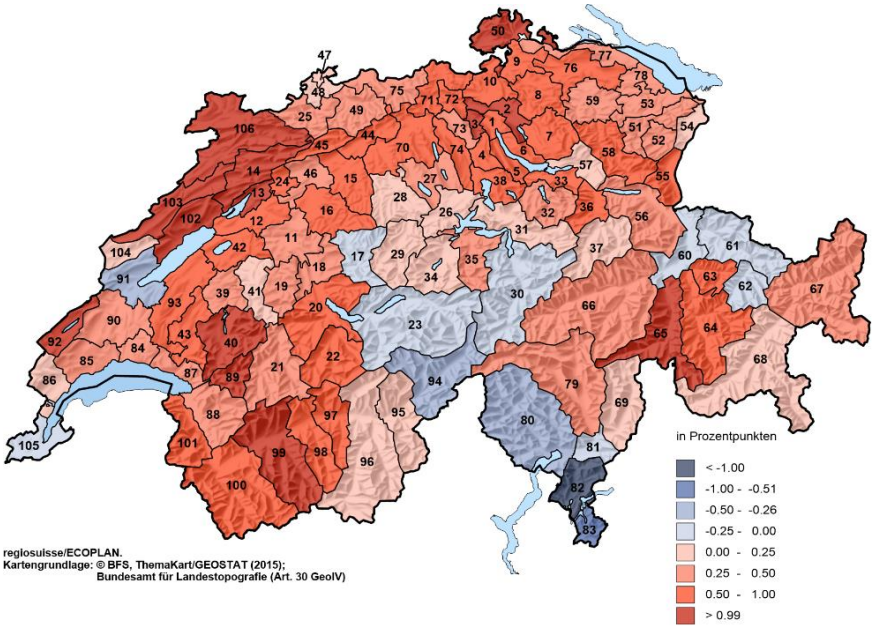
Source: Présentation regiosuisse, statistique du chômage du SECO.

En bref:

- Le chômage est un peu plus élevé en Suisse romande qu'en Suisse alémanique.
- Comparé à la périphérie, taux de chômage légèrement plus élevé dans les villes
- Taux de chômage le plus élevé: La-Chaux-de-Fonds (région MS 103, 6.1%), Lausanne (84, 5.6%), Genève (105, 5.5%) et Val-de-Travers (104, 5.5%)
- Taux de chômage le plus bas: Entlebuch (29, 0.6%), Prättigau (61, 1.0%) et Davos (62, 1.0%)

[86] La moyenne des personnes actives au cours de la période 2012-2014 a servi de base pour le calcul.

Graphique 5-7: Changement du taux de chômage en points de pourcentage, 2011-2016[87]

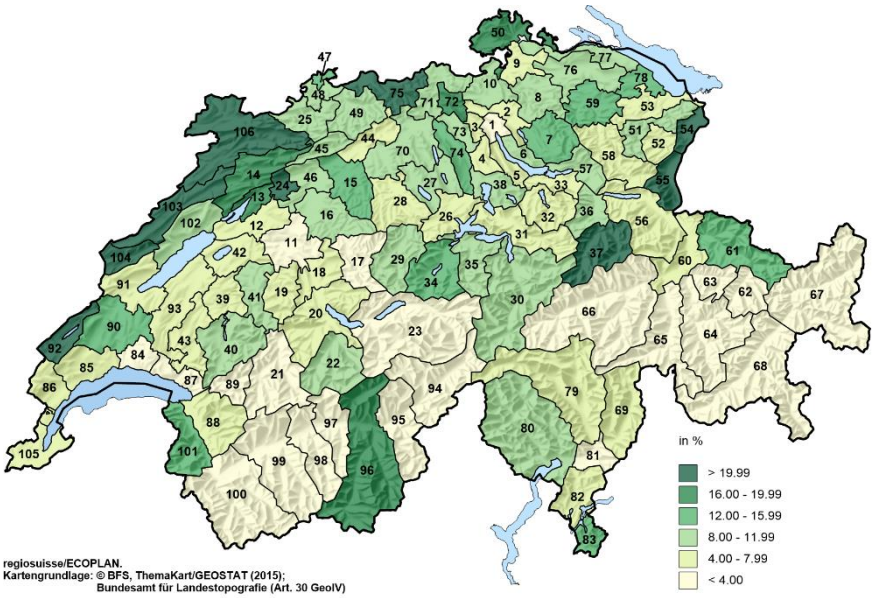


Source: Présentation regiosuisse, statistique du chômage du SECO.

En bref:

- Le chômage n'a que peu changé de 2011 à 2016.
- Hausse la plus forte: Pays d'Enhaut (région MS 89, 1.7%), Bienne (13, 1.6%) et Jura bernois (14, 1.5%)
- Diminution la plus forte: Lugano (82, -1.3%), Mendrisio (83, -1.0%) et Goms (94, -0.4%)

Graphique 5-8: Part des emplois dans l'industrie de pointe en %, 2014



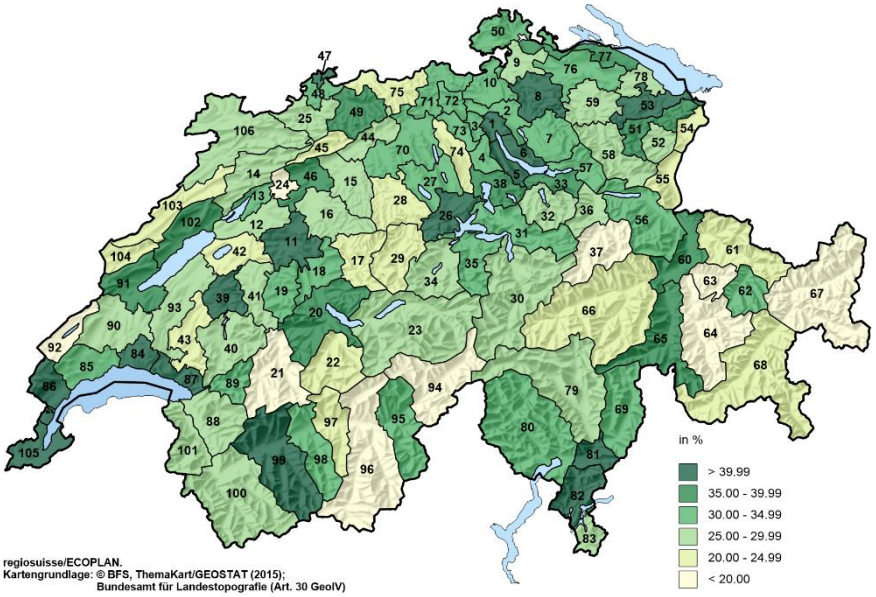
Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATENT).

En bref:

- La part des emplois dans l'industrie de pointe est la plus élevée dans le Nord-Ouest de la Suisse.
- Ceci s'explique principalement par la présence des industries pharmaceutiques et horlogères.
- Valeurs les plus élevées: La Vallée (région MS 92, 53.2%), Val-de-Travers (104, 36.8%), La Chaux-de-Fonds (103, 35.1%)
- Valeurs les plus basses: Pays d'Enhaut (89, 0.0%), Schanfigg (63, 0.0%) et Goms (34, 0.0%)

[87] La moyenne des personnes actives au cours de la période 2012-2014 a servi de base pour le calcul

Graphique 5-9: Part des emplois dans les services à haut niveau de connaissances en %, 2014

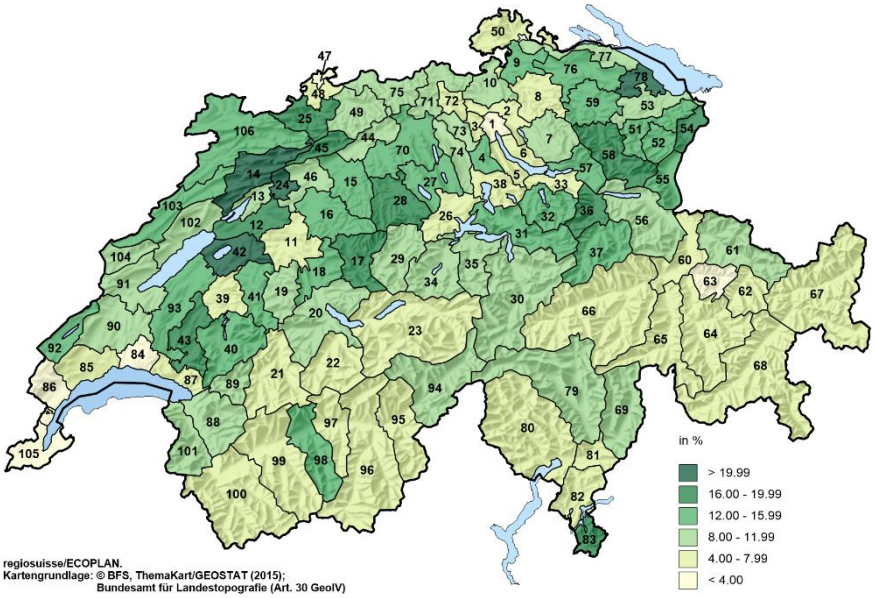


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATENT).

En bref:

- La part des emplois dans les services à haut niveau de connaissances est particulièrement élevée dans les zones rurales.
- Valeurs les plus élevées: Zurich (région MS 1, 63.3%), Lausanne (84, 54.8%) et Berne (11, 54.5%)
- Valeurs les plus basses: La Vallée (92, 10.5%), Schanfigg (63, 14.3%) et Goms (34, 16.0%)

Graphique 5-10: Part des emplois dans l'industrie traditionnelle en %, 2014

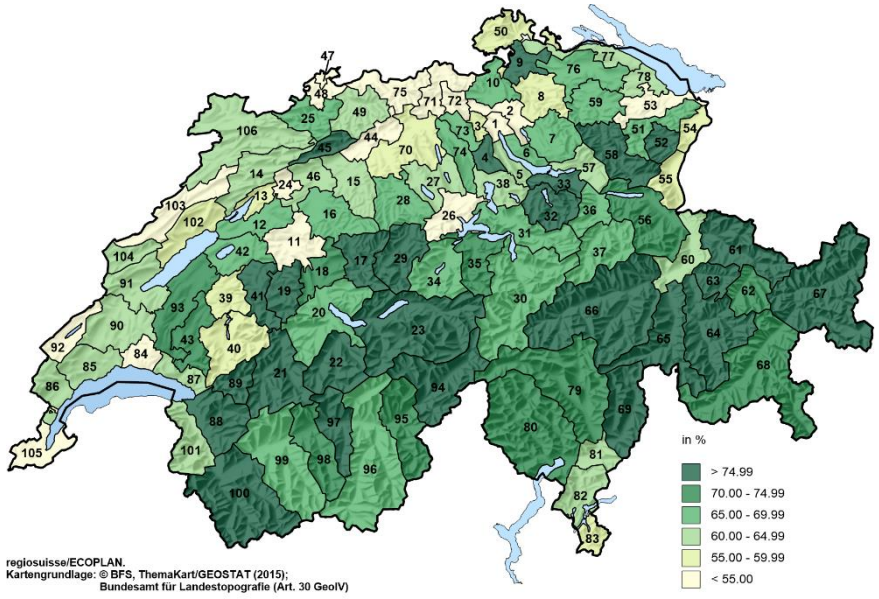


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATENT).

En bref:

- L'industrie traditionnelle est davantage représentée du côté nord des Alpes.
- Valeurs les plus élevées: Grenchen (région MS 24, 22.1%), Oberthurgau (78, 22.8%) et Jura bernois (14, 20.6%)
- Valeurs les plus basses: Zurich (1, 1.8%), Lausanne (84, 3.1%) et Nyon (86, 3.1%)

Graphique 5-11: Part des EPT dans les micro et les petites entreprises en %, 2014



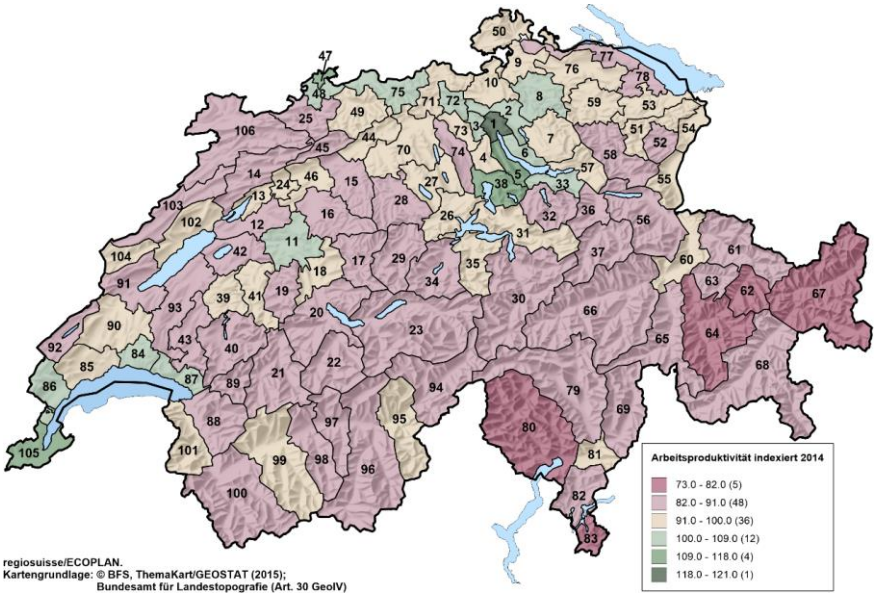
Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATENT).

En bref:

- Les micro et les petites entreprises dominent clairement dans les zones rurales et, en particulier, les régions de montagne.
- Valeurs les plus élevées: Pays d'Enhaut (région MS 89, 93.0%), Goms (94, 92.0%) et Mittel-bünden (64, 89.5%)
- Valeurs les plus basses: La Vallée (91, 32.79%), Bâle-Ville (47, 38.9%) et Zurich (1, 43.4%)

5.2 Quelle est la structure de l'économie et quelle performance fournit-elle?

Graphique 5-12: Productivité du travail par région MS, indexée, 2014

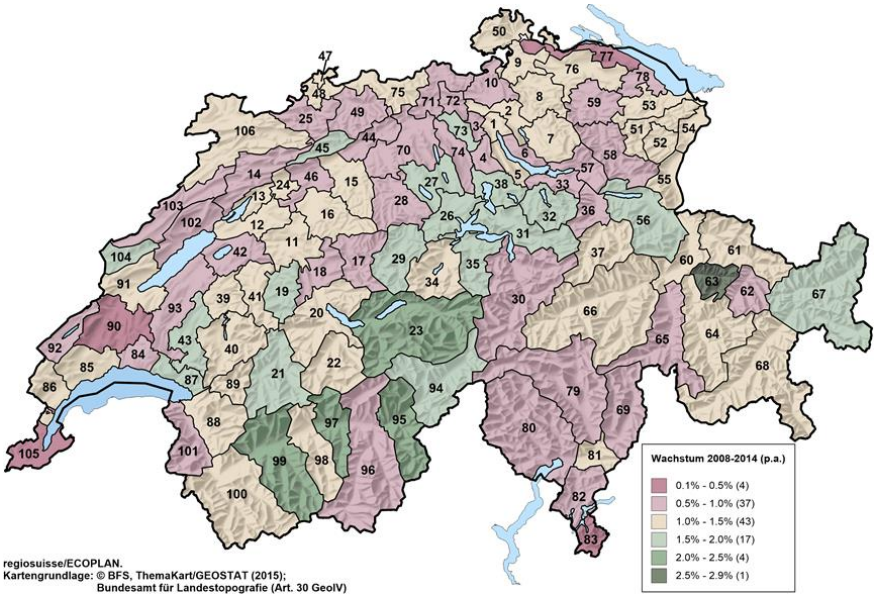


Source: Présentation regiosuisse, données OFS, calculs Ecoplan et Fahrländer Partner (2017).

En bref:

- L'indicateur mesure la productivité des régions
- Productivité élevée dans les régions métropolitaines / agglomérations de Bâle et Zurich (jusqu'à Zoug et Glaris) et dans l'Arc lémanique
- Productivité relativement moindre dans les régions de montagne et la région du lac de Constance
- Valeurs les plus élevées: Zurich (région MS 1, Indice 120.5), Zoug (38, Indice 113.2) Bâle-Ville (47, Indice 112.4)
- Valeurs les plus basses: Mendrisio (83, Indice 74.7), Basse-Engadine (67, Indice 78.6) et Mittelbünden (64, Indice 80.6)

Graphique 5-13: Evolution de la productivité du travail par région MS, 2008-2014



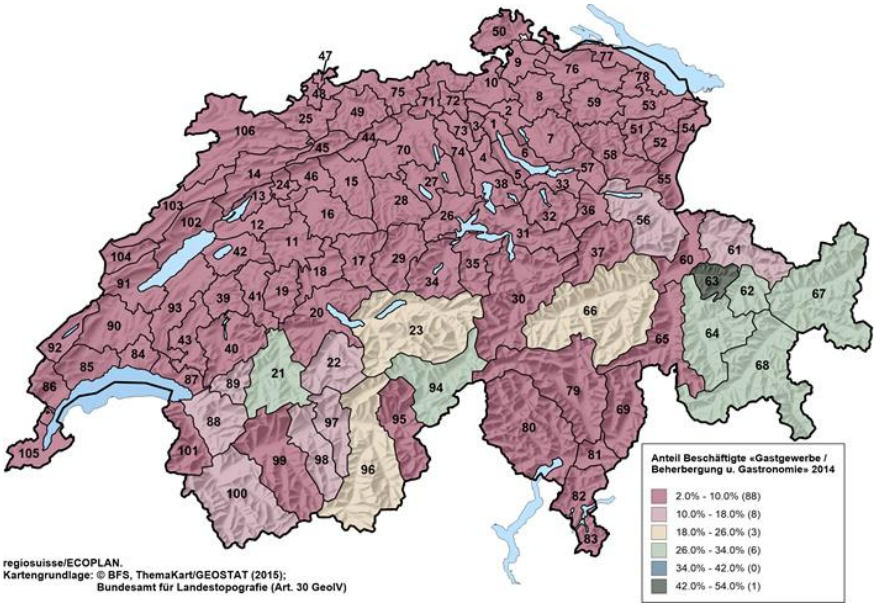
Source: Présentation regiosuisse, données OFS, calculs Ecoplan et Fahrländer Partner (2017).

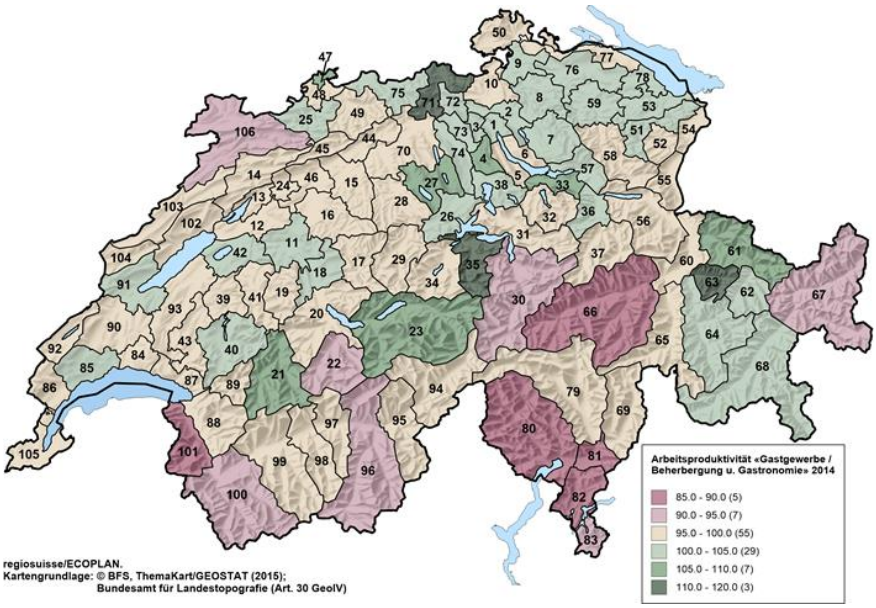
En bref:

- Est présentée ici la croissance annuelle de la productivité en %.
- Grandes différences dans le développement
- La création de valeur brute tend à diminuer dans des régions productives
- Exception: Bâle-Ville (région MS 47), Zurich (1) et Zoug (38): très productif et croissance élevée

Remarque: Les valeurs extrêmes de cette présentation doivent être prises avec prudence. Elles reposent en partie sur un petit nombre de cas ou représentent des approximations à partir de données tirées de types d'espaces semblables.

Graphique 5-14: EPT (en haut) et productivité du travail (en bas) de la branche «Hébergement», 2014



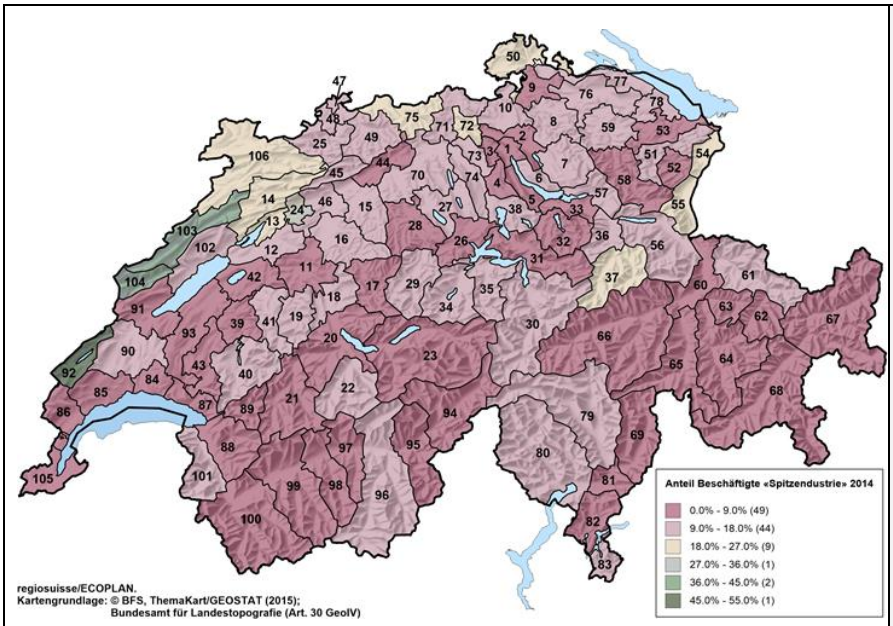


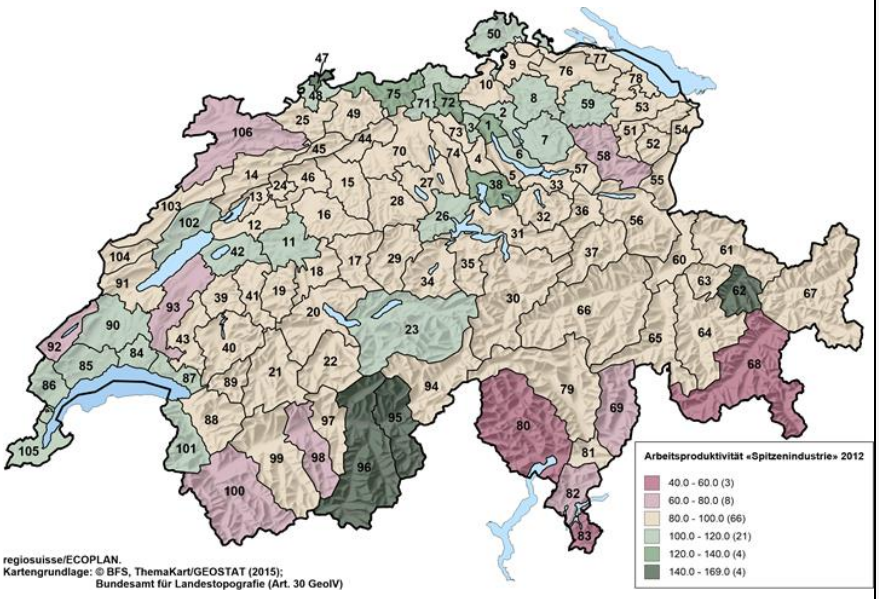
Source: Présentation regiosuisse, données OFS, calculs Ecoplan et Fahrländer Partner (2017).

En bref:

- On constate que la branche «Hébergement» représente une part d'emplois élevée surtout dans le canton des Grisons et dans les régions rurales et touristiques du Valais, de l'Oberland bernois et des Grisons.
- La situation est moins claire pour ce qui est de la productivité du travail. La branche considérée affiche une productivité supérieure à la moyenne dans certaines régions des Grisons et inférieure à la moyenne dans d'autres.
- On constate une productivité inférieure à la moyenne dans le canton du Tessin surtout, ce qui pourrait s'expliquer par la proximité avec la frontière et à l'éventuelle influence que cela peut avoir sur le niveau des salaires.
- Globalement, la dispersion régionale de la productivité est moins grande que dans la branche «Industries de pointe» (voir Graphique 5-15).

Graphique 5-15: EPT (en haut) et productivité du travail (en bas) de la branche «Industrie de pointe», 2014[88]





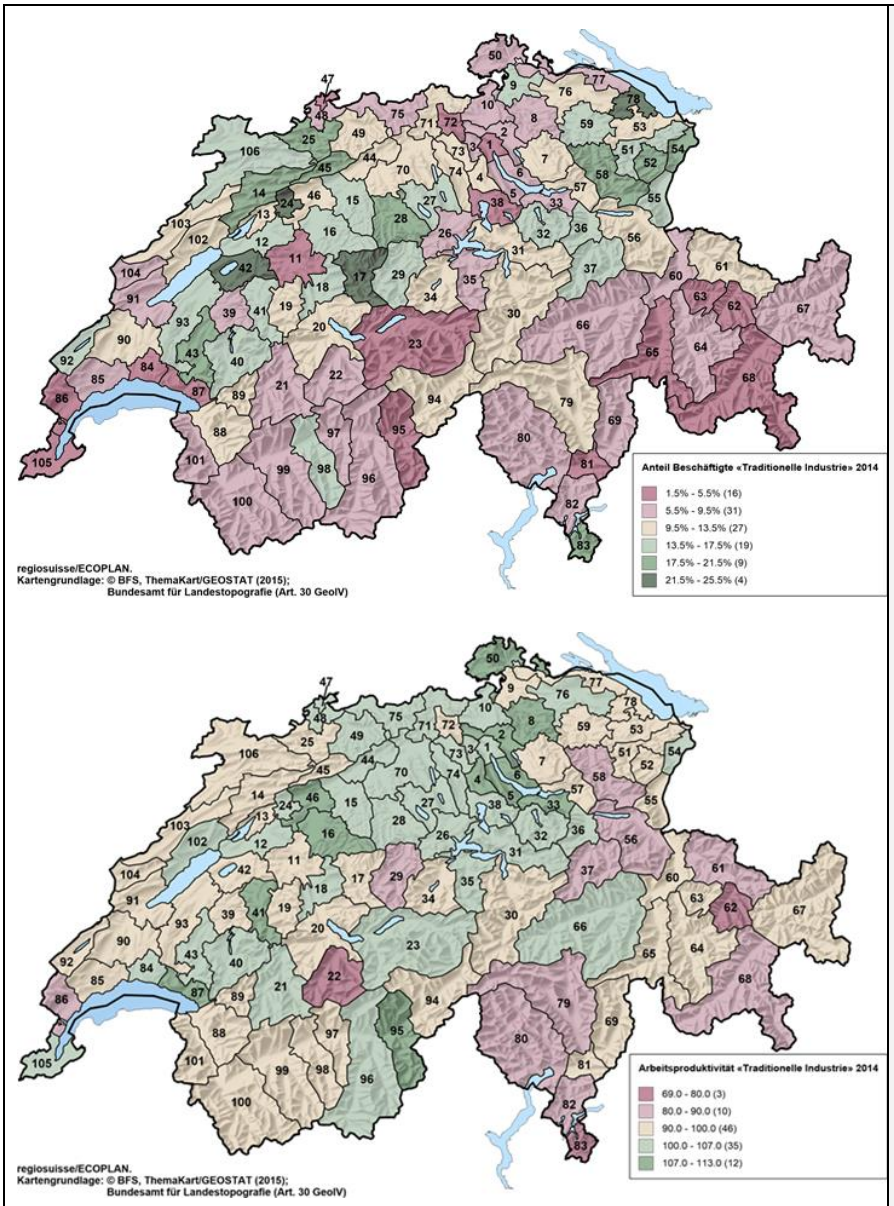
Source: Présentation regiosuisse, données OFS, calculs Ecoplan et Fahrländer Partner (2017).

En bref:

- L'«industrie de pointe» a une présence proportionnellement forte surtout dans l'Arc jurassien, notamment dans les régions La Vallée (région MS 92), La Chaux-de-Fonds (103) et Val-de-Travers (104), ces régions hébergeant surtout des entreprises fournisseuses des «industries de pointe».
- La productivité dans ces régions est légèrement inférieure à la moyenne.
- Ceci peut expliquer le fait que la productivité globale de la région MS La Vallée (92) est inférieure à la moyenne malgré sa part élevée dans l'industrie de pointe (voir Graphique 5-12).

[88] Font partie des «industries de pointe» les divisions NOGA suivantes (sur la base de NOGA 2008, propre agrégation): *10* (Industries alimentaires), *11* (Fabrication de boissons), *12* (Fabrication de produits à base de tabac), *13* (Fabrication de textiles), *14* (Industrie de l'habillement), *15* (Industrie du cuir et de la chaussure), *16* (Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles), *17* (Industrie du papier et du carton), *18* (Imprimerie et reproduction d'enregistrements), *19* (Cokéfaction et raffinage), *23* (Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques), *24* (Métallurgie), *25* (Fabrication de produits métalliques), *31* (Fabrication de meubles), *32* (Autres industries manufacturières), *33* (Réparation et installation de machines et d'équipements).

Graphique 5-16: EPT (en haut) et productivité du travail (en bas) de la branche «Industrie traditionnelle», 2014



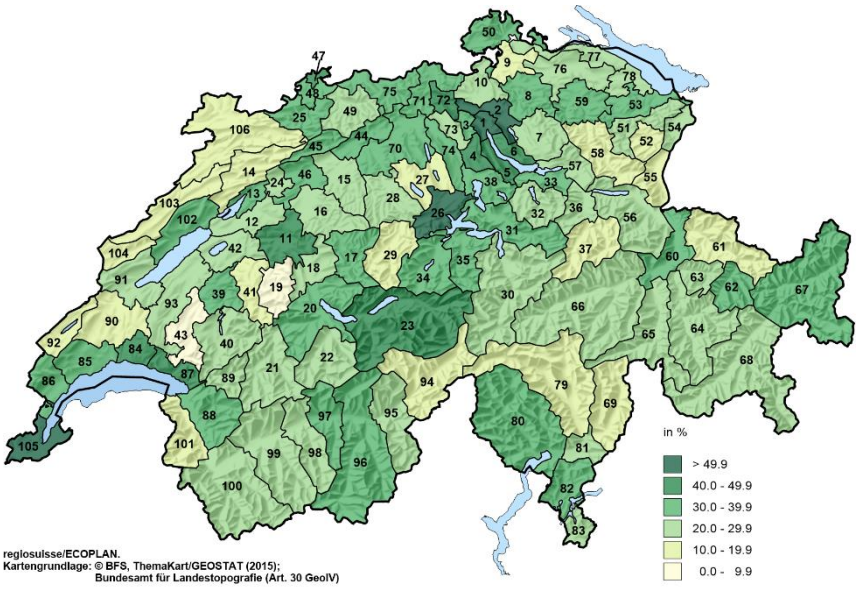
Source: Présentation regiosuisse, données OFS, calculs Ecoplan et Fahrländer Partner (2017).

En bref:

- La part des emplois dans les «industries traditionnelles»[89] est élevée surtout dans le Nord-Est de la Suisse, à Glaris et sur le Plateau.
- La productivité du travail est supérieure à la moyenne, notamment dans les régions de Zurich et de Schaffhouse, dans le Nord-Ouest de la Suisse jusqu'en Suisse Centrale.
- En général, la productivité du travail dans les «industries traditionnelles» varie moins fortement au niveau régional que cela n'est le cas dans les «industries de pointe» (voir **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**).
- La région de Mendrisio (région MS 83) est en revanche touchée par un double effet négatif. Elle présente d'un côté une part des emplois supérieure à la moyenne dans cette branche plutôt moins productive et, d'un autre côté, en comparaison nationale, sa productivité du travail dans les «industries traditionnelles» est inférieure à la moyenne. Ceci peut expliquer une partie de la productivité du travail globalement inférieure à la moyenne (voir Graphique 5-12).

[89] Font partie des «industries traditionnelles» les divisions NOGA suivantes (sur la base de NOGA 2008, propre agrégation): *20* (Industrie chimique), *21* (Industrie pharmaceutique), *22* (Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique), *26* (Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques), *27* (Fabrication d'équipements électriques), *28* (Fabrications de machines et équipements), *29* (Industrie automobile), *30* (Fabrication d'autres matériels de transport)

Graphique 5-17: Occupation brute des lits (hôtellerie) en % (nombre de nuitées divisé par la capacité brute), 2016

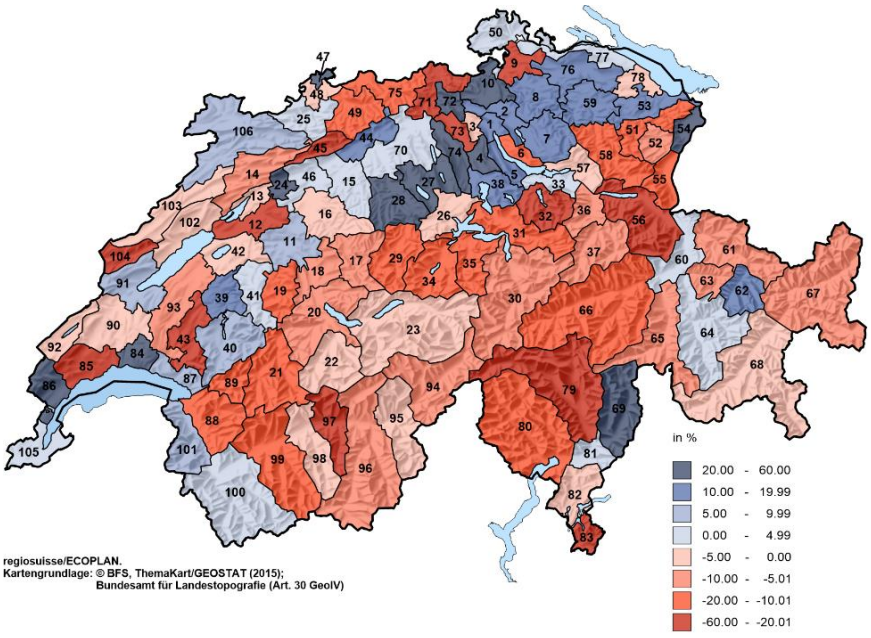


Source: Présentation regiosuisse, OFS (HESTA).

En bref:

- L'occupation des lits est la plus élevée dans les régions urbaines et en particulier dans les métropoles elles-mêmes (raison: voyageurs commerciaux toute l'année et tourisme de masse, toute l'année attractive du point de vue touristique).
- Mais également quelques régions de montagne avec un taux d'occupation élevé
- Taux d'occupation le plus élevé: Glattal-Furttal (région MS 2, 64%), Zurich (1, 56%) et Lucerne (105, 54%)
- Taux d'occupation le plus bas: Schwarzwasser (19, 6%), Glâne-Veveyse (43, 8%) et La Vallée (92, 14%)

Graphique 5-18: Evolution de la capacité brute des lits en %, 2010-2016

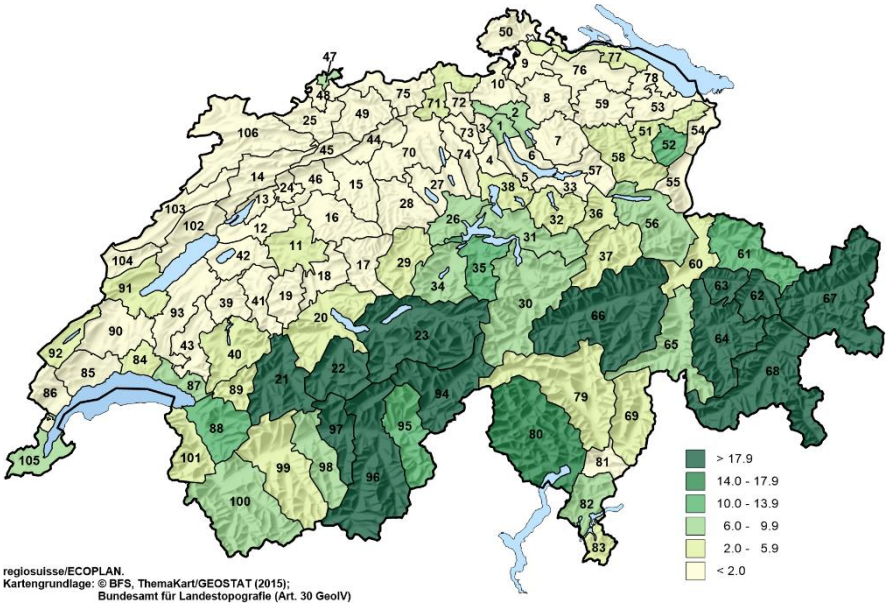


Source: Présentation regiosuisse, OFS (HESTA).

En bref:

- Capacité brute des lits: capacité des lits multipliée par le nombre de jours en une année
- Forte croissance dans l'agglomération de Zurich et de Lucerne
- Développement faible ou en recul dans les régions de montagne.
- Augmentation la plus forte: Willisau (région MS 28, +60.0%), Knonaueramt (4, +43.8%) et Zürcher Unterland (10, +37.24%)
- Recul le plus marqué: Val-de-Travers (104, -55.8%), Thal (45, -51.9%) et Einsiedeln (32, -31.8%)

Graphique 5-19: Nombre de nuitées par habitant, 2015

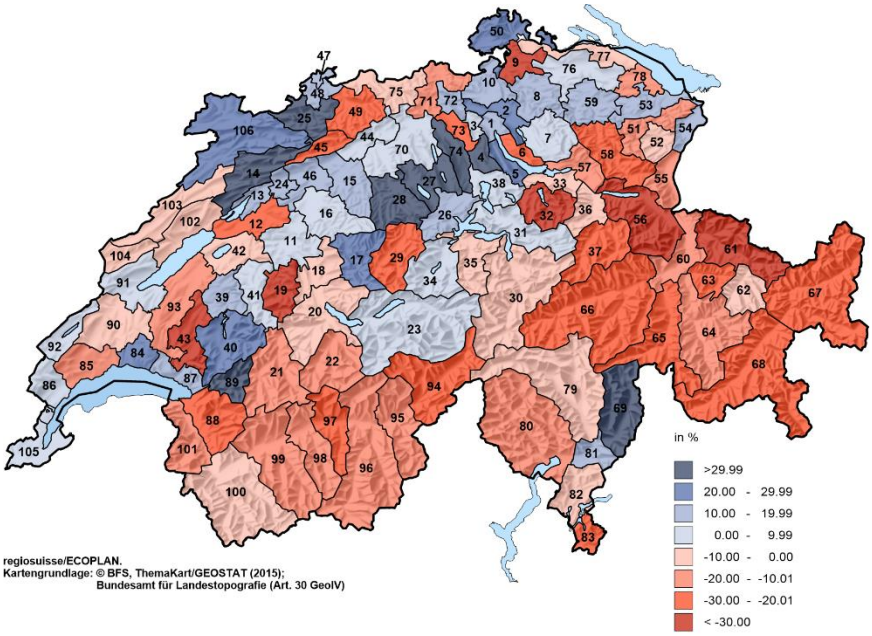


Source: Présentation regiosuisse, OFS (HESTA).

En bref:

- Valeurs les plus élevées dans les zones touristiques à faible population, dans l'Oberland bernois et dans le Haut-Valais
- Valeurs plus élevées dans les parties plus au sud de la Suisse ainsi que dans les métropoles elles-mêmes (Bâle, Berne, Genève, Zurich)
- Valeurs les plus élevées: Schanfigg (région MS 63, 94.2), Davos (62, 71.7) et Haute-Engadine (68, 63.6)
- Valeurs les plus basses: Glâne-Veveyse (43, 0.2), Weinland (9, 0.2) und Mutschellen (73, 0.3)

Graphique 5-20: Evolution des nuitées (total) en %, 2010-2016



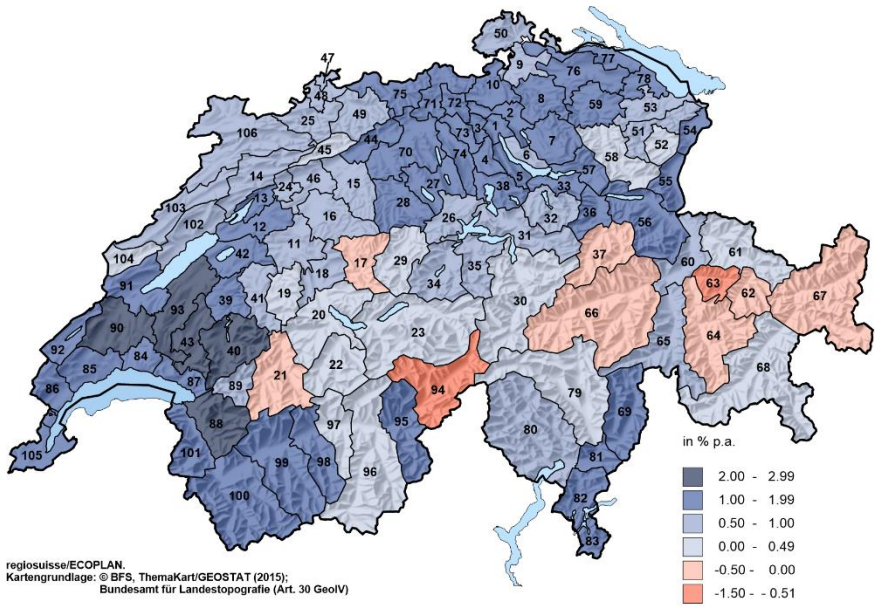
Source: Présentation regiosuisse, OFS (HESTA).

En bref:

- Les régions touristiques alpines enregistrent une importante diminution des nuitées.
- Ceci pourrait refléter l'actuel taux de change.
- Les nuitées augmentent en de nombreux endroits du côté nord des Alpes.
- On observe également de grandes disparités dans les régions voisines.
- Croissance la plus importante: Freiamt (région MS 74, +118%), Willisau (28, +105%) und Knonaueramt (4, +59%)
- Recul le plus important: Weinland (29, -49%), Glâne-Veveyse (89, -41%) et Schwarzwasser (83, -40%)

5.3 Comment la population et les revenus évoluent-ils?

Graphique 5-21: Croissance de la population en % p.a., 2010–2015



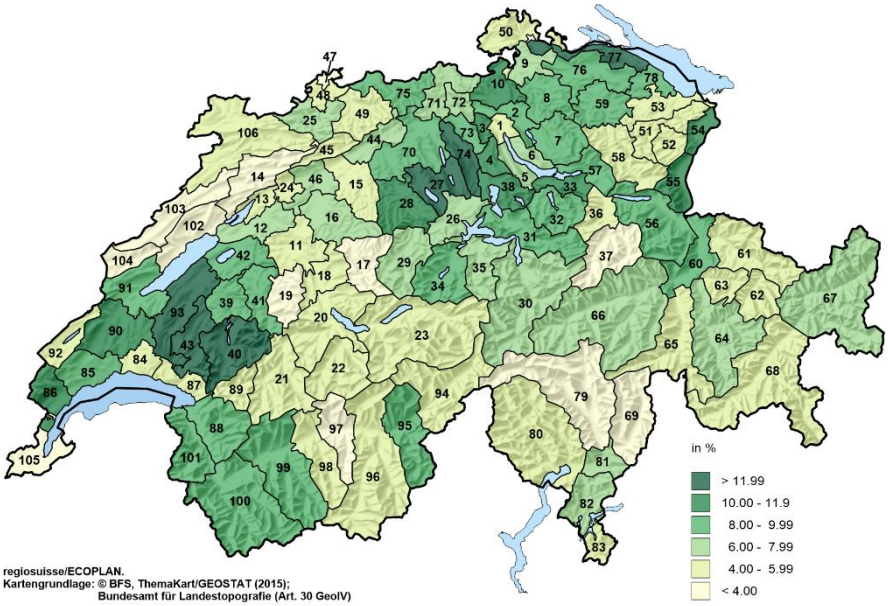
Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATPOP).

En bref:

- La Suisse occidentale (sans le Jura et Neuchâtel) connaît la croissance la plus forte.
- Croissance des régions due principalement à l'immigration internationale → indique une capacité comparativement forte à gérer des places de travail dans ces régions [90]
- Croissance la plus forte: La Broye (région MS 93, +2.7% p.a.), La Gruyère (40, +2.51% p.a.) et Glâne-Veveyse (43, +2.34% p.a.)
- Diminution: Goms (94, -1.3% p.a.), Schanfigg (63, -0.7% p.a.) et Basse-Engiadine (67, -0.4% p.a.)

[90] En comparaison, une forte migration intérieure parle plutôt en faveur de l'attractivité d'une région comme lieu de résidence. Voir Credit Suisse Economic Research (2013): Swiss Issues Immobilien. Immobilienmarkt 2013, 12.

Graphique 5-22: Part des nouveaux logements, en % de l'effectif total des logements 2009, 2009-2014

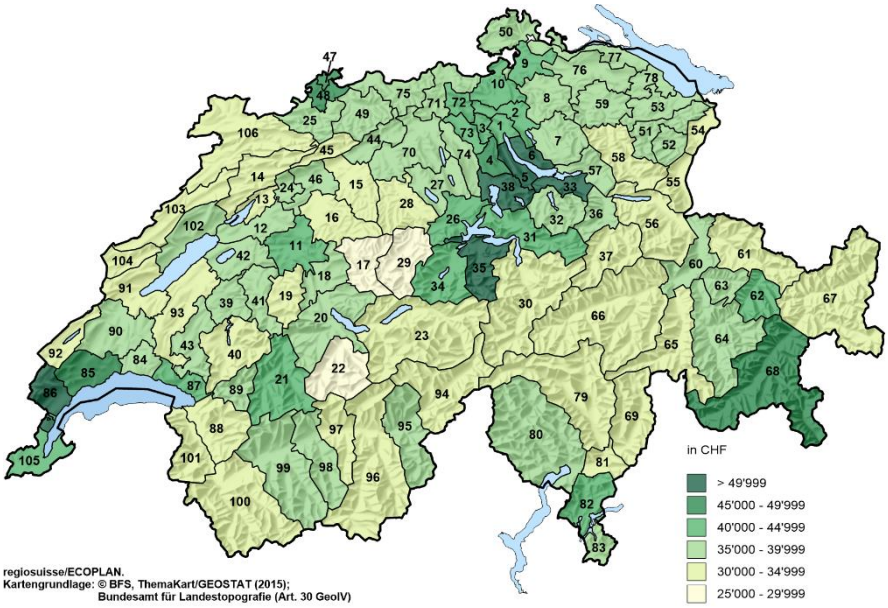


Source: Présentation regiosuisse, OFS (Statistique de la construction et des logements).

En bref:

- Forte activité de construction dans l'agglomération zurichoise et certaines parties de la Suisse occidentale. Le développement va de pair avec la croissance de la population.
- Comparativement faible activité de construction dans la région de Lugano, malgré une croissance de la population
- Fort dynamisme: Freiamt (région MS 27, 13.8%), La Gruyère (40, 13.3%) et Sursee-Seetal (27,13.2%)
- Faible dynamisme: Val-de-Travers (104, 1.2%), Bâle-Ville (47, 1.9%) et Glarner Hinterland (37, 1.9%)

Graphique 5-23: Revenu net des personnes physiques de la population résidante permanente (en CHF), 2013

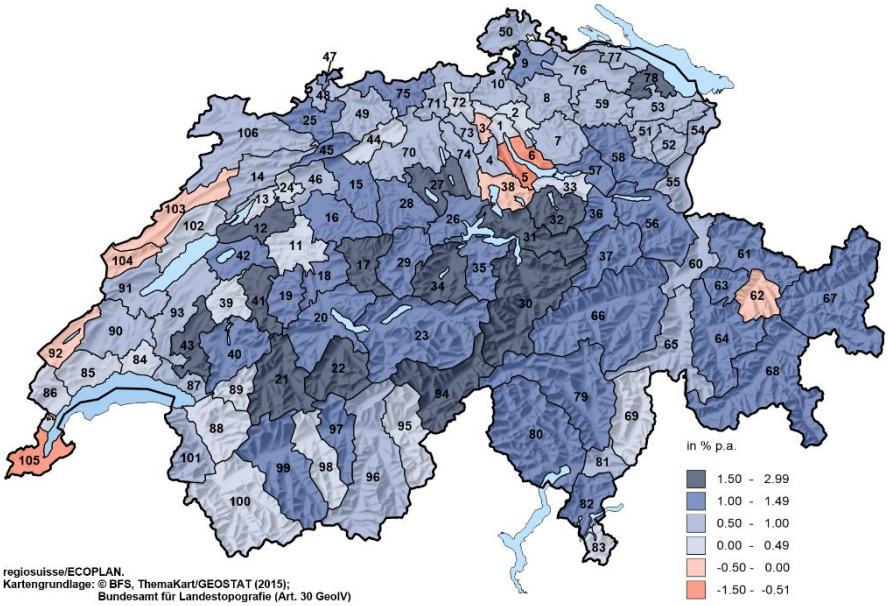


Source: Présentation regiosuisse AFC (statistique de l'impôt fédéral direct), OFS (STATPOP).

En bref:

- Revenu net le plus élevé par habitant à Zoug, sur les rives du lac Léman et du lac de Zurich
- Revenu par habitant tendanciellement plus élevé autour des régions métropolitaines
- Revenu élevé par habitant en Haute-Engadine et Saanen-Obersimmental
- Revenu le plus élevé: March-Höfe (région MS 33, CHF 74'600.–), Pfannenstiel (6, CHF 67'600.–), Zoug (38, CHF 59'500.–)
- Revenu le plus bas: Entlebuch (29, CHF 27'700.–), Oberes Emmental (17, CHF 29'100.–), Kandertal (22, CHF 29'700.–)

Graphique 5-24: Variation du revenu net des personnes physiques, par habitant en % p.a., 2008-2013

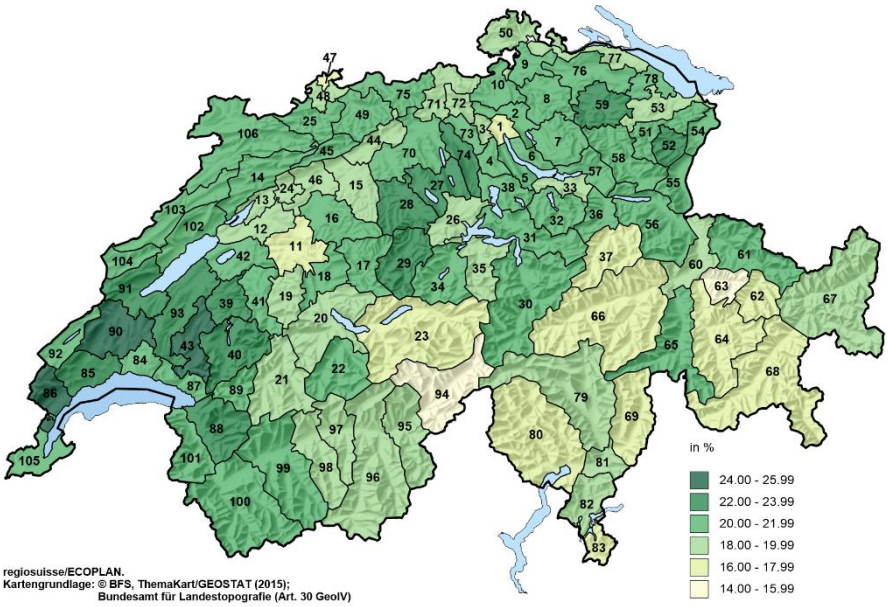


Source: Présentation regiosuisse, AFC (statistique de l'impôt fédéral direct), OFS (STATPOP).

En bref:

- Recul le plus important dans les régions avec le revenu le plus élevé (Zurich, Genève, Zoug)
- Revenu globalement en baisse au pied du Jura (sud)
- Revenu en hausse: Sarneraatal (région MS 34, 3.9% p.a.), Saanen-Obersimmental (21, 3.7% p.a.), Glâne-Veveyse (43, 3.3% p.a.)
- Revenu en baisse: Pfannenstiel (6, -0.8% p.a.), Genève (105, -0.7% p.a.), Zimmerberg (5, -0.5% p.a.)

Graphique 5-25: Part d'habitants de moins de 20 ans en %, 2015

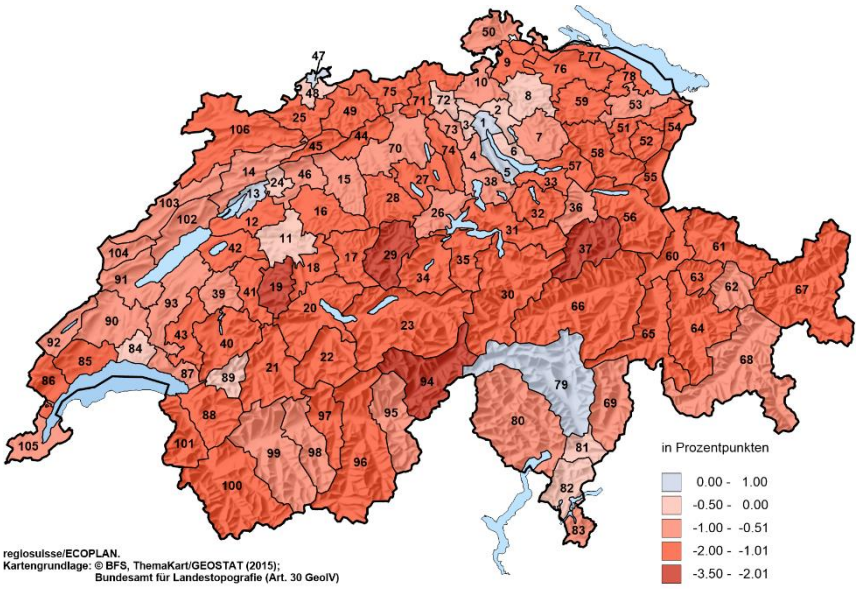


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATPOP).

En bref:

- Les moins de 20 ans sont comparativement moins représentés dans les villes.
- La part des personnes jeunes est également plutôt faible dans les régions de montagne.
- Valeurs les plus élevées: Glâne-Veveyse (région MS 43, 25.2%), Gros-de-Vaud (90, 24.3%) et Nyon (86, 24.3%)
- Valeurs les plus basses: Schanfigg (63, 14.5%), Goms (94, 15.2%) et Mittelbünden (64, 16.4%)

Graphique 5-26: Changement de la part d'habitants de moins de 20 ans, en points de pourcentage, 2010-2015

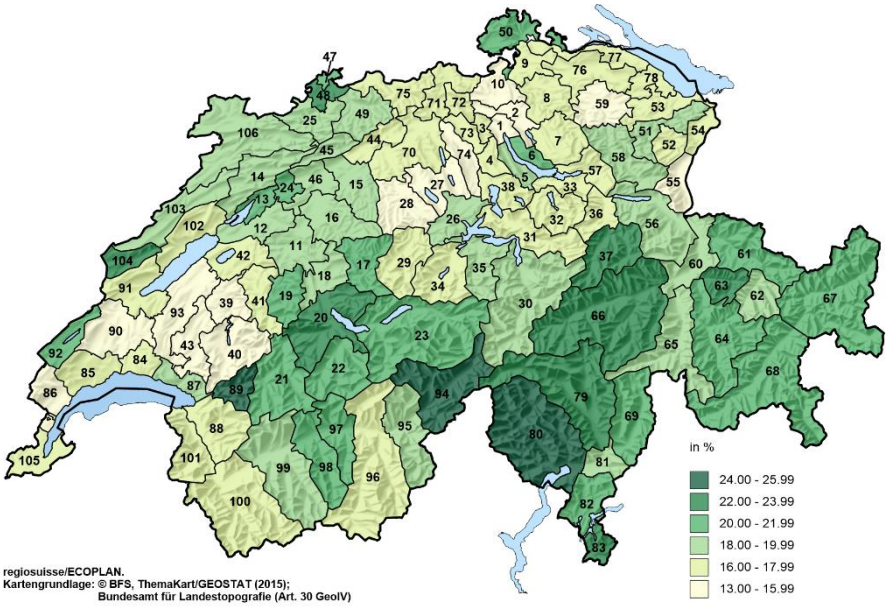


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATPOP).

En bref:

- La part des habitants de moins de 20 ans a reculé dans presque toutes les régions.
- Part qui a augmenté le plus: Zurich (région MS 1, +0.6%), Zimmerberg (5, +0.3%) et Bâle-Ville (47, +0.2%)
- Part qui a diminué le plus: Goms (94, -3.0%), Glarner Hinterland (37, -2.5%) et Schwarzwasser (64, -2.3%)

Graphique 5-27: Part d'habitants de plus de 64 ans, en %, 2015

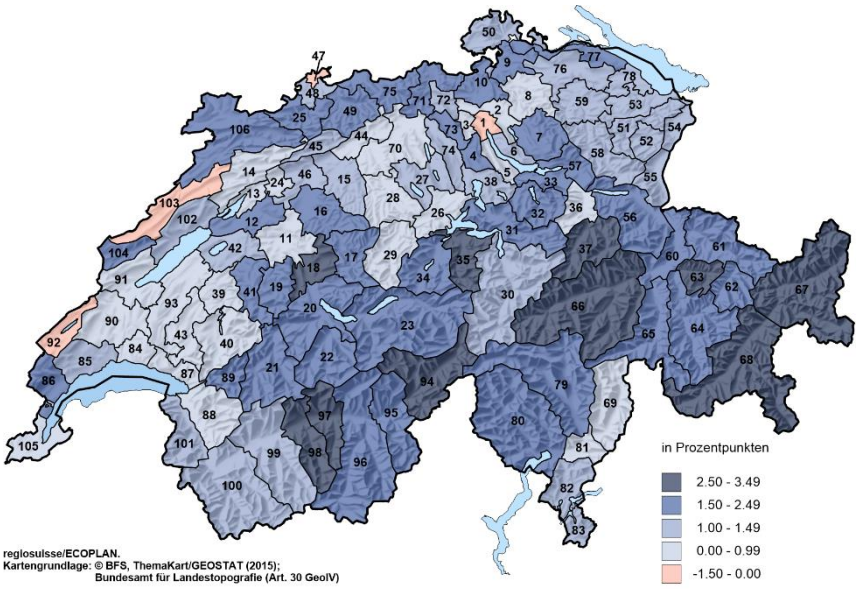


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATPOP).

En bref:

- Comme c'est le cas pour les moins de 20 ans, la part des plus de 64 ans est comparativement faible dans les villes.
- Les parts sont plus élevées dans les régions de montagne.
- Valeurs les plus élevées: Locarno (région MS 80, 24.7%), Goms (94, 24.2%) et Pays d'Enhaut (89, 24.1%)
- Valeurs les plus basses: Glâne-Veveyse (43, 13.5%), Gros-de-Vaud (90, 13.8%) et Nyon (86, 14.4%)

Graphique 5-28: Changement de la part d'habitants de plus de 64 ans en points de pourcentage, 2010-2015

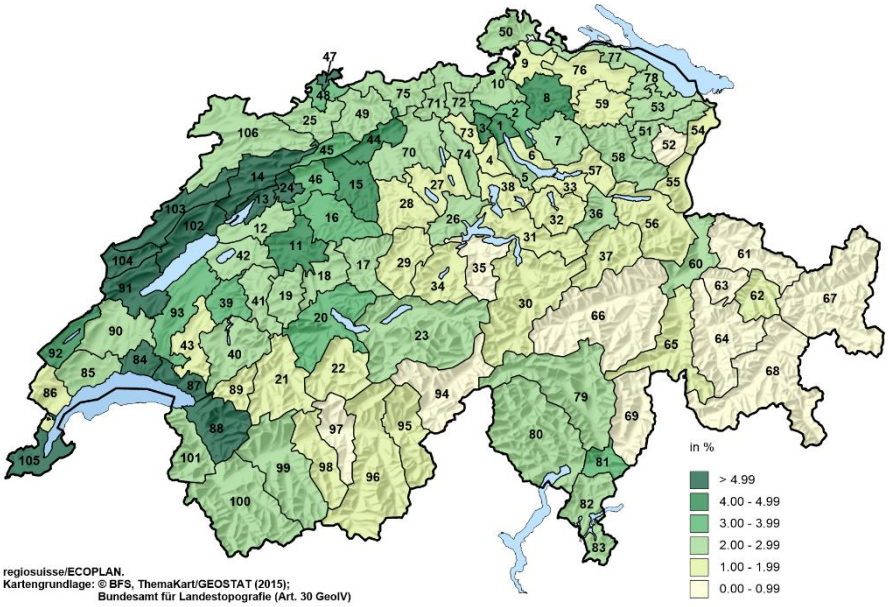


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATPOP).

En bref:

- La part des habitants de plus de 64 ans est en hausse dans presque toutes les régions.
- Les régions de montagne sont particulièrement concernées.
- Part qui a augmenté le plus: Schanfigg (région MS 63, +4.3%), Goms (94, +4.3%) et Leuk (97, +3.2%)
- Part qui a diminué le plus: Zurich (1, -1.1%), Bâle-Ville (47, -0.6%) et La Vallée (92, -0.3%)

Graphique 5-29: Taux d'aide sociale, 2015

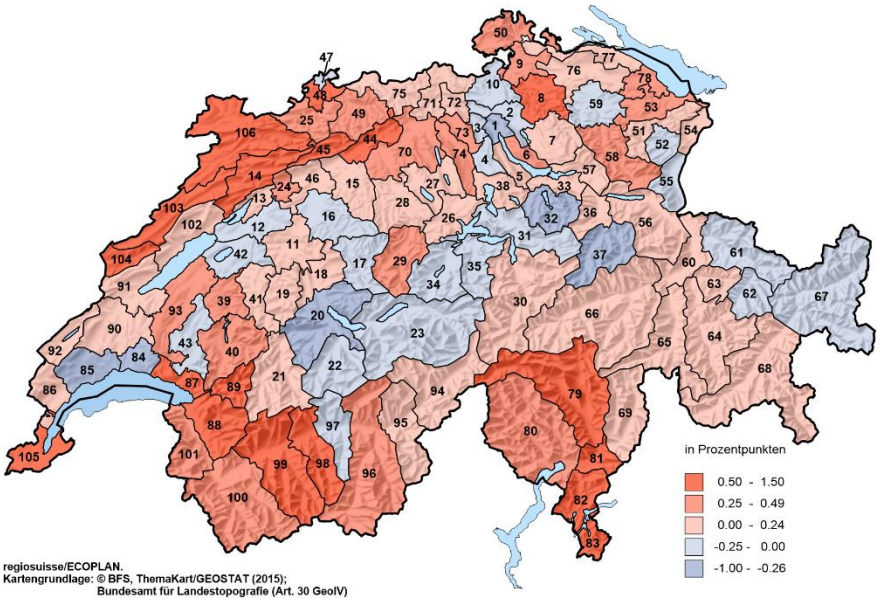


Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATPOP/SHS).

En bref:

- Les taux d'aide sociale sont plus élevés en Suisse romande
- On constate en outre une différence entre la ville et la campagne
- Valeurs les plus élevées: La-Chaux-de-Fonds (région MS 103, 9.4%), Bienne (13, 8.6%) et Val-de-Travers (104, 6.7%)
- Valeurs les plus basses: Oberengadin (68, 0.4%), Mesolcina (69, 0.4%) et Basse-Engadine (67, 0.6%)

Graphique 5-30: Changement des taux d'aide sociale en points de pourcentage, 2011-2015



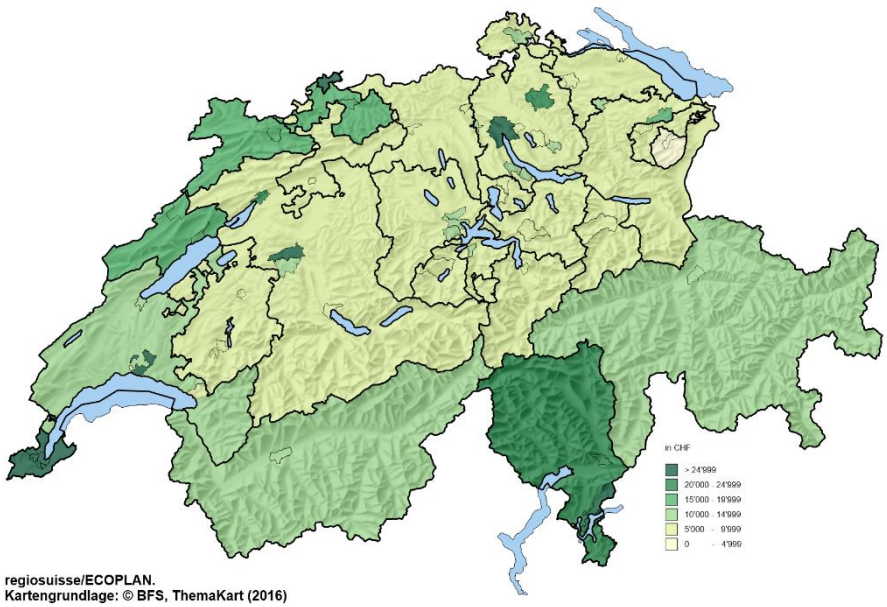
Source: Présentation regiosuisse, OFS (STATPOP/SHS).

En bref:

- Les taux d'aide sociale n'ont changé que très peu entre 2011 et 2015.
- Hausse la plus forte: Genève (région MS 105, 1.5%), La-Chaux-de-Fonds (103, 0.98%) et Val-de-Travers (104, 6.7%)
- Baisse la plus forte: Lausanne (84, -0.7%), Thoune (20, -0.4%) et Zurich (1, -0.3%)

5.4 Qu'en est-il de l'attractivité économique et de l'infrastructure?

Graphique 5-31: Dettes brutes (communales et cantonales) par habitant de la population résidante permanente (en CHF), 2014



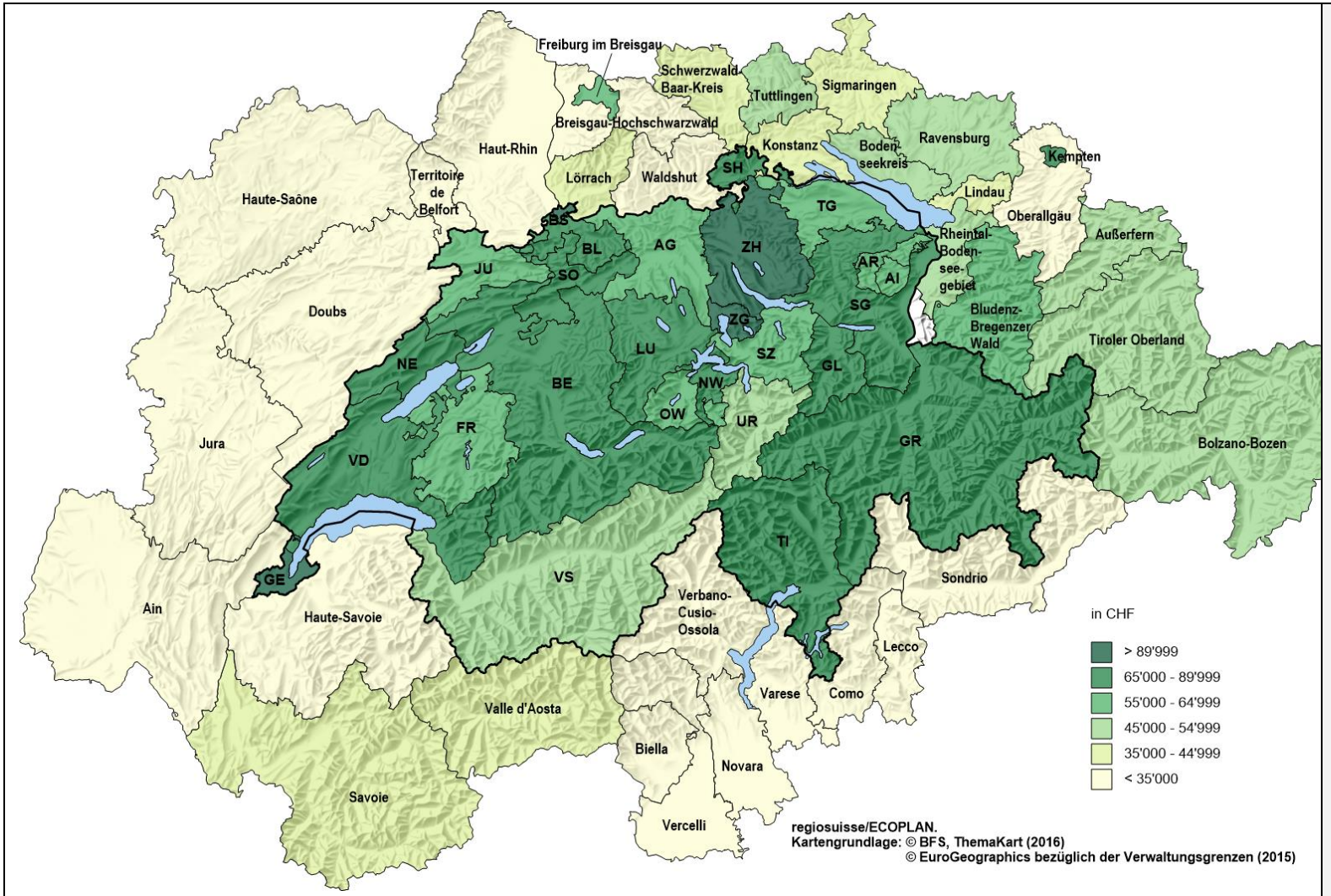
Source: Présentation regiosuisse, AFF (statistique financière), OFS (STATPOP).

En bref:

- Les dettes (agrégées) des cantons et des communes sont indiquées pour les villes, resp. le reste du canton" concerné, par habitant de la population qui y réside.
- On constate que les villes présentent en général un endettement plus élevé que les régions rurales.
- Il convient toutefois de relever que la performance économique est également plus élevée dans les villes.
- Valeur la plus élevée: ville de Genève (CHF 42'476.-)
- Valeur la plus faible: commune d'Appenzell (1'820.-)

6 Annexe B: Comparaison avec le développement régional des pays voisins

Graphique 6-1: Produit intérieur brut par habitant (nominal, en CHF), 2014

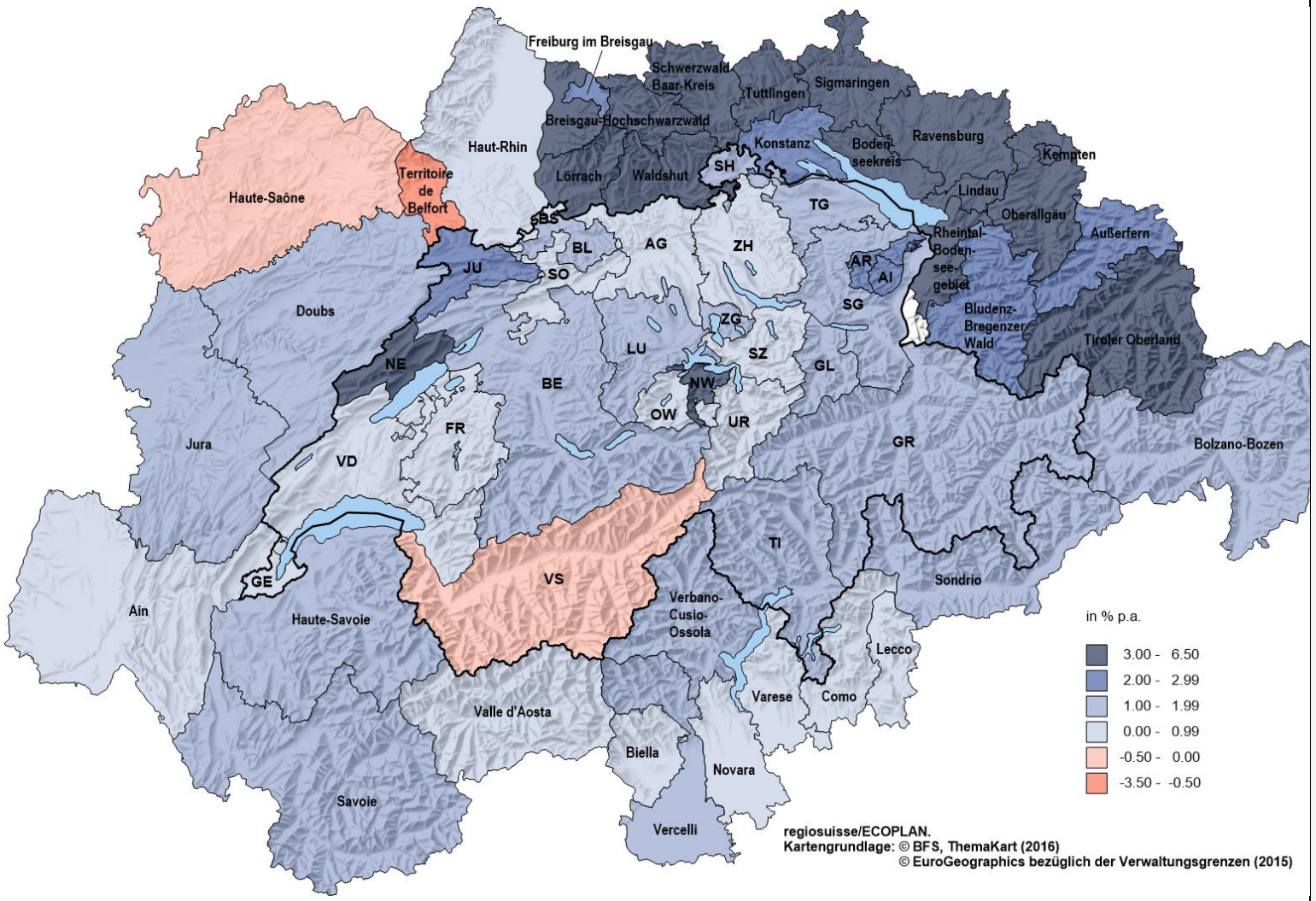


Source: Présentation regiosuisse, données OFS (CN), Eurostat.

En bref:

- Les cantons de la Suisse affichent au total un PIB par habitant nettement plus élevé que dans les régions limitrophes des pays voisins
- Comme il fallait s'y attendre, les cantons des régions métropolitaines s'en tirent particulièrement bien.
- On constate un PIB par habitant particulièrement faible dans les régions françaises situées à l'ouest de la frontière suisse.
- Les régions italiennes situées au sud-est de la Suisse affichent également un niveau comparativement bas.
- Une partie de la différence entre les cantons et les régions limitrophes des pays voisins s'explique par la force du franc qui a augmenté (cours du change)
- Cantons les plus forts: Cantons BS (CHF 163'600.–), ZG (CHF 150'600.–) et GE (CHF 102'100.–)
- Comparativement faibles: Haute-Saône (FR433, CHF 23'000.–), Verbano-Cusio-Ossola (ITC14, 28'300.–) et Jura (FR432, CHF 29'100.–)

Graphique 6-2: Croissance du PIB par habitant (nominal) p.a. en %, 2009-2014[90]



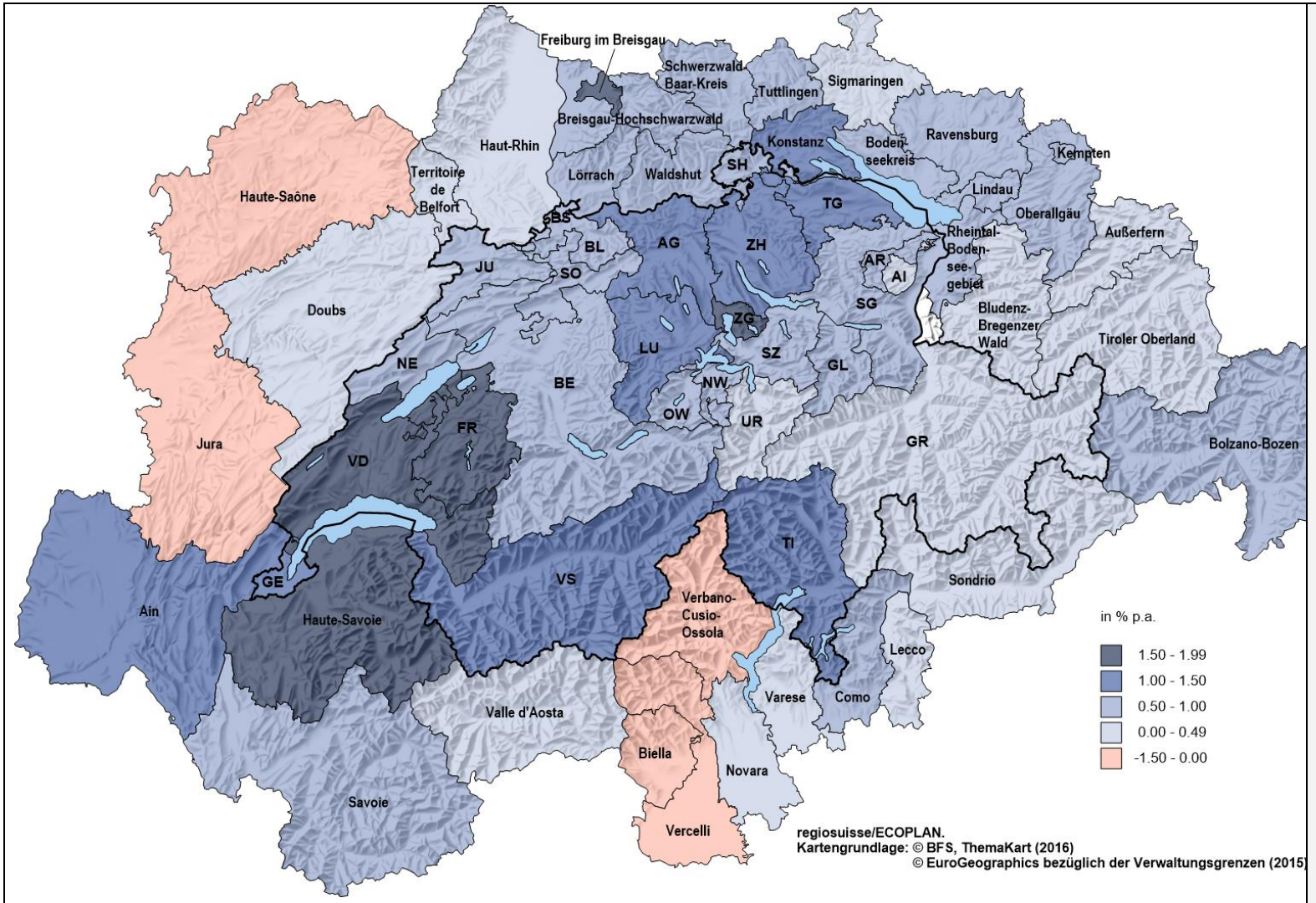
Source: Présentation regiosuisse, données OFS (CN), Eurostat.

En bref:

- Le graphique montre que les régions allemandes et autrichiennes voisines de la Suisse ont connu une croissance élevée.
- Taux de croissance les plus élevés par année en Suisse: NW (3.1% p.a.), NE (3.0% p.a.) AI (3.0% p.a.)
- La croissance la plus forte a été constatée dans l'arrondissement du lac de Constance (DE147, 6.2% p.a.) et Kempten (DE273, 6.0% p.a.)
- Seules trois régions affichent une tendance à la baisse entre 2009 et 2014: Territoire de Belfort (FR434, -3.3% p.a.), Haute-Saône (FR433, -0.2% p.a.) et le Valais (-0.1% p.a.)

[90] Indiqué dans les monnaies nationales respectives. Le taux de change et les effets de l'inflation ne sont donc pas pris en compte.

Graphique 6-3: Croissance de la population p.a. en %, 2011-2016

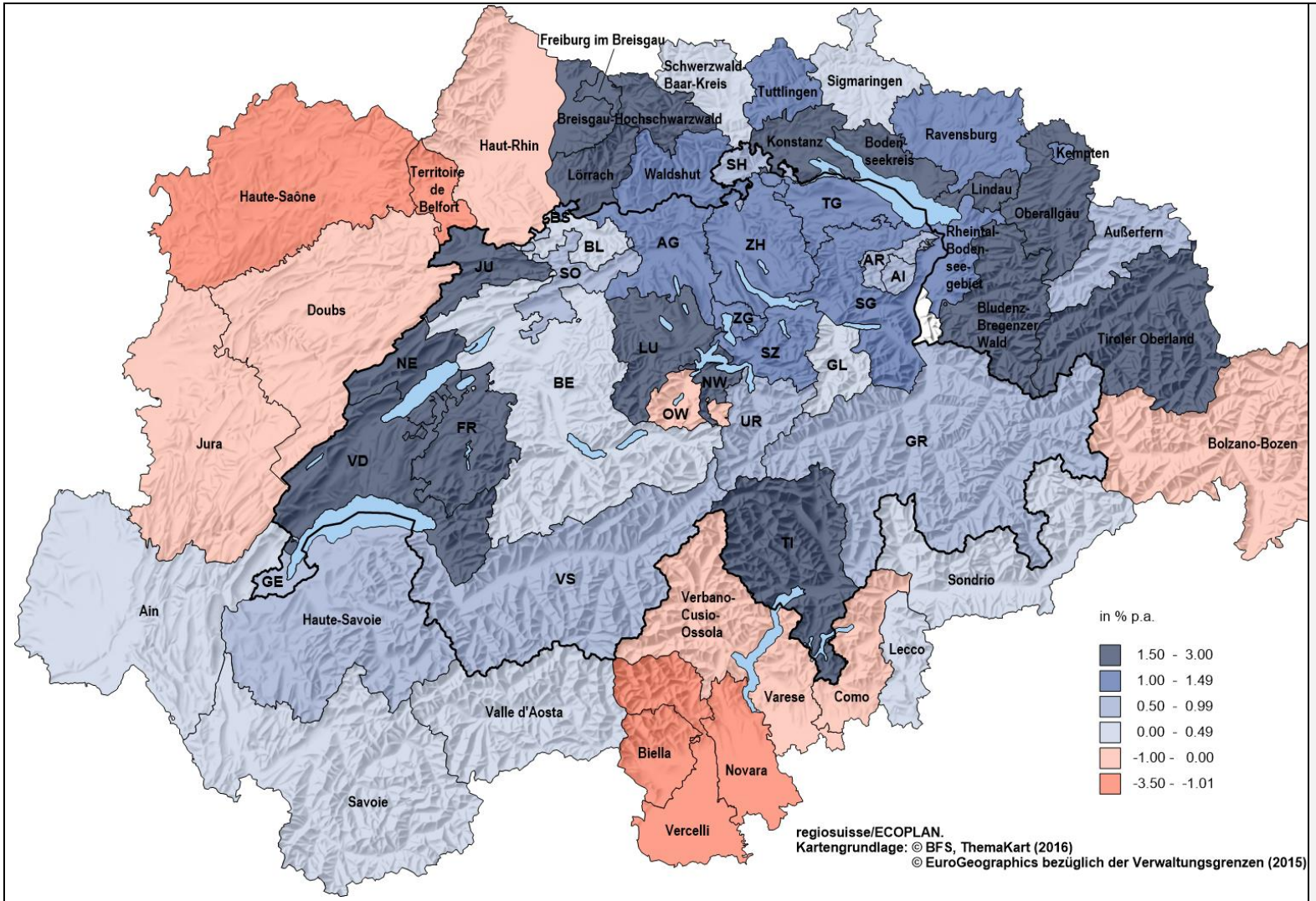


Source: Présentation regiosuisse, données OFS (STATPOP), Eurostat.

En bref:

- Une diminution de la population entre 2011 et 2016 n'a été constatée que dans cinq régions.
- A relever que le canton de Fribourg connaît depuis longtemps déjà une forte croissance de la population.
- Dans les régions frontalières allemandes, la croissance de la population est légèrement plus forte que dans les régions frontalières françaises, italiennes et autrichiennes.
- Croissance la plus forte: Cantons FR (2.0% p.a.), VD (1.6% p.a.) et Freiburg im Breissgau, Stadtkreis (DE131, 1.3% p.a.)
- Diminution la plus forte: Biella (ITC13, -0.4% p.a.), Vercelli (ITC12, -0.3% p.a.) et Haute-Saône (FR433, -0.2% p.a.).

Graphique 6-4: Evolution du nombre de personnes actives p.a. en %, 2011-2013[91]



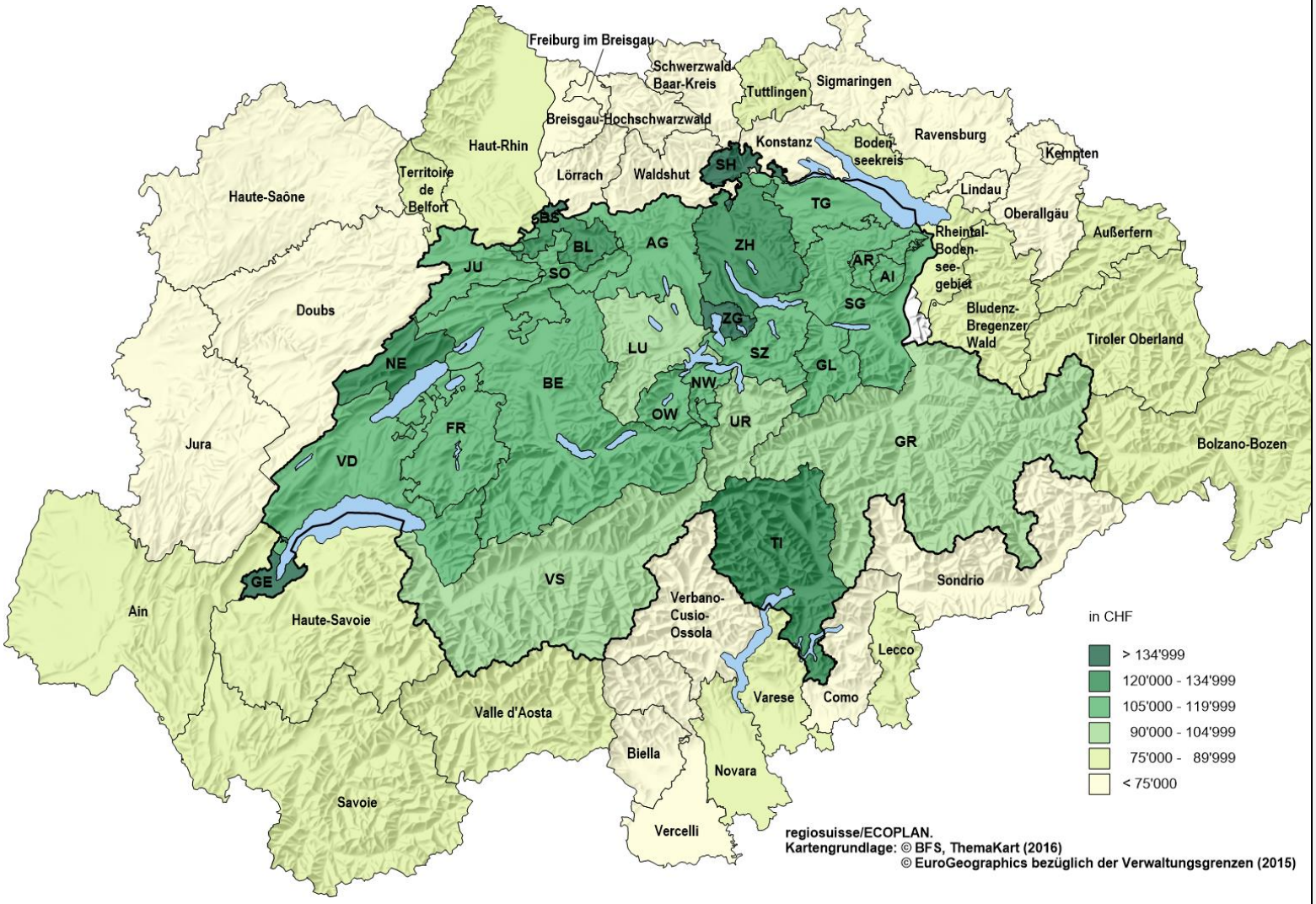
Source: Présentation regiosuisse, données OFS (STATENT), Eurostat.

En bref:

- La comparaison montre l'évolution de l'emploi en % p.a. entre 2011 et 2013
- On observe une croissance comparativement forte en particulier dans les régions frontalières des pays voisins germanophones.
- Les régions françaises situées à l'ouest de la Suisse ont connu une évolution très faible, de même que les régions italiennes situées au sud-est de notre pays
- On constate que le Tessin est la seule région du sud à présenter une forte croissance (2.4% p.a.).
- Valeurs les plus élevées: Lindau (DE27A, 2.7% p.a.), Bodenseekreis (DE147, 2.6% p.a.), Tessin (2.4% p.a.)
- Les trois valeurs les plus faibles se retrouvent toutes en Italie: Vercelli (ITC12, -3.1% p.a.), Biella (ITC13, -3.0%), Novara (ITC15, -2.8% p.a.)

[91] La courte période d'observation s'explique par le changement du recensement des entreprises à la statistique structurelle des entreprises.

Graphique 6-5: Création de valeur ajoutée brute par travailleur, nominal, en CHF (ensemble de l'économie), 2013[92]



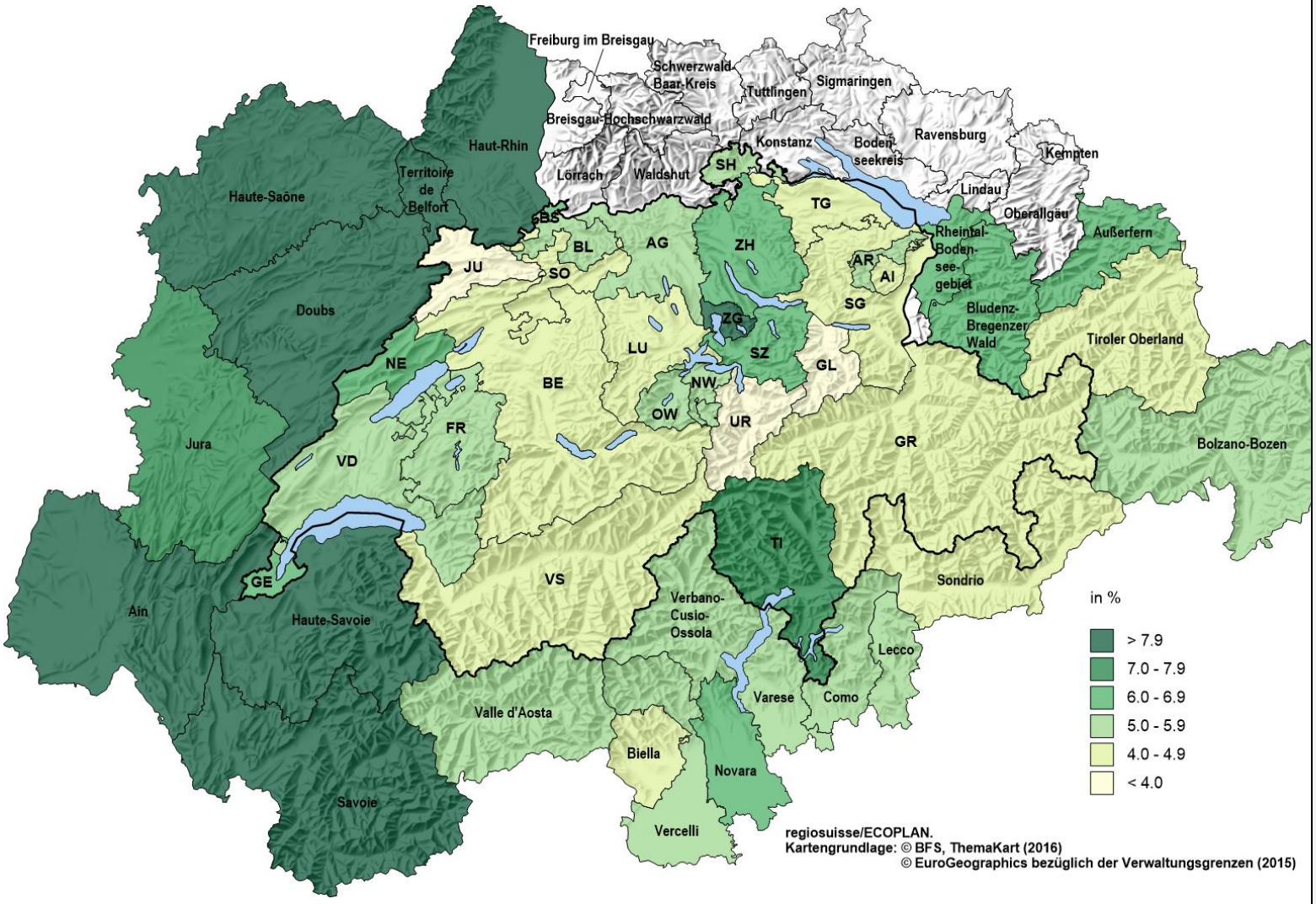
Source: Présentation regiosuisse, données OFS (CN / STATENT), Eurostat.

En bref:

- En Suisse, il y a en général plus de régions hautement productives que dans les régions frontalières des pays voisins.
- Une partie de la différence entre les cantons et les régions frontalières des pays voisins s'explique par la force du franc qui augmente (cours du change).
- Valeurs les plus élevées: Cantons ZG (CHF 168''900.), BS (CHF 157'900.–) et SH (CHF 143'700.–)
- Valeurs les plus basses: Haute-Saône (FR433, CHF 63'700.–), Oberallgäu (DE27E, CHF 63'800.–) et Breisgau-Hochschwarzwald (DE132, CHF 64'300.–)

[92] En Suisse, la création de valeur ajoutée brute par travailleur a été calculée sur le nombre d'emplois. Dans les régions étrangères voisines, c'est le nombre de personnes actives qui a servi de base.

Graphique 6-6: Part en %[93] des nouvelles entreprises par rapport au nombre total des entreprises, 2013



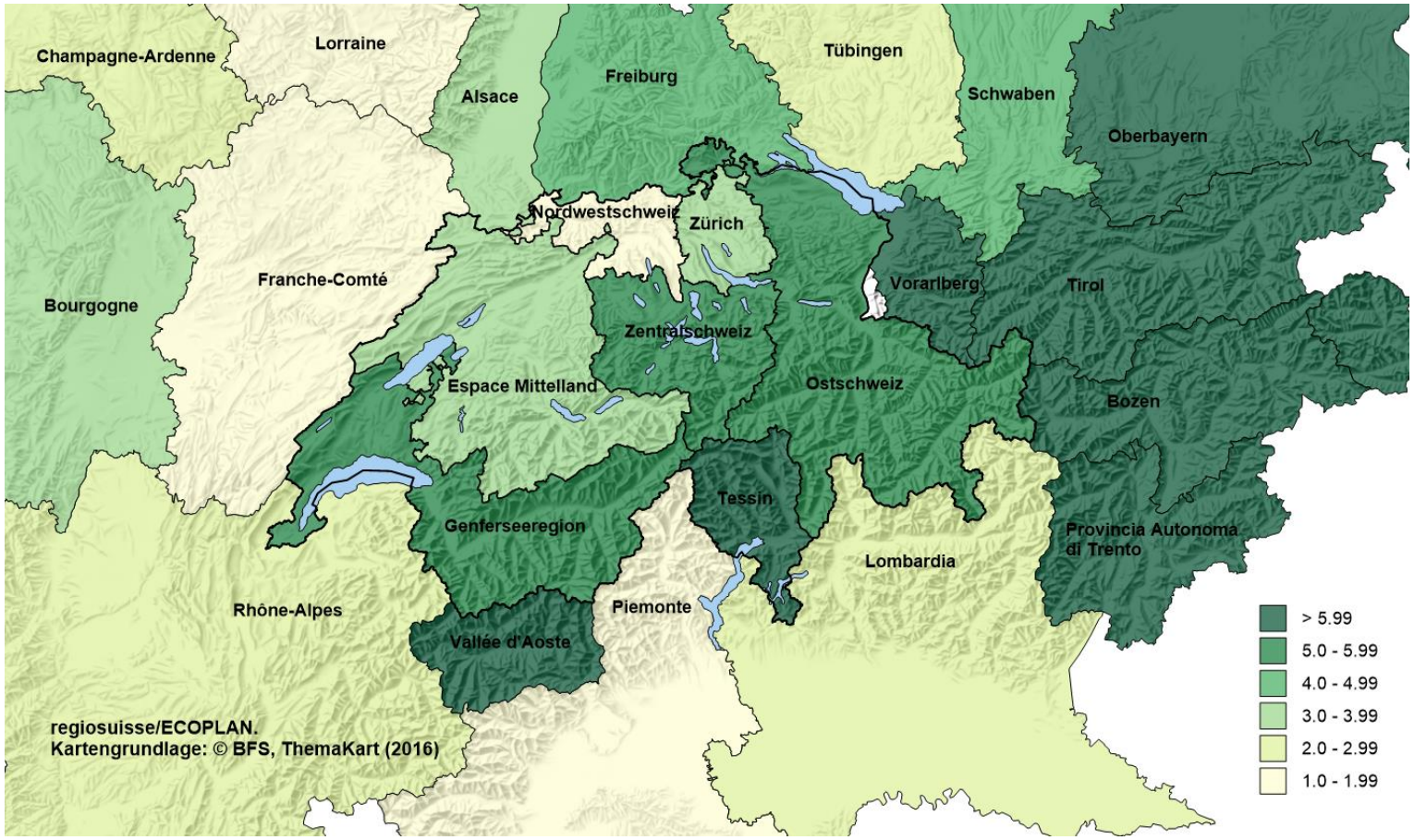
Source: Présentation regiosuisse, données OFS (UDEMO), Eurostat.

En bref:

- Mesuré à leur nombre total, il y a plus d'entreprise créées à l'étranger.
- En Suisse, ce sont encore une fois les cantons de Suisse centrale ainsi que le Tessin qui s'en sortent le mieux.
- ZG (8.6%) et TI (7.8%) affichent les parts les plus élevées au niveau suisse.
- Valeurs les plus élevées: Territoire de Belfort (FR434, 9.7%), Haut-Rhin (FR422, 9.6%) et Ain (FR711, 9.1%).
- Valeurs les plus basses: Glaris (3.3%), Jura (3.3%) et Uri (3.9%)

[93] Il n'existe aucunes données pour l'Allemagne.

Graphique 6-7: Nombre de nuitées par habitant, 2015



Source: Présentation regiosuisse, données OFS (HESTA), Eurostat.

En bref:

- Le nombre de nuitées par habitant est élevé dans les régions orientales voisines de la Suisse.
- En Suisse, c'est le Tessin qui s'en tire le mieux.
- Valeurs les plus élevées: Bozen (ITH1, 44.6), Tirol (AT33, 39.2) et Provincia Autonoma di Trento (ITH2, 21.9).
- Valeurs les plus basses: Lorraine (FR41, 1.6), Franche-Comté (FR43, 1.7) et la Suisse du Nord-Ouest (1.9)

Abréviations et glossaire

AFC	Administration fédérale des contributions
AFF	Administration fédérale des finances
ARE	Office fédéral du développement territorial
CN	Comptes nationaux, OFS
EPT	Equivalent plein temps
ESPA	Enquête suisse sur la population active, OFS
ESPOP	Statistique annuelle de l'état de la population, OFS
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
GEM	Global Entrepreneurship Monitor
HESTA	Statistique de l'hébergement touristique, OFS
NPR	Nouvelle politique régionale
OCDE	Organisation pour la coopération économique et le développement en Europe
OFS	Office fédéral de la statistique
OPR	Ordonnance sur la politique régionale
PASTA	Statistique de la parahôtellerie
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
PNR	Programmes nationaux de recherche, FNS
RE	Recensement des entreprises
RFP	Recensement fédéral de la population
Région MS	MS = mobilité spatiale, Région MS = petit bassin d'emploi
RS	Relevé structurel
SEC	Système européen des comptes
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
StatBL	Statistique des bâtiments et des logements, OFS
SHS	Statistique suisse des bénéficiaires de l'aide sociale, OFS
STATENT	Statistique structurelle des entreprises, OFS
STATPOP	Statistique de la population et des ménages, OFS
TP	Transport public
TIM	Transport individuel motorisé
UDEMO	Démographie des entreprises, OFS

Bibliographie

Cette bibliographie comprend, outre les titres proposés, d'autres titres consultés dans le cadre du monitoring regiosuisse.

ALBRECH J., FINK P., TIEMANN H.. (2016)
Ungleiches Deutschland: Sozioökonomischer Disparitätenbericht 2015, Friedrich Ebert Stiftung. Bonn.

SERVICE DE LA STATISTIQUE DU CANTON DE FRIBOURG, BANQUE CANTONALE DE FRIBOURG (2010)
Perspectives de l'économie fribourgeoise 2010. Fribourg.

SERVICE DE LA STATISTIQUE DU CANTON DE FRIBOURG, BANQUE CANTONALE DE FRIBOURG (2009)
Perspectives de l'économie fribourgeoise 2009. Fribourg.

SERVICE DE LA STATISTIQUE DU CANTON DE FRIBOURG, BANQUE CANTONALE DE FRIBOURG (2008)
Perspectives de l'économie fribourgeoise 2008. Fribourg.

ARE OFFICE FEDERAL DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (2005)
Typologies des espaces territoriaux utilisées dans le cadre du monitoring de l'espace rural. Berne.

ARE BUNDESAMT FÜR RAUMENTWICKLUNG (2009)
Monitoring urbaner Raum Schweiz. Analysen zu Städten und Agglomerationen Bern.

ARE BUNDESAMT FÜR RAUMENTWICKLUNG (2011)
Monitoring Bauen ausserhalb Bauzonen. Standbericht 2011 Bern.

ARE BUNDESAMT FÜR RAUMENTWICKLUNG (2012)
Monitoring Ländlicher Raum. Synthesebericht 2012. Bern.

ARE BUNDESAMT FÜR RAUMENTWICKLUNG (2015a)
ESPON-Synthesebericht aus Optik der Schweiz. Zentrale Erkenntnisse aus dem Europäischen Raumbeobachtungsprogramm ESPON 2013 für die schweizerische Raumentwicklung. Bern.

ARE BUNDESAMT FÜR RAUMENTWICKLUNG (2015b)
Räumliche Auswirkungen von Verkehrsinfrastrukturen in der Schweiz. Historischer Synthesebericht: Zusammenfassung. Bern.

ARVANITIS, S., SELIGER, F., SPESCHA, A., STUCKI, T., WÖRTER, M. (2017)
Die Entwicklung der Innovationsaktivitäten in der Schweizer Wirtschaft 1997–2014. KOF Konjunkturforschungsstelle, ETH Zürich.

ARVANITIS, S., SELIGER, F., SPESCHA, A., STUCKI, T., WÖRTER, M. (2016)
Der Innovations-Champion Schweiz schwächelt, Die Volkswirtschaft, 89(1-2).

AVENIR SUISSE (2017)
Strukturwandel im Schweizer Berggebiet. Strategien zur Erschliessung neuer Wertschöpfungsketten. avenir debatte. Zürich.

BAK BASEL ECONOMICS (2006)
Tourismus Benchmark Studie für Graubünden. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2007)
Internationaler Benchmarking Report Arc Jurassien Suisse. Schlussbericht. Basel. Download unter: www.bakbasel.ch/downloads/services/reports_studies/2007/200705_arj_report_de.pdf [17.1.2012].

BAK BASEL ECONOMICS (2008a)
Bürgenstock-Resort: Bedeutung für die Zentralschweizer Tourismuslandschaft und die regionale Volkswirtschaft. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2008b)
Erfolg und Wettbewerbsfähigkeit im alpinen Tourismus. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2008c)
Lo sviluppo della produttività nell'economia ticinese. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2008d)
Erfolg und Wettbewerbsfähigkeit der Walliser Tourismuswirtschaft. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2009)
Prognosen für den Schweizer Tourismus. SECO, Ressort Tourismus (Hrsg.). Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2010)
Prognosen für den Schweizer Tourismus. Ausgabe Mai 2010. SECO, Ressort Tourismus (Hrsg.). Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2011)
Tourismus Benchmarking – die Schweizer Tourismuswirtschaft im internationalen Vergleich. Schlussbericht zum «Internationalen Benchmarking Programm für den Schweizer Tourismus Update 2010–2011». Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2013a)
Volkswirtschaftliche Bedeutung der Innovationsintensiven Branchen in der Schweiz und ihren Kantonen. Studie im Auftrag des Kantons Basel-Stadt. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2013b)
Auswirkungen der Zweitwohungsinitiative auf die tourtistische und Regionalwirtschaftliche Entwicklung – Ausgangslage, Wirkungszusammenhänge und Szenarioanalysen. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2013c)
Raumkonzept und Handlungsräume der Schweiz in Zahlen. Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2015)
Performance und Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Ausflugs-Destinationen. Kurzpublikation im Rahmen des «International Bechmarking Programms für den Schweizer Tourismus Projektphase 2014-2015». Basel.

BAK BASEL ECONOMICS (2016)
Tourismus Benchmarking – die Schweizer Tourismuswirtschaft im internationalen Vergleich. Schlussbericht zum «Internationalen Benchmarking Programm für den Schweizer Tourismus Update 2014–2015». Basel.

BECKER KATHARINA, KRONTHALER FRANZ, WAGNER KERSTIN (2009)
Gute Voraussetzungen für die Gründung neuer Unternehmen? Eine Analyse der Schweizer Regionen. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 7/8, 43–46.

BEKB BERNER KANTONALBANK (2005)
Wirtschaftliche Entwicklung. In: Jahresbericht und Jahresrechnung 2005, 153–172. Download unter: www.bekb.ch/de/bekb-geschaeftsbericht_2005_gesamt.pdf [17.1.2012].

BECO BERNER WIRTSCHAFT (2015)
Daten und Faktoren zur wirtschaftlichen Situation im Kanton Bern.

BFS BUNDESAMT FÜR STATISTIK (2012c)
Ergebnisse des Mikrozensus Mobilität und Verkehr 2010. Mobilität in der Schweiz. Neuchâtel.

BFS BUNDESAMT FÜR STATISTIK (2014)
Lebensqualität in den Städten 2014, Urban Audit. Neuchâtel.

BÖNI ROSA (2009)
AlpFUTUR legt los. In: Informationsblatt Landschaft, Nr. 74, 4–5.

CIPRA FUTURE IN THE ALPS (2008)
Alps Know-How. A Curriculum for the Sustainable Development of the Alps. Schaan.

CODONI DAVIDE, GROB, UELI (2013)
Auswirkungen der Zweitwohnungsinitiative auf den Tourismus im Schweizer Alpenraum. In: Die Volkswirtschaft, Nr 4, 17-18

COMMISSION EUROPEENNE (2008)
Pauvreté et exclusion sociale en milieu rural. Résumé.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2000)
Die Zentren boomen, die Randgebiete darben. Download unter: emagazine.credit-suisse.com/app/article/index.cfm?fuseaction=OpenArticle&aoid=2063&lang=de [17.1.2012].

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2008a)
Swiss Issues Regionen. Wo lebt sich’s am günstigsten? Das verfügbare Einkommen in der Schweiz. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2008b)
Megatrends. Chancen und Risiken für KMU. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2009a)
Swiss Issues Regionen. Standortqualität: Welche Region ist die attraktivste? Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCh (2009b)
Swiss Issues Regionen. Der Kanton Wallis – Struktur und Perspektiven. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2009c)
Der Kanton Aargau im aktuellen Wirtschaftsumfeld. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2009d)
Megatrends. Chancen und Risiken für KMU. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2009e)
Swiss Issues Immobilien. Immobilienmarkt 2009. Regionen. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2011a)
Swiss Issues Regionen. Wohnen und Pendeln: Wo lebt sich’s am günstigsten: Das verfügbare Einkommen in der Schweiz. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2011b)
Swiss Issues Immobilien. Immobilienmarkt 2011. Regionen. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2013)
Swiss Issues Immobilien. Immobilienmarkt 2013. Strukturen und Perspektiven. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2016a)
Swiss Issues Regionen. Wohnen, Pendeln, Krippe: Wo lebt sich's am günstigsten? Verfügbare Einkommen 2016. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2016b)
Vertreibung aus dem Paradies. Schweizer Immobilienmark 2016. Zürich.

CREDIT SUISSE ECONOMIC RESEARCH (2016c)
Mehr als nur eine Konjunkturdelle? Monitor Schweiz. Zürich.

CSL IMMOBILIEN (2016)
Schweizer Immobilienmarktbericht 2016. Zürich.

DER BUND (2009)
Uhrenindustrie als Treiber. Starkes BIP-Wachstum im 2008 entlang des Jurabogens. Bern.

DIETZI THOMAS (2008)
Zürich/Aargau: Erfolgreiche Finanzmetropole mit exzellenten Standortbedingungen. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 5, 35–39.

DISLIVELLI (2009)
Studie über die «neuen» BewohnerInnen der piemontesischen Alpen. In: alpMedia Newsletter, Nr. 21, 2. Download unter: www.cipra.org/pdfs/783_de [17.1.2012].

EIDGENÖSSISCHE FINANZVERWALTUNG EFV (2016)
Finanzstatistik der Schweiz 2014. Jahresbericht. Neuchâtel.

ECOPLAN (2015)
Branchenszenarien 2011 bis 2030/2050. Bern.

ECOPLAN UND SECO (2016)
Statistische Grundlagen zu Neugründungen und wachstumsstarken Unternehmen. Auswertungen für die Schweiz und internationaler Vergleich. Bern.

ECOPLAN UND FAHRLÄNDER PARTNER (2017)
Wachstum der Schweizer Volkswirtschaft: Regionale Analyse der Arbeitsproduktivität. Bern und Zürich.

ECOPOL (2013)
Studie Ostschweiz 2013: Wirtschaftsstruktur und Arbeitsmarkt. St. Gallen.

EFV EIDGENÖSSISCHE FINANZVERWALTUNG (2016)
Finanzstatistik der Schweiz 2014. Jahresbericht. Neuchâtel

ENGELKE D., SCHLATTER M., MÜLLER K., SEILER R. (2016)
Künftige Versorgungsinfrastrukturen in ländlichen Räumen. Hochschule für Technik Rapperswil. Rapperswil.

ERNST BASLER + PARTNER (2006)
Regionale Disparitäten in der Schweiz. Teilbericht 1: Analyse regionaler Disparitäten. Zürich.

ERNST BASLER + PARTNER (2006)
Regionale Disparitäten in der Schweiz. Teilbericht 2: Grundlagen und Methoden. Zürich.

ERNST & YOUNG (2008)
Schweizer Mittelstandsbarometer 2008. Wirtschaftliche Aussichten und politische Prioritäten mittelständischer Schweizer Unternehmen. Zürich.

ERNST & YOUNG (2010)
Schweizer Mittelstandsbarometer 2010. Stimmungen, Themen und Perspektiven mittelständischer Unternehmen in der Schweiz.

ERNST & YOUNG (2011)
KMU-Agenda. KMU-Barometer 2011. Stimmungen, Themen und Perspektiven kleiner und mittelständischer Unternehmen in der Schweiz. Zürich.

ERNST & YOUNG (2012)
KMU-Barometer August 2012. Befragungsergebnisse zur Sommerumfrage.

ERNST & YOUNG (2013)
KMU-Barometer Januar 2013. Befragungsergebnisse zur Winterumfrage.

EUROPEAN COMISSION (2016)
European Innovation Scoreboard 2016.

EUROPEAN OBSERVATION NETWORK ON TERRITORIAL DEVELOPMENT AND COHESION (2007)
ESPON 2013 Programme. Esch-sur-Alzette / Luxembourg.

EUROPA FORUM LUZERN (2008)
Der ländliche Raum im Aufbruch? Herausforderungen und Förderkonzepte in den Alpenländern. Luzern.

FISCHER. THOMAS (2015)
Starker Franken – wie geht es weiter? In: Berner Wirtschaft 02/2015, 10. Bern.

FNRS FONDS NATIONAL SUISSE DE LA RECHERCHE (2008)
Développement durable de l'environnement construit (PNR 54). Berne.

FNRS FONDS NATIONAL SUISSE DE LA RECHERCHE (2011)
Développement durable de l'environnement construit – Vers une gestion intégrée et proactive. Synthèse du programme national de recherche 54 (PNR 54). Berne.

FORNAHL DIRK, SCHAFFER AXEL, SIEGELE JOCHEN (2009)
Regional per Capita-Income. The Importance of Region-Specific Production Factors. In: Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Vol. 145, 155–185.

FREY RENÉ L., CREMA CENTER FOR RESEARCH IN ECONOMICS, MANAGEMENT AND THE ARTS (2005)
Randregionen. Eindrücke einer Schweizer Reise. Basel.

GRAMEGNA, EMANUELLA (2016)
Der Erwerb von Ferienwohnungen durch ausländische Käufer nimmt weiter ab. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 4, 64–65.

HAISCH TINA (2008)
Die Ostschweiz – eine starke Region mit Wachstumsschwäche. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 7/8, 43–47.

HUNZIKER CHRISTIAN, SCHRIBER MARTINA (2008)
Südschweiz – Tourismushochburg und vieles mehr. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 9, 43–52–56.

HOCHSCHULE FÜR WIRTSCHAFT FREIBURG HEG-FR, ETH ZÜRICH, UNIVERSITY OF APPLIED SCIENCES AND ARTS OF SOUTHERN SWITZERLANS SUPSI (2016)
Global Entrepreneurship Monitor 2015/2016. Report on Switzerland.

JAEGER J., SCHWICK C., BERTILLER R., KIENAST F. (2008)
Landschaftszersiedelung Schweiz – Quantitative Analyse 1935 bis 2002 und Folgerungen für die Raumplanung. Wissenschaftlicher Abschlussbericht. Schweizerischer Nationalfonds, Nationales Forschungsprogramm NFP 54. «Nachhaltige Siedlungs- und Infrastrukturentwicklung». Zürich.

JOURNAL OF ALPINE RESEARCH (Hrsg.) (2009)
Mountain tourism and sustainability – Article Collection. In: Journal of Alpine Research, Nr. 97-3. Download unter: http://rga.revues.org/index961.html [18.01.2010].

KÄMPF RICHARD, SCHODER THOMAS (2008)
Wirtschaftsregionen der Schweiz – die neue Artikelserie. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 4, 35–41.

KANTON GRAUBÜNDEN (2009)
Porta Alpina, ein innovatives Projekt für die Schweiz. Download unter: www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/bvfd/ds/projekte/Porta%20Alpina/Seiten/Projektbeschrieb.aspx [17.1.2012].

KLEINEWEFERS LEHNER ANNE (2001)
Regionale Unterschiede auf dem Schweizer Arbeitsmarkt im Konjunkturzyklus der 1990er-Jahre, 25–28.

MAYER, HEIKE, BAUMGARTENR DANIEL (2015)
Grundzüge einer Strategie des Bundes für Berggebiete und ländliche Räume. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 3-4/2015, 18-19.

MÜLLER HANSRUEDI UND BERGER PHILIPP (2009)
Tourismus im Kanton Bern, Positionspapier und Strategie 2015, Schlussbericht. Studie im Auftrag der Volkswirtschaftsdirektion Kanton Bern, beco Berner Wirtschaft, Tourismus und Regionalentwicklung (Hrsg). Bern.

NZZ ONLINE (2008)
Zersiedelung der Schweiz geht unaufhaltsam weiter. Download unter: www.nzz.ch/nachrichten/schweiz/zersiedelung_der_schweiz_geht_unhaufhaltsam_weiter_1.1059472.html [17.1.2012].

OECD, GOV, TDPC, IT (2008)
Working Party on Territorial Indicators. The Sources of Economic Growth in OECD Regions. Paris.

OECD (2009)
How Regions Grow. Trends and Anaylsis. Paris.

OECD (2012)
Promoting Growth in All Regions. Paris.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2009a)
Disparités régionales en Suisse. Indicateurs clés. Neuchâtel.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2009b)
Cercle Indicateurs – Relevé 2009: Résultats des cantons. Neuchâtel.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2009c)
Communiqué de presse du 11.12.2009: Démographie des entreprises: taux de survie des entreprises créées entre 2003 et 2007 – Une entreprise sur deux disparaît cinq ans après sa création.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2011)
Communiqué de presse 28.06.2011: Nouvelles entreprises 2009. Faible diminution des créations d'entreprises en 2009. Neuchâtel.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2012)
Disparités régionales en Suisse. Neuchâtel.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2012b)
Communiqué de presse du 03.06.2012: Nouvelles entreprises 2010. Une année record pour les créations d'entreprises.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2013b)
Panorama «Education, science». Neuchâtel.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2013c)
Communiqué de presse du 10.07.2013: Nouvelles entreprises 2011. Net recul des créations d'entreprises après une année record.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2016a)
Communiqué de presse: Nouvelles entreprises 2014. 42'478 nouvelles entreprises en 2014.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2016b)
Disparités régionales dans l'accès de la population aux services. Neuchâtel.

OFS OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE (2016c)
La statistique suisse du tourisme 2015. Neuchâtel.

PLANVAL (2005a)
Monitoring Ländlicher Raum, Themenkreis U2: Struktureller Wandel der Wirtschaft im ländlichen Raum. Studie im Auftrag des Bundesamtes für Raumentwicklung (ARE). Bern.

RAMOS PEDRO, CASTRO EDUARDO, CRUZ LUIS (ohne Jahr)
Economically Sustainable Demography: Reversing Decline in Portuguese Peripheral Regions. Coimbra / Aveiro.

REGIOSUISSE – CENTRE DU RESEAU DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (2010)
Rapport de monitoring 2009. Le développement économique régional de la Suisse. Berne et Brigue. www.regiosuisse.ch/monitoring-fr

REGIOSUISSE – CENTRE DU RESEAU DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (2011b)
Activités d'innovation et obstacles à l'innovation selon les types d'espaces en Suisse. Le développement économique régional de la Suisse. Berne et Brigue. www.regiosuisse.ch/monitoring-fr

REGIOSUISSE – CENTRE DU RESEAU DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (2011a)
Analyse des branches selon les types d'espaces. Le développement économique régional de la Suisse. Berne et Brigue. www.regiosuisse.ch/monitoring-fr

REGIOSUISSE – NETZWERKSTELLE REGIONALENTWICKLUNG (2012)
Monitoringbericht 2011. Die regionalwirtschaftliche Entwicklung in der Schweiz. Bern und Brig. www.regiosuisse.ch/monitoring-fr

REGIOSUISSE – CENTRE DU RESEAU DE DEVELOPPEMENT REGIONAL (2013)
Mesure de l'efficacité des projets NPR 2012. Berne et Brigue.

REGIOSUISSE – NETZWERKSTELLE REGIONALENTWICKLUNG (2014)
Monitoringbericht 2013. Die regionalwirtschaftliche Entwicklung in der Schweiz. Bern und Brig. www.regiosuisse.ch/monitoring-fr

REGIOSUISSE – NETZWERKSTELLE REGIONALENTWICKLUNG (2016)
L4: Monitoring Regionalentwicklung, Detailkonzept Regionenmonitoring 2016+. Version 1.0 vom 15.09.2016.

RIEDER STEFAN, HOCHSCHULE LUZERN (2009)
Demografischer Wandel in ruralen Räumen. Das Beispiel des Brain-Drain Brain-Gain. Download unter: www.regiosuisse.ch/docs/veranstaltungen-manifestions-manifestazioni/regiosuisse/forschungsmarkt-regiosuisse/forschungsmarkt-regiosuisse-030909/demografischer-wandel-in-ruralen-raeumen-2013-das-beispiel-des-brain-drains-d-rieder [17.1.2012].

ROTH URBAN (2008)
Region Basel – Pharma-Metropole am Tor zur Schweiz. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 11, 47–51.

RYSER NINA (2008)
Espace Mittelland – Verwaltungszentrum und Technologiestandort. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 6, 43–47.

SAB SCHWEIZERISCHE ARBEITSGEMEINSCHAFT FÜR DIE BERGGEBIETE (2007a)
Aufbruch aus der alpinen Brache. Tagungsband Fachtagung 2007. Bern.

SAB SCHWEIZERISCHE ARBEITSGEMEINSCHAFT FÜR DIE BERGGEBIETE (2007b)
Neue Regionalpolitik und Neuer Finanzausgleich – Konsequenzen für die Kantone und Gemeinden. Tagungsband NRP und NFA. Bern.

SAB SCHWEIZERISCHE ARBEITSGEMEINSCHAFT FÜR DIE BERGGEBIETE (2014)
Das Schweizer Berggebiet 2014. Fakten und Zahlen. Nr. 225 Juli 2014. Bern

SAB SCHWEIZERISCHE ARBEITSGEMEINSCHAFT FÜR DIE BERGGEBIETE (2016)
Das Schweizer Berggebiet 2016. Fakten und Zahlen. Nr. 232 Juli 2016. Bern

SAGER FRITZ, HUEGLI EVELINE (2013)
Evaluation des Mehrjahresprogramms 2008-15 zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik (NRP). Kompetenzzentrum für Public Management der Universität Bern und Büro Vatter AG. Bern.

SCHERRER ROLAND, SCHNELL KLAUS DIETER (2008)
Knowledge as a resource in regional development. The example of Switzerland. In: Journal of Alpine Research, Nr. 96-2, 41–50.

SCHWEIZER BAUMEISTERVERBAND (2015)
Schwieriges Baujahr 2015. Quartalsstatistik IV/2015 des Schweizerischen Baumeisterverbands. Zürich.

SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT (2015a)
Übersicht Raumbeobachtung Schweiz. Stand Februar 2015. Bern

SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT (2015b)
Politik des Nimdes für die ländlichen Räume und Berggebiete. Bericht in Erfüllung der Motion 11.3927 Maissen vom 29. September 2011. Für eine kohärente Raumentwicklung Schweiz. Bern

SCHWYZER KANTONALBANK (2008)
Schwyzer Wirtschaftsprognose. Ungebrochene Wirtschaftsdynamik 2007. Schwyz.

SECRETARIAT D'ETAT A L'ECONOMIE SECO (2008)
La politique régionale de la Confédération. Berne.

SECRETARIAT D'ETAT A L'ECONOMIE SECO (2011)
Evaluation intermédiaire 2010 de la Nouvelle politique régionale (NPR) du SECO. Etat des lieux 2010 et conclusions pour la mise en œuvre 2012−2015. Berne.

STEFFES ANDREAS, STOCKER THOMAS (2008)
Zentralschweiz – mehr als nur tiefe Steuern. In: Die Volkswirtschaft, Nr. 10, 35–39.

UBS (2015)
Die Schweiz in Zahlen. Ausgabe 2015/2016. Zürich.

UBS (2016)
Kantonaler Wettbewerbsindikator. Zürich.

VANKOVA GERGANA (2011)
Population Decline and (Re)distribution in Bulgaria. Master Thesis at Utrecht University. Utrecht.

WAGNER KERSTIN, KRONTHALER FRANZ, BECKER KATHARINA (2009a)
Potenziale für die Gründung neuer Unternehmen: Eine Analyse der Schweizer Regionen. Download unter: www.regiosuisse.ch/docs/veranstaltungen-manifestions-manifestazioni/regiosuisse/forschungsmarkt-regiosuisse/forschungsmarkt-regiosuisse-030909/gute-voraussetzungen-fuer-die-gruendung-neuer-unternehmen-eine-analyse-der-schweizer-regionen-d-wagner-kronthaler-becker [17.1.2012].

WAGNER KERSTIN, KRONTHALER FRANZ, KATHARINA BECKER (2009b)
The potential for new venture creation of Swiss regions. A comparison based on cluster analysis. Chur.

WAHL HANNES (2006)
Die Zukunft peripherer alpiner Regionen – Dekultivierung als Chance? Exposé MAS Raumplanung 2005/2007. Zug.

WESTPHAL CHRISTINA (2010)
Die Jugend wandert ab. Erschienen in LandInForm, Magazin für ländliche Räume, Nr.1, 14–15.

ZÄCH C., SCHULZ T., WALTERT F., PÜTZ M. (2015)
Landscape and Amenity. Die Rolle von Landschaft für Wanderungsbewegungen in den ländlichen Raum der Schweiz. WSL Berichte, Heft 22/2015. Birmensdorf.

ZUMBUSCH KRISTINA, QUIQUEREZ FRÉDÉRIC UND SCHERER ROLAND. (2013)
Evaluation der Schweizer Beteiligung an den ETZ-Programmen im Rahmen der NRP Zürich. ecopo und Institut für Systemisches Management und Public Governance der Universität St. Gallen. St. Gallen und Neuchâtel.